

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

**Numéro 291
3 juillet 1989**

CHINE RESISTANCE OUVRIERE



**NICARAGUA
Dix ans après**

**EL SALVADOR
Elections et
insurrection**

**CUBA
Les relations
soviéto-cubaines**

20 FF - 5 FS - 100 FB



CERESO BARREDO / SÃO FELIX 83

SPECIAL AMERIQUE CENTRALE

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.

Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 291 Du 3 juillet 1989

- 3 NICARAGUA
La révolution en difficulté
Arnold BERTHU
- 6 Un Etat ouvrier dans un pays arriéré
Arnold BERTHU
- 8 Concertation et méfiance historique
Tomas BORGE
- 9 Restauration ou
socialisme démocratique
Orlando NUNEZ
- 10 Sandinisme, Tiers-monde et *perestroïka*
Victor TIRADO
- 11 La crise en Amérique latine
Daniel ORTEGA
- 13 EL SALVADOR
Le face à face
Arnold BERTHU
- 13 L'iceberg
Interview de Guillermo UNGO
- 15 Elections et insurrection
Interview de Joaquin VILLALOBOS
- 19 CUBA
Les rapports soviéto-cubains
Janette HABEL
- 25 ETATS-UNIS
La politique centro-américaine de Bush
G. BUSTER
- 28 **EN BREF : AFRIQUE DU SUD :**
Mobilisation pour les 26 d'Uppington ;
LES NOTRES : C.L.R. James ; IVE
INTERNATIONALE : Elections euro-
péennes.
- 30 LA GLASNOST ET SES LIMITES...
- 32 CHINE
La résistance ouvrière
Interview de LEE Cheuk Yan
- 34 La difficulté de rompre
Interview de LEUNG Hon Noi
- 36 "Il n'y a plus une parcelle de vérité
dans toute la Chine"
DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.

NUMERO SPECIAL AMERIQUE CENTRALE 36 pages



Pour son dernier numéro d'été,
Inprecor vous présente
un numéro spécial de 36 pages
sur l'Amérique centrale,
Le prochain numéro d'**Inprecor**
paraîtra le 4 septembre.

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

INom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal Pays

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à **Inprecor**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois, 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois, 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois, 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois, 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

La révolution en difficulté



DIX ANS APRES le triomphe de la révolution, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) s'est lancé dans une course de vitesse pour gagner les élections de février 1990. Le pouvoir a été pris par les masses, par une insurrection armée, le 19 juillet 1979. Mais un échec des sandinistes aux élections (ou le développement d'une situation chaotique, suite à un sabotage économique massif de la part du secteur capitaliste) pourrait créer une situation propice à la contre-révolution, et permettre aux Etats-Unis de recourir à une agression armée sur une grande échelle.

Arnold BERTHU



LA SITUATION économique est à proprement parler désastreuse. La production industrielle a baissé de 30% en 1988. La production agricole a très fortement chuté. Le Produit intérieur brut (PIB) a baissé de 10%. Le chômage est passé

de 25%, en 1987, à près de 30% aujourd'hui. Le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 85%, au cours de l'année 1988 (1).

Le Nicaragua passe par une situation de véritable récession économique et le niveau de vie des masses, principalement des secteurs qui constituent la base du processus révolutionnaire, en est terriblement affecté. En dehors des difficultés pour se procurer les aliments de base et les produits de première nécessité, il faut ajouter que les conditions de vie en général se sont dégradées en raison des restrictions apportées aux dépenses sociales, tant au niveau de l'Education, qu'au niveau de la Santé.

Cette dégradation s'exprime concrètement par une remontée du taux d'analphabétisme et de mortalité infantile qui, sans atteindre le niveau de l'époque de Somoza, n'en sont pas moins inquiétantes. La délinquance a également augmenté.

Cependant, pour avoir une vision d'ensemble du vécu de la population nicaraguayenne, il faut prendre en compte d'autres facteurs. Un élément clef qui constitue un baume sur la plaie économique, est que la guerre est pratiquement finie. La Contra n'est plus en mesure de perpétrer des assassinats à une grande échelle et de créer une situation d'insé-

curité dans les régions du territoire où elle opérait précédemment (et qui n'ont jamais affecté directement la côte Pacifique, c'est-à-dire, la partie la plus peuplée du Nicaragua). Les masses sont conscientes du fait que la mise hors d'état de nuire de la Contra est le fruit de la politique sandiniste à laquelle les secteurs populaires de la révolution ont apporté leur contribution humaine et matérielle. Un autre élément à prendre en considération est le climat de liberté d'expression, de critique et d'organisation, qui continue à prévaloir.

La situation dans laquelle se débat la population nicaraguayenne est essentiellement le fruit de l'agression et du blocus économique ; du caractère particulièrement arriéré du développement du Nicaragua d'avant 1979 ; de la dépendance totale de l'économie nicaraguayenne par rapport au marché impérialiste mondial ; du poids de la dette (6,7 milliards de dollars, en 1988 : si le Nicaragua avait alors payé l'entièreté des intérêts de celle-ci, cela aurait représenté 103% de la valeur des exportations). Il s'agit de facteurs sur lesquels les révolutionnaires ne peuvent pas peser directement.

Une économie au bord du gouffre

Le caractère très aigu de la crise économique ne date certes pas de 1988 : mais les mesures politiques et économiques concrètes prises par les sandinistes pour répondre aux effets négatifs de ces facteurs ont engendré une forte récession. Ces facteurs ont entraîné le Nicaragua au bord du gouffre en 1986-87, avec notamment un taux d'inflation qui échappait à tout contrôle et dépassait les 1 000%, alors que 50%

du budget de l'Etat devait être alloué à la Défense.

Les sandinistes ont réagi à cette situation de manière efficace sur le plan militaire, en portant un coup décisif à la Contra en mars 1988. Mais sur le plan économique et social, on ne peut en dire autant, les mesures économiques prises au cours de la même année ayant lourdement affecté les masses, sans améliorer véritablement la situation économique.

Une des premières mesures, adoptée au mois de février, visait à diminuer de façon radicale la masse monétaire en circulation. Pour réaliser cela, chaque Nicaraguayen a dû changer son argent contre une nouvelle monnaie (1 000 ancien cordobas valant dorénavant 1 nouveau cordoba). Au-delà d'une certaine somme, l'argent ne pouvait être immédiatement changé et restait sur un compte bancaire bloqué, de manière à permettre une enquête sur l'origine des revenus en question.

Cette mesure, très bien accueillie par la population, a frappé une partie des milieux vivant de la spéculation, et notamment la Contra qui n'a pas pu (ou osé) changer ses fonds. On estime que cela a permis de réduire la masse monétaire de 20%. Ce changement du cours de la monnaie correspondait à une très forte dévaluation du cordoba et à une unification des taux de change. Jusque là, deux taux de change étaient en vigueur : un à l'exportation et un à l'importation.

Fondo-monétarisme

Ce dernier permettait aux entreprises privées et étatiques d'importer des marchandises à un coût inférieur au prix réel du marché ce qui augmentait le déficit commercial. Cela avait notamment gonflé d'une façon démesurée les achats de fertilisants et de tracteurs qui, vu la "relative modicité" de leur prix d'achat, n'étaient pas utilisés et entretenus avec les soins nécessaires.

D'autres mesures ont été prises conjointement afin de diminuer la masse monétaire par la réduction des dépenses de l'Etat, y compris avec des licenciements purs et simples (ce qu'on appelle, au Nicaragua, la "compactacion" qu'on pourrait traduire pudiquement par le terme de "dégraissage"). Enfin, on augmenta les prix du combustible, de l'eau, de l'électricité.

En bref, ces différentes mesures ressemblaient forts aux politiques fondo-monétaristes appliquées dans d'autres pays latino-américains. Mais,

1) Le PIB nicaraguayen a progressé entre 1979 et 1983, puis a commencé à baisser à partir de 1984, lorsque l'agression américaine a fait un bond qualitatif. Voici l'évolution annuelle du PIB : 1980 : +4,6% ; 1981 : +5,4% ; 1982 : +0,8% ; 1983 : +4,4% ; 1984 : -1,4% ; 1985 : -2,6% ; 1986 : -0,5% ; 1987 : ? ; 1988 : -10%.

Mais la crise ne touche pas que le Nicaragua, loin de là. Selon la commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (rapport de 1989), l'indice de production par tête d'habitant a baissé, au cours des années 80, de 28% en Guyane, 26% en Bolivie, 20% au Guatemala, 16% à Haïti, 17% au Nicaragua, 14% au Salvador et au Honduras.

comme le soulignent eux-mêmes les économistes sandinistes critiques à l'égard de ces mesures, la politique appliquée en février différerait d'une politique fondo-monetariste sur un point fondamental : les salaires, en particulier le salaire moyen, étaient revalorisés d'environ 500%, de manière à permettre de couvrir les dépenses nécessaires pour se procurer 45 produits de base (le "panier de la ménagère").

Plusieurs éléments ont rendu ces mesures inefficaces : la dévaluation augmentait très fortement le prix d'achat des produits d'importation nécessaires à la production (ce qui amenait les entreprises à augmenter d'autant leurs prix de vente sur le marché intérieur : fertilisants, machines, métaux, etc.).

Les entreprises, y compris étatiques, ont même anticipé largement sur les augmentations des coûts prévues (coût plus élevé du transport et des produits importés entrant dans la fabrication). On était dans un contexte de libération quasi complète des prix et, vu la pénurie des produits de base qui se maintenait, les ménages ont dû acheter ceux-ci au prix fort. Tout cela a relancé l'inflation qui a atteint 944%, entre février et fin mai 1989.

En juin 1988, de nouvelles mesures de type plus nettement fondo-monetariste ont été prises : nouvelle dévaluation du cordoba avec gel des salaires, ceux-ci étant, de manière simpliste, rendus responsables de la spirale inflationniste (2).

Critiques contre les mesures économiques

Le blocage des salaires n'a pas arrêté l'inflation qui a atteint un total de 25 000%, à la fin 1988, mais a créé une situation dramatique dans les ménages populaires : la consommation a baissé en terme absolu, la pénurie des biens de base a presque disparu d'une façon artificielle, car les commerçants n'arrivaient plus à écouler toute leur marchandise, devenue beaucoup trop chère. Témoin de la baisse vertigineuse des salaires : ceux-ci ne représentaient plus, fin 1988, que 5% des coûts de production dans l'industrie et 9% des dépenses courantes de l'Etat ! Ces chiffres sont révélés aujourd'hui par les économistes sandinistes (voir le *Bulletin socio-économique*, de mars 1989).

Le caractère monetariste des mesures de 1988-89 a donné lieu à des critiques très sévères de la part de militants qui soutiennent le pouvoir sandiniste. L'une des critiques publiques la plus explicite est celle exprimée par A. J. Acevedo Volg, membre de l'Association des économistes du Nicaragua. Dans un article paru en mars 1989, dans le *Bulletin socio-économique* (pro-sandiniste), il écrivait à ce propos : "Les partisans d'une politique économique orthodoxe (fondamentalement monetariste) à l'intérieur du gouvernement révolutionnaire, (...) considéraient qu'une des causes

fondamentales de l'inflation tenait au fait que, malgré la détérioration accélérée et dramatique de leur pouvoir d'achat, les salaires monétaires (nominaux) étaient encore excessivement élevés, en relation avec l'offre des biens de consommation disponibles, et représentaient, dès lors, un excès de demande qui devait être contenu. Néanmoins, tout en recommandant de "contenir" les salaires, ils proposaient de laisser libres les prix, qui constituent la source des revenus des agents économiques non salariés. [ces gains supplémentaires permettent alors à ces secteurs d'accroître leur] demande sur les mêmes biens de consommation, disponibles en quantité limitée. Mais cela, on ne le dit pas, parce qu'on ne considère pas cette demande-là comme favorisant l'inflation. Si l'on suivait les recommandations de ces économistes, cela entraînerait de fait une redistribution radicale du revenu, en faveur des secteurs qui perçoivent le leur par le biais des prix (et nous verrons qu'il ne s'agit pas nécessairement des producteurs) au détriment des salariés."

La "concertation"

Continuant sa charge contre les économistes qu'il appelle "orthodoxes", Acevedo Volg ajoute : "Pour eux, seule est source d'inflation la lutte des travailleurs pour freiner la détérioration de leur salaire réel, ou la lutte désespérée des petits et moyens producteurs "non compétitifs" pour survivre, qui font pression pour avoir accès au crédit et pour obtenir de meilleurs prix. Mais, même s'ils ne le démontrent pas, ils ne considèrent jamais comme inflationniste le fait que les entrepreneurs qui opèrent dans différents secteurs de l'économie — finances, transports, commerce, grandes entreprises industrielles, etc. — ont l'entière liberté de s'octroyer (...) des marges bénéficiaires supérieures à la moyenne."

La violence des arguments d'Acevedo donne une idée de la gravité du type d'arguments qui a pu être avancé par une série d'économistes qui ont influencé le gouvernement à partir de juin 1988.

On peut dire qu'entre février 1988, et ce début de l'été 1989, cinq paquets de mesures économiques ont été mis en œuvre par le pouvoir. Les dernières en date (janvier 1989), liées aux effets de la terrible récession, ont réussi, semble-t-il, à limiter le rythme de l'inflation. Mais les remèdes utilisés pour la combattre

ont engendré une récession qui perdure, ainsi qu'une baisse radicale du niveau de vie.

Les mesures prises à partir de janvier 1989 amplifient la politique de réduction d'emploi des fonctionnaires et des travailleurs des sociétés étatisées (35 000 emplois en moins), sans revaloriser le salaire réel, pourtant revendiquée par les organisations syndicales, y compris sandinistes.

Ce nouveau paquet de mesures a été combiné à une série d'ouvertures des sandinistes à l'égard des capitalistes nicaraguayens et du secteur privé en général. Cette démarche se base probablement sur un raisonnement politique de fond, lié à la nouvelle conjoncture. Les sandinistes veulent éviter qu'un front d'opposition intérieur, comprenant l'ensemble du secteur privé capitaliste, ne prenne le relais de la Contra et appuie de manière active les partis d'opposition. Pour obtenir la neutralisation d'une partie du secteur capitaliste et la réouverture de l'aide des pays impérialistes d'Europe, ils ont fait de nouvelles concessions économiques.

En février 1989, Daniel Ortega et Jaime Wheelock, au nom des 9 commandants, ont annoncé la fin des expropriations de terres (qui profitaient aux petits paysans) et ont affirmé leur disposition à rétrocéder les terres confisquées à des propriétaires privés efficients.

La famille Pelas

Par exemple, un compromis est intervenu avec la famille Pelas, dont la raffinerie San Antonio avait été expropriée en juin 1988, à laquelle on a garanti le droit au revenu tiré d'une partie des exportations de cette entreprise. De plus, les autorités nicaraguayennes ont garanti qu'elles n'exproprieraient pas la célèbre entreprise de production de rhum, "Flor de Cana", qui appartient à la même famille.

Cette décision a valeur de symbole car l'année passée, la nationalisation des possessions de la famille Pelas était conçue comme un avertissement à tous les capitalistes nicaraguayens qui organisaient la fuite des capitaux. Lors de son discours du 9e anniversaire de la révolution, Daniel Ortega avait souligné l'importance de cette mesure, insistant en même temps sur le fait que les sandinistes construisaient le socialisme depuis le 19 juillet 1979.

Par la nouvelle démarche de conces-

2) La dévaluation de juin a été accompagnée des mesures suivantes : les taux de remboursement des emprunts contractés par les différents types d'entreprises sont indexés mensuellement en fonction de l'inflation. La mesure vise à limiter le crédit pour éviter que le système financier ne continue d'être une source d'émission inflationniste de pouvoir d'achat. Le problème est que cette mesure a limité de façon drastique les possibilités d'emprunt des petits et moyens paysans individuels, des artisans, des coopératives agricoles ou artisanales. Un nombre important de coopératives ont eu les pires difficultés pour acheter des pièces de rechange, des fertilisants ou des matières premières en quantité suffisante. L'effet récessif a été immédiat.

Deuxième grande mesure d'accompagnement : les prix ont été libérés, sauf ceux de 4 produits (riz, sucre, huile, savon) qui ne sont augmentés périodiquement qu'avec l'accord du gouvernement. Seuls les médicaments et le

transport collectif urbain restent partiellement subventionnés (le prix du transport interurbain a été multiplié par 9).

Troisième mesure d'accompagnement : les salaires n'ont été que partiellement indexés. Dans le secteur industriel, les entreprises sont autorisées à accorder des augmentations par le biais des primes à la productivité. Mais il est clair que dans l'ensemble les salaires réels des travailleurs ont baissé de manière impressionnante. En ce qui concerne les salariés d'Etat, la situation est plus grave, l'augmentation salariale a été limitée à 30% (alors que les prix étaient multipliés par 5 ou 6). Néanmoins, pour leur permettre l'accès aux trois produits alimentaires de base, les fonctionnaires reçoivent mensuellement, depuis juillet 1988, 5 kg de riz, 5 kg de haricots et 2,5 kg de sucre. Cela équivaut, de fait, au doublement de leur salaire pour 43% d'entre eux (c'est-à-dire les bas salaires). Pour les autres, ce paiement en nature est de toute façon appréciable.

sion/concertation, il est possible que les sandinistes réussissent à empêcher la jonction entre tout le secteur capitaliste et l'opposition politique, mais il est très improbable qu'ils obtiennent que les capitalistes modifient leur attitude économique et réinvestissent leurs bénéfices dans l'économie du pays (voir l'article d'Ortega page 11).

Il faut bien mesurer l'aspect tactique de la démarche des sandinistes. Face à un patronat qui maintient une attitude de sabotage économique, les sandinistes peuvent prendre de fortes mesures de rétorsion et reprendre la voie des expropriations. C'est ainsi, qu'à la mi-juin, les autorités ont confisqué 3 plantations de café appartenant à des dirigeants de la chambre patronale (COSEP) de la région de Matagalpa accusés de sabotage et de collusion avec l'ambassade américaine.

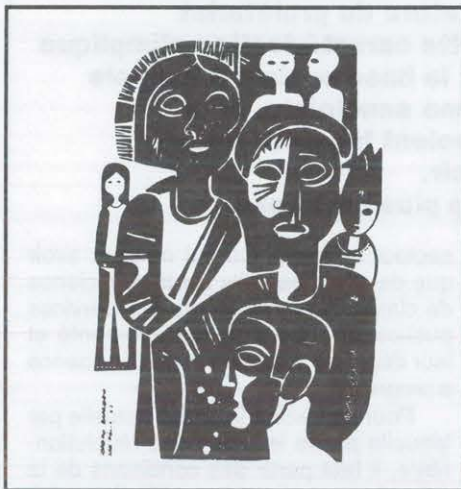
Mécontentement des masses

Les difficultés économiques ont cependant donné lieu à des manifestations de mécontentement de la part de secteurs populaires. Depuis février 1988, plusieurs grèves se sont succédées : dans la construction et les secteurs de réparation automobile (au printemps 1988), dans quelques entreprises industrielles (en automne 1988), et plus récemment, parmi les enseignants. Les revendications ont essentiellement porté sur la revalorisation des salaires et la défense de l'emploi. Des mouvements de protestation ont également touché la campagne. C'est ainsi qu'en mars, 50 travailleurs d'une ferme d'Etat, située près de Matagalpa, protestèrent contre la décision du ministère du Développement et de la réforme agraire, de rétrocéder leur entreprise à un propriétaire privé. Ce fut aussi le cas d'un groupe de coopérateurs, membres de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), dont la ferme venait d'être rendue à un capitaliste.

Ces différents mouvements sont d'ampleur limitée, mais constituent la pointe apparente d'un iceberg. Ils ne font pas l'objet de mesures de répression, mais sont dénoncés vigoureusement comme faisant le jeu de l'impérialisme et de l'opposition de droite. Certaines grèves ont été conduites par des syndicats liés aux 2 partis communistes qui, par ailleurs, ont constitué depuis un an, un front avec les partis de droite (3). Cette attitude contre-révolutionnaire brouille les cartes et alimente les accusations portées contre les grévistes. Malgré le rôle néfaste joué par les deux PC et par certains syndicats de droite, il ne faut cependant pas accepter l'amalgame qui est faite par certaines autorités sandinistes entre des actions ouvrières et paysannes (souvent justifiées), et la droite. D'ailleurs, le mécontentement s'est également exprimé à plusieurs reprises au sein d'organisations pro-sandinistes. Mais le fait qu'aucune des

manifestations de rue organisée par l'opposition de droite (avec l'appui des PC) n'ait connu un succès de masse (la plus grande a réuni 8 000 personnes), indique bien que si les travailleurs protestent contre certaines des mesures prises par le gouvernement, ils ne sont pas prêts pour autant à apporter leur appui à la contre-révolution "pacifique".

Dans une situation aussi complexe, le trait dominant, au niveau du sentiment d'un secteur majoritaire des masses, est la confiance dont il fait preuve à l'égard de la direction révolutionnaire, le FSLN. Une confiance qui n'est certes pas



aveugle ou a-critique, qui peut être altérée par un mécontentement à l'égard de telle ou telle mesure (tant économique que politique, comme la libération des ex-gardes somozistes), mais une confiance qui repose sur l'énorme capital de crédit qu'a gagné le FSLN, une confiance qui est entretenue par sa capacité de convaincre les masses d'accepter des sacrifices pour défendre la révolution (voir l'article de T. Borge, page 8).

L'échec militaire de la Contra a amené l'administration Bush, en accord avec les démocrates, à compter sur le développement du front d'opposition intérieur, tout en maintenant la Contra comme moyen de pression. Le message est clair : l'étranglement économique et la menace militaire continueront tant qu'il n'y aura pas de changement substantiel au Nicaragua (c'est-à-dire un renversement des sandinistes et la restauration d'un Etat capitaliste). Les Nicaraguayens ont un besoin vital d'aide économique internationale, puisqu'ils ne peuvent pas reconstruire le pays en "autarcie".

L'Union soviétique distille son aide au compte-goutte. Certes pour les sandinistes, toute aide venant des Soviétiques et des autres pays de l'Est est utile, mais son niveau est totalement insuffisant. L'URSS a peu d'intérêts stratégiques dans la région et, cyniquement, utilise le Nicaragua comme moyen de négociation/pression sur les Etats-Unis pour la solution d'autres conflits "régionaux". Elle ne permettra sûrement pas le renversement des sandinistes mais, au-delà, ces derniers devront se débrouiller

quasiment seuls. Le commandant Victor Tirado veut y voir un signe positif (voir page 10), mais son explication optimiste cache mal le danger que laisse planer la fin de l'aide militaire soviétique et la faiblesse de l'aide économique.

Un deuxième facteur international joue un rôle négatif par rapport au Nicaragua. Même si les Etats capitalistes européens freinent en partie l'agression américaine (surtout la France, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, et la Suède ; mais sûrement pas la Grande-Bretagne de Thatcher !), ils n'exercent pas moins un chantage monstrueux sur le Nicaragua (4). Ce chantage consiste à conditionner la possibilité de réouverture des lignes de crédit ou d'aide, à des concessions importantes des sandinistes au secteur capitaliste, concessions entraînant une extension du système d'exploitation capitaliste et donc, des reculs sociaux. Les sociaux-démocrates (à l'exclusion peut-être des sociaux-démocrates suédois) et les démocrates-chrétiens européens, qui ont chacun des intérêts importants à défendre en Amérique latine, mènent ce chantage sous le couvert d'une campagne pernicieuse en faveur d'une prétendue démocratisation.

Les élections de 1990

Mais, en fait, la démocratisation qu'ils préconisent, c'est la liberté des capitalistes nicaraguayens et des multinationales d'exploiter les masses nicaraguayennes sur une plus grande échelle (extension du chômage, privatisation, limitation des dépenses sociales, etc.). Ils cherchent à faire perdre au Nicaragua son pouvoir d'attraction sur les peuples latino-américains.

L'impérialisme américain et européen intervient dans le processus électoral, de février 1990, avec des moyens financiers bien supérieurs à ceux des sandinistes. Les Etats-Unis et la démocratie chrétienne (DC) internationale (avec au premier rang la DC allemande) auraient déjà fourni 3 millions de dollars à l'opposition nicaraguayenne pour sa campagne électorale ! Il est donc vital, une fois de plus, que la solidarité internationale soit aux côtés des sandinistes et des masses nicaraguayennes lors de ces élections.

30 Juin 1989

3) La photo d'Altamirano, Secrétaire général du Parti communiste du Nicaragua (PCdN, stalinien pro-Moscou), donnant l'accolade à Bermudez, chef de la Contra et ancien colonel somoziste, a été publiée dans toute la presse, tant sandiniste que d'opposition. Il est piquant de rappeler que suite à la visite d'Ernest Mandel au Nicaragua, fin 1984, le journal du PCdN, *Avance*, avait titré en substance en première page : "La preuve que le FSLN est un parti petit bourgeois : il reçoit Ernest Mandel dirigeant de la IVe Internationale réformiste contre-révolutionnaire".

4) Suite à la visite de Daniel Ortega dans 11 capitales européennes, les quelques gouvernements qui se sont enfin décidés, sous les auspices de la Suède, à donner quelque chose, se sont mis d'accord sur une aumône de 50 millions de dollars ! Un peu avant, le Congrès américain accordait 66 millions d'aide à la Contra. 50 millions de dollars de l'Europe pour 3,5 millions de Nicaraguayens contre 66 millions des Etats-Unis pour 10 000 contras !

Un Etat ouvrier dans un pays arriéré

POUR DESIGNER LA NATURE du régime sandiniste, nous parlons d'Etat ouvrier ou de dictature du prolétariat appuyée sur les paysans (1). Cette caractérisation n'implique pas que les ouvriers constituent la base sociale principale (en termes numériques) du régime sandiniste, cela n'implique pas non plus que ce soient les ouvriers qui exercent effectivement le pouvoir. La situation est en fait beaucoup plus complexe.

Arnold BERTHU



LE PROLETARIAT est minoritaire dans la formation sociale nicaraguayenne pré et post-révolutionnaire. En 1978 et 1979, il y avait 40 000 ouvriers d'industrie, produisant essentiellement dans des petites et moyennes entreprises,

et environ 60 000 salariés agricoles permanents de souche assez récente. Aujourd'hui, le nombre de salariés agricoles a augmenté et ils ont acquis un degré d'organisation plus élevé. En revanche, le nombre d'ouvriers d'industrie a baissé (surtout depuis 1987), si bien qu'on peut parler, à ce propos, d'une classe industrielle déclassée, pour reprendre l'expression que Lénine utilisa pour désigner l'état de la classe ouvrière soviétique, en 1920-1921.

La classe ouvrière nicaraguayenne a non seulement diminué en termes numériques, mais elle connaît une situation de rotation dans les entreprises et de va-et-vient très rapide, entre secteur formel et

secteur informel. Ce qui ne peut avoir que de effets négatifs sur la conscience de classe. Les travailleurs des services publics, quant à eux, ont augmenté et leur degré de cohésion et de conscience a progressé.

Pour en venir à la phase actuelle par laquelle passe le Nicaragua révolutionnaire, il faut partir des conditions de la prise du pouvoir et de la difficile transition, prolongée et longue, d'un capitalisme arriéré et dépendant dans un petit pays périphérique, au socialisme.

En juin-juillet 1979, s'est produite une authentique révolution sociale : les masses nicaraguayennes, sous la direction des sandinistes, ont détruit l'appareil d'Etat bourgeois et se sont dotées d'un instrument décisif pour opérer des transformations sociales révolutionnaires. Cet instrument c'est la dictature du prolétariat appuyée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. L'instauration de ce nouvel Etat, basé au plein sens du terme sur le peuple en armes, a permis la conquête de la souveraineté nationale, la réalisation progressive des tâches de la révolution démocratique (réforme agraire, conquête du droit d'organisation et d'expression pour les masses, pre-

mière Assemblée nationale élue au suffrage universel, etc.), ainsi que des incursions dans le domaine de la propriété privée (nationalisation du système de crédit ; expropriation du clan Somoza, soit environ 20% de l'économie ; établissement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur, etc.) (1).

Le FSLN, qui a bien en main cet instrument, a pu démontrer que la dictature du prolétariat est synonyme d'une extension formidable de la liberté d'expression et d'organisation pour les masses. Le nouvel Etat révolutionnaire s'est construit sur l'exclusion de la bourgeoisie du pouvoir effectif et simultanément a fait des concessions à la bourgeoisie anti-somoziste sur le plan économique : le maintien d'un secteur capitaliste significatif dans l'agro-exportation, l'industrie et le commerce (voir encadré). Ces concessions étaient indubitablement nécessaires (voir la résolution du 12e Congrès mondial de la IVe Internationale sur le Nicaragua, en 1985). Elles ont été réalisées à partir d'une position de force, que confère le fait de diriger un nouvel appareil d'Etat et de s'appuyer sur le peuple en armes. Au cours des premières années, les conquêtes des masses ont été progressivement consolidées et restent pour l'essentiel intactes. Par ailleurs, les sandinistes ont maintenu fermement le pluripartisme, et le pluralisme au niveau des syndicats et des médias.

Dix ans après

Le Nicaragua révolutionnaire, 10 ans après la prise du pouvoir, constitue l'expérience la plus avancée du XXe siècle, du point de vue de la démocratie. Cela ne fait pas de doute, si nous faisons la comparaison entre le Nicaragua et l'URSS après 10 ans de révolution.

En URSS, en 1927-28, la vie politique était réduite à sa plus simple expression : parti unique dirigé par une clique bureaucratique ; absence d'organisation de masse indépendante de l'Etat ; disparition de toute vie dans les soviets ; début de répression massive à l'intérieur du parti unique (et aussi : exclusion de dirigeants comme Trotsky). Sur le plan économique, si la fin de l'agression impérialiste et de la guerre civile avait permis une certaine récupération économique, celle-ci s'était produite au prix d'un développement des inégalités sociales. La couche de paysans enrichis (les koulaks) et de négociants privés s'appropriait à prendre le pouvoir à la gorge par la grève des semailles. On pourrait aussi mentionner l'état de la Chine de la fin des années 50 (sans par-

L'économie mixte au Nicaragua

	Etat ou propriétés collectives	Secteur capitaliste	Petits et moyens producteurs
Agriculture (1)	25%	17%(2)	58%
Industrie (3)	40%	30%	30%
Commerce intérieur	38%	12%	50%
Services publiques et crédits	100%	0%	0%

Chiffres de 1986

1) calcul réalisé par Baumeister, *Revista Nueva Sociedad*, numéro 96, Caracas 1988.

2) grandes propriétés de plus de 70 hectares.

3) participation au PIB (source INIES, *Bulletin socio-économique*, Managua, 1988.

1) La dictature du prolétariat appuyée sur l'alliance ouvrière et paysanne (et les masses urbaines semi-prolétariées) est nécessaire pour conquérir une véritable souveraineté nationale, pour réaliser les tâches de la révolution et pour entamer de profondes transformations sociales et économiques. Mais, dans un contexte de relatif isolement de la révolution auquel s'ajoute le caractère arriéré et dépendant du développement capitaliste du pays, elle est insuffisante pour mener à bien les transformations jusqu'à leur terme, le socialisme (voir également l'article de O. Nunez, page 9).

Nicaragua

Aujourd'hui



DIX ANS
DE REVOLUTION !
DE LUTTE,
D'ESPOIR

LE NICARAGUA
DIX ANS APRES

l'insurrection,
les grandes réalisations,
l'économie,
les USA, les femmes, etc...

COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE NICARAGUA - 14 RUE DE NANTEUIL - 75015 PARIS

Nicaragua aujourd'hui

Numéro spécial été 1989

Comité de solidarité avec le Nicaragua

CSN, 14 rue de Nanteuil, 75 015 Paris, FRANCE

ler de l'Europe de l'Est de la même époque, à l'exception de la Yougoslavie).

Au Nicaragua, en 1989, ce minuscule pays confronté à l'agression de la principale puissance impérialiste, la situation est fondamentalement différente et en faveur des masses (en dépit de toutes les difficultés de la vie quotidienne et de certaines erreurs de politique économique). Si on compare sa situation avec celle de Cuba, 10 ans après la révolution, le degré de socialisation de l'économie y était beaucoup plus avancé qu'au Nicaragua, mais le système politique était figé (parti unique, lien syndicat/Etat), malgré un degré très élevé d'activité des masses et d'adhésion au régime révolutionnaire.

Enfin, les concessions que font les sandinistes au secteur capitaliste (combien de temps dureront-elles ? Les confiscations de juin 1989, montrent qu'il ne faut pas exclure une nouvelle extension de la socialisation), si elles renvoient apparemment à la *perestroïka*, ont peu de choses en commun avec les réformes du bloc dit "socialiste" (en particulier la Chine, la Pologne, la Hongrie et l'URSS), car elles partent d'une situation totalement différente : le maintien au Nicaragua, depuis 1979, d'un secteur capitaliste et le caractère terriblement arriéré du développement économique nicaraguayen (2).

30 juin 1989

2) Les sectaires et les gauchistes ne peuvent pas comprendre cela. C'est le cas par exemple du petit parti maoïste nicaraguayen (le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), membre de la Ligue internationale des travailleurs, LIT) qui explique depuis 10 ans que le FSLN petit bourgeois est en train de reconstruire un Etat bourgeois détruit par les masses en 1979 ! "Depuis 1979, le FSLN a imposé au Nicaragua un régime bonapartiste de gauche, c'est-à-dire un régime bourgeois fort qui s'appuyait néanmoins sur le mouvement de masse pour faire face à l'impérialisme", dans *Correo Internacional*, périodique de la LIT, de janvier 1989. Heureusement, malgré son sectarisme gauchiste, le PRT (tout comme le Mouvement d'Action Populaire (MAP), ex-maoïste) n'a jamais posé d'acte le liant au bloc des partis de droite, et des deux PC (le dit "bloc des 14" partis d'opposition).

10 ans de transition difficile

19 juillet 1979 : Renversement de la dictature somoziste et destruction de l'Etat bourgeois suite à une insurrection populaire prolongée, combinée à une offensive militaire du FSLN. Naissance de l'Etat ouvrier. Constitution d'un gouvernement de coalition entre le FSLN et les bourgeois anti-somoziste (minoritaires). Le FSLN détient tous les leviers du nouvel Etat. Celui-ci exproprie les propriétaires du clan somoza (environ 20% de l'économie), nationalise le système de crédit, instaure le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, légalise et favorise le développement des organisations de masse.

Printemps 1980 : Crise entre bourgeois anti-somozistes et FSLN : remaniement gouvernemental au profit de ce dernier.

De 1980 à 1984 : Augmentation des dépenses sociales, progrès énormes en terme d'alphabétisation (le taux d'analphabétisme passe de 62% à 13%), accès aux soins de santé, éradication de maladies comme la polio. Réforme agraire limitée : transformation des propriétés de Somoza en entreprises d'Etat (APP), puis développement de coopératives, mais peu de distribution de terres aux paysans sans terre ou squatters. Subvention des produits de première nécessité. Diminution radicale du temps de travail. Investissement dans des projets industriels, surtout liés à l'agro-exportation.

Novembre 1984 : Elections. Victoire du FSLN. Les masses ont confirmé de manière éclatante leur adhésion à la révolution et leur confiance dans la direction révolutionnaire.

1984-1985 : Escalade de l'agression américaine : minage de ports, développement de la Contra, blocus économique total. Riposte du FSLN : Extension de l'armement des masses,

développement de l'autodéfense civile, renforcement de l'armée (EPS).

1985-1986 : Radicalisation de la réforme agraire au profit des paysans sans terre et des squatters. 50% du budget de l'Etat doit servir à la défense.

1986-1987 : Baisse d'activité des Comités de défense sandiniste. Développement d'une crise économique aiguë.

Août 1987 : Accord d'Esquipulas II.

Février 1988 : Mesures économiques hétérodoxes. Désarticulation de la Contra suite à une offensive de l'EPS au Nord ; puis ouverture de négociations avec la Contra, à partir d'une position de force des sandinistes.

Juin 1988 : Mesures de type fonds monétaristes. 25 000% d'inflation, récession.

Octobre 1988 : Cyclone Joan.

Janvier 1989 : Nouveau paquet économique pour freiner l'inflation.

Février 1989 : Suite d'Esquipulas II, accord de Costa del Sol entre les 5 présidents centroaméricains. Les sandinistes annoncent des élections anticipées pour février 1990, en échange du désarmement de la Contra au Honduras. Annonce de la fin des expropriations de terres. Concertation économique.

Avril 1989 : Accord démocrates/Républicains américains pour continuer l'aide à la Contra et empêcher ainsi l'application des accords de Costa del Sol. Sabotage par une partie du secteur capitaliste de la nouvelle campagne agricole. Tournée d'Ortega en Europe pour obtenir la réouverture de l'aide économique.

Juin 1989 : Retour à des confiscations de terres en réponse au sabotage capitaliste. Une vingtaine de partis s'inscrivent pour participer aux élections.

Récents articles d'Inprecor sur le Nicaragua

- Luis Serra, Entre base et pouvoir, numéro 286 du 17 avril 1989 ;
- La Brèche, Vers le dixième anniversaire, numéro 286 du 17 avril 1989 ;
- Daniel Ortega, Le sens des mesures, numéro 273 du 3 octobre 1988 ;
- Envio, Traitement de choc, numéro 273 du 3 octobre 1988 ;
- Orlando Nunez (interview), Démocratie et socialisme, numéro 268 du 20 juin 1988 ;
- Arianne Merri, La paix maintenant ?, numéro 268 du 20 juin 1988 ;
- Michel Thevenaz, Tragiquement seul, numéro 261 du 14 mars 1988 ;
- Tomas Borge (interview), Le peuple ne reprendra pas le chemin du passé, numéro 250 du 5 octobre 1987 ;
- E.K. Fitzgerald, Structure sociale et force de travail, numéro 247 du 13 juillet 1987 ;
- Carlos Vilas, La guerre, l'économie et la révolution, numéro 247 du 13 juillet 1987 ;
- Luis Carrion (interview), Les chrétiens dans la révolution sandiniste, numéro 246 du 6 juillet 1987 ;
- Pensamiento Propio, Les femmes dans le secteur informel de Managua, numéro 238 du 16 mars 1987 ;
- William Robinson, Du Contragate à la déroute de la Contra, numéro 235 du 2 février 1987.

Concertation et méfiance historique

NOUS PUBLIONS ci-dessous des extraits d'un entretien avec Tomas Borge, ministre de l'Intérieur et membre de la Direction nationale sandiniste, publié dans *Barricada*, quotidien du Front sandiniste pour la libération nationale (FSLN). Borge s'explique sur les récentes mesures d'austérité et de restriction des programmes sociaux, adoptées par le gouvernement sandiniste.

Tomas BORGE



DANS LEUR ESSENCE, les nouvelles politiques économiques et sociales, ne sont pas contradictoires avec les revendications stratégiques. Certes, on n'exclue pas d'ajourner certaines revendications pour préserver la continuité du

processus ; mais il ne s'agit en aucun cas de renoncer aux postulats essentiels de la Révolution.

Le programme historique du Front est le programme de la Révolution. C'est un programme politique qui définit les grandes tâches historiques pour la transition de ce pays — qui a été dépendant et arriéré en termes économiques — vers l'indépendance, avec des possibilités de développement. Nous avons comme objectif le développement économique et culturel des masses populaires. Nous ne pouvons pour autant renoncer à aucun point du programme politique, parce que cela signifierait renoncer à nos principes.

Programmes sociaux ajournés

Avec les nouvelles mesures, les programmes sociaux, les projets de développement économiques, par exemple, sont ajournés. La réforme agraire n'est pas modifiée dans son essence, bien que l'on puisse effectuer quelques réajustements.

Les mesures concernant les programmes sociaux ont été prises en fonction de la stabilisation économique, ce qui est une condition pour reprendre de nouveau l'avance que nous avons perdue. Nous devons considérer qu'en réalité, les causes de cet ajournement ne sont pas les mesures d'ajustement, mais la détérioration économique provoquée par les effets cumulés de 8 années d'agression. L'impossibilité d'accroître

les dépenses dans les domaines de la santé et de l'éducation est objective. A la différence de ce qui arrive dans d'autres types de régimes sociaux, où l'absence de programmes sociaux est liée à la nature de ces systèmes, dans notre cas, cela se passe contre notre volonté. (...)

Reculs tactiques

Les travailleurs mettent sur la table plus de sacrifices au vu de leurs objectifs historiques : c'est le secteur qui a le plus supporté les difficultés économiques sur le trajet de la Révolution, et je crois que cela n'est pas un phénomène historique nouveau. Parce qu'ils sont le secteur le plus lié à la production, celui qui connaît le mieux de mémoire les capitalistes, celui qui connaît le mieux les potentialités et les limites réelles de nos ennemis, ce sont eux qui devraient être le mieux préparés pour la concertation et pour comprendre que son apport est indispensable. Eux se soumettent au gouvernement qui les représente afin d'imposer des normes de comportement aux entrepreneurs.

Les travailleurs doivent agir avec une réelle indépendance, examiner leurs propres intérêts, savoir distinguer entre les intérêts immédiats et les intérêts historiques, et savoir qu'au vu des intérêts à moyen terme, il faut quelquefois sacrifier certaines choses, jusqu'à des reculs tactiques en vue d'avancées stratégiques. De fait, c'est l'attitude que l'on doit avoir avant la concertation et les travailleurs ne peuvent pas faire exception. (...)

Quant à l'utilisation des mécanismes de marché, depuis longtemps, la théorie du socialisme scientifique a dépassé l'idée d'associer les relations marchandes au seul capitalisme, comme si elles étaient totalement contraires au socialisme. Nous pourrions remonter à la NEP de Lénine et à d'autres moments historiques, pour démontrer que les relations monétaires marchandes

sont des relations objectives. Il s'agit de les employer d'une façon consciente et d'éviter qu'elles opèrent d'une manière aveugle. Les mécanismes de marché sont employés par le capitalisme comme reproduction de son propre système et des groupes dominants, tandis que le socialisme les emploie à ses propres fins.

Notre société, qui n'est pas capitaliste, qui aspire à être une société socialiste, doit prendre en compte ces lois générales de l'économie. Le tout est de savoir comment on utilise ces instruments. Les catégories économiques sont employées en fonction d'intérêts de classe déterminés.

Le danger de voir se produire une distorsion de valeurs existe, mais la Direction nationale a su détecter à temps ce risque. Je crois que s'il y a un moment où nous devons être plus exigeants avec nos forces, c'est maintenant. C'est-à-dire exiger un attachement aux principes, à l'austérité, à l'honnêteté. S'il y a un moment où nous devons nous affronter à la bureaucratie, à l'égoïsme, et à d'autres déformations humaines, c'est bien celui-là. Et seule la Révolution, et dans le cas présent le Front sandiniste, peut y parvenir. La question est d'actualité parce que la Direction nationale a la ferme intention d'exercer une stricte vigilance sur la conduite personnelle et la pureté idéologique de notre organisation. (...)

Nécessité du pluralisme

Depuis le début, nous avons exprimé notre intention de développer l'économie mixte et le pluralisme politique. La guerre qui est sur le point de se terminer a rendu très difficile leur mise en œuvre, mais n'a pas remis en cause leur validité. Maintenant, la déroute militaire de la contre-révolution permet d'insister de nouveau sur ces concepts programmatiques, dans des conditions encore difficiles mais nouvelles. La concertation économique est une nécessité objective de l'après-guerre. Mais il est aussi nécessaire de renforcer le pluralisme pour les mêmes raisons, car il ne serait pas conséquent d'aspirer à ce que ne se réalise qu'un seul des deux points. (...)

Nous considérons que l'élément fondamental de la démocratie est le peuple, mais surtout les travailleurs. La pratique nous a montré cette inter-relation étroite qui existe entre la démocratie et le peuple travailleur. Cela explique l'existence d'organisations de masses qui sont l'expression de la démocratie à un haut niveau. C'est curieux que ces formes de démocratie, comme les comités de défense sandiniste (CDS), les organisations de travailleurs, de jeunes, etc., soient mises en cause comme des organisations para-étatiques. Mais si quelqu'un s'interroge un moment sur cela, il conclura que ces organisations sont le produit d'authentiques pratiques démocratiques qui sont apparues dans la lutte contre la dictature et dans la lutte contre

un système arriéré, dépendant. C'est très important pour la Direction nationale, parce que les efforts de démocratisation sont destinés à recomposer la société civile et ses organisations. Durant toutes ces années, en plus des élections de 1984, le peuple a exercé la dé-

mocratie, la défense de la patrie et de sa souveraineté. La démocratisation devra ouvrir de nouveaux espaces à l'initiative de la Révolution et des organisations populaires. ■

Barricada

7 et 8 mars 1989

Restauration ou socialisme démocratique

ORLANDO NUNEZ, cadre sandiniste, conseiller de la direction du FSLN sur les questions de la réforme agraire.

Les éditions La Brèche ont récemment publié une étude intéressante de Nunez, en collaboration avec Roger Burbach : "Quand l'Amérique s'embrasera".

Orlando NUNEZ



A PARTIR des réformes économiques dans le monde socialiste et de la politique de concertation au Nicaragua, on a commencé à parler de l'alternative entre la restauration du système capitaliste antérieur et les possibilités de transforma-

tion du modèle socialiste appliqué au cours du XXe siècle. Nous pensons que cette alternative fait partie de la lutte et face aux risques de restauration, nous inclinons, nous, à parier sur les possibilités d'un socialisme démocratique qui reprenne le meilleur du socialisme d'Etat, et la nécessité d'un socialisme fondé sur la société civile.

C'est dans l'Etat que la dernière étape du capitalisme et la première étape du socialisme se sont données rendez-vous. Le capitalisme vieillit comme capitalisme d'Etat, alors que le socialisme naît comme socialisme d'Etat. C'est du moins ainsi que cela s'est passé au cours de ce siècle, peut-être à cause du fait que les révolutions d'orientation socialiste se sont produites dans des pays sous-développés. Selon la théorie marxiste, les révolutions naissent avec la tâche d'ajuster le plus grand dévelop-

ment des forces productives avec le développement retardataire des rapports sociaux de production, c'est à cette situation qu'on s'attend dans les pays développés. Mais, les révolutions d'orientation socialiste ont eu lieu dans des sociétés où les deux éléments étaient retardataires.

Le socialisme est né comme socialisme d'Etat

Les révolutions d'orientation socialiste dans nos pays ont signifié une intervention majeure de l'Etat pour réaliser les changements politiques, sociaux et économiques dont l'urgence apparaît au cours du processus de transformation. Avec le temps, nous nous sommes rendus compte que les changements historiques ont été plus rapides que les conditions économiques, et qu'un disfonctionnement s'est produit entre l'un et l'autre, c'est-à-dire qu'il s'est produit l'inverse de ce qui existe dans les pays développés.

Ainsi, les révolutions au pouvoir ont dû faire violence à leur propre société, là même où elles se déroulaient, et elles l'ont fait sous deux aspects :

a) Intervention de l'Etat sur l'économie (étatisation, planification et bureau-

cratisation). Elles l'ont fait précisément pour transformer les rapports sociaux de production d'en haut, étant donné les limites des conditions matérielles dans lesquelles ces révolutions sont nées.

b) Intervention du parti sur les classes (parti unique, vertical, autoritarisme et exclusives), afin de porter remède à l'injustice sociale antérieure (exploitation et domination d'une classe sur l'autre). Souvent, le parti a dû jouer le rôle d'exécuteur des tâches des classes populaires avec de grandes limitations socio-culturelles.

Les points signalés antérieurement nous mènent à constater l'existence de deux règles ou lois des révolutions d'orientation socialiste dans les pays sous-développés :

a) Si la transformation des rapports sociaux (changements politiques) va plus vite que le développement des forces productives (conditions matérielles), le décalage ainsi produit finit par annuler les changements et par retarder le développement.

b) Si le degré d'intervention de l'Etat sur l'économie, et du Parti sur les classes, est supérieur à la capacité de gestion étatique et à la participation populaire, le décalage produit finira par limiter le contrôle social et populaire sur l'Etat et par retarder la démocratisation de la société.

Le sandinisme dans la transition

Tout cela a été nécessaire, et nous croyons que là où il y a révolution d'orientation socialiste (dans un contexte de sous-développement) nous assisterons à des processus similaires ; cependant, il est également bon de connaître les limites et les contradictions de la première étape de ces révolutions, et c'est encore bien mieux si nous savons surmonter ces contradictions, sans abandonner le chemin de la révolution et du socialisme, comme nous sommes en train de la vivre au travers des processus de rectification, de *perestroïka-glasnost*, de réformes, etc.

Une fois que les révolutions d'orientation socialiste ont franchi leur première étape, en réussissant à exclure la bourgeoisie du pouvoir et en obtenant l'hégémonie économique et politique pour l'Etat populaire, alors, elles sont dans les conditions propices et doivent se préparer à rendre possible l'autonomisation de la société civile face à l'Etat et l'autogestion généralisée des classes populaires dans tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle. En d'autres termes, passer du socialisme d'Etat à un socialisme communautaire, ce qui n'élimine pas le rôle de l'Etat, mais le régule de telle façon que les processus d'ajustement ne nous mènent pas à la restauration de l'économie libérale et de la démocratie bourgeoise.

De nouveau, les limites créées par les conditions objectives ne pourront être dépassées qu'en recourant aux



possibilités et potentialités des conditions subjectives agissant sur la société (*praxis*). Si la théorie et la pratique socialistes naissent comme socialisme d'Etat, il faudra faire une incursion dans une théorie et une stratégie qui permettent de développer la capacité de gestion de la société civile et des classes populaires.

Le sandinisme comme conception et comme pratique d'économie mixte, de pluralisme politique et de non-alignement, rend possible le passage d'un modèle de socialisme à l'autre :

a) Des transformations radicales, dans l'Etat et l'économie, ont créé les conditions objectives qui rendent possible l'hégémonie révolutionnaire.

b) La nature du FSLN comme parti d'avant-garde et comme front de l'unité révolutionnaire et de l'unité nationale.

c) Le processus d'autonomie pour les communautés de la côte Atlantique.

d) La participation massive du peuple à la Défense.

e) Le processus de libération des femmes à la campagne et à la ville.

f) Le caractère large et majoritaire, du point de vue de la production, de nos classes populaires (paysans, ouvriers, artisans, commerçants, autres métiers).

g) L'immense expérience de participation populaire de tous les secteurs sociaux, politiques, économiques et culturels de la société nicaraguayenne : coopératives paysannes, syndicats ouvriers, comités de défense sandinistes, brigadistes des services de Santé, collectifs d'éducation populaire, associations, conseils régionaux de toute espèce, coopératives d'autodéfense, associations de producteurs, boutiques paysannes, maisons de femmes, centres culturels populaires, groupes de base de toutes les confessions religieuses, coopératives d'artisans, projets communaux, mouvements communautaires, etc.

Transformations radicales

La garantie du passage implique le renforcement de la conscience de classe du peuple nicaraguayen, face à la bourgeoisie et face à l'impérialisme ; la consolidation des transformations antérieures ; la garantie que la décentralisation de l'Etat coïncide avec la récupération, par la société civile (le peuple organisé), de toutes ces fonctions étatiques susceptibles d'être réappropriées par les blocs communautaires, l'organisation et la promotion de toutes les formes possibles d'association et de coopération entre tous les secteurs sociaux, économiques et culturels ; le lancement d'une campagne permanente d'éducation, de propagande et de diffusion des nouvelles valeurs de solidarité et de coopération, face aux anciennes valeurs de compétition et d'agressivité dans les rapports sociaux ; la promotion du sandinisme comme alternative socialiste face à la crise du capitalisme, au socialisme d'Etat, à la société et à l'axioma-

tique cristiano-occidentale, dans tous les domaines de l'existence.

Cela peut être une des façons d'éliminer du chemin toutes les positions qui, se basant sur la *perestroïka* et sur les processus d'ajustement et de stabilisation en cours, ont levé la bannière du scepticisme, du défaitisme, de la démoralisation, de la dissidence passive, du réformisme petit-bourgeois, ou de l'esprit de la restauration et de la contre-réforme.

Nous devons lutter et montrer pourquoi il en est ainsi, que c'est le capita-

lisme qui est en crise, et que le socialisme d'Etat (autoritaire, développementaliste et bureaucratique) ne suffit pas pour affronter cette crise, et qu'il faut donc le compléter en nous engageant dans un socialisme démocratique, décentralisé dans toute la mesure du possible, et où la société civile et le peuple retrouveront et actualiseront leur autonomie. ■

Barricada

31 mars et 1er avril 1989

Sandinisme Tiers-monde et perestroïka

LE COMMANDANT

Victor Tirado, membre de la direction nationale du FSLN s'est exprimé sur la perestroïka et de ses incidences sur le Tiers-monde, dans un entretien avec l'Agencia Nueva Nicaragua (ANN). Nous en reproduisons quelques extraits.

Victor TIRADO



LA PERESTROIKA est une révolution en URSS, elle ébranle et transforme les relations internationales. (...) Le gouvernement soviétique a écarté la guerre, la course aux armements, le renforcement de sa capacité militaire comme garant de sa sécurité. Ce pays veut aujourd'hui fonder sa sécurité sur la puissance économique, sur le développement, et non seulement sa sécurité extérieure mais également intérieure.

La bataille entre le système socialiste et le camp capitaliste est perdue temporairement par le socialisme. En d'autres termes, le socialisme n'a pas pu battre le capitalisme développé sur le terrain économique. Les dirigeants soviétiques se sont rendus compte que d'avoir tant investi sur le plan militaire a retardé le développement économique, de même que la centralisation excessive et la collectivisation forcée de l'agriculture. Ils veulent maintenant consacrer

au renforcement de l'économie du pays les ressources canalisées auparavant vers l'appareil militaire. (...)

Si la tension diminue dans le monde et dans les régions, l'aide militaire que l'URSS apportait à certains pays du Tiers-monde se transformera en coopération économique, et il est évident que ce changement sera positif. (...) Dans ce contexte de détente, que l'URSS a favorisé en entreprenant unilatéralement son désarmement, les conflits régionaux sont en voie de règlement.

Priorité à l'économie

Nous devons consacrer tous nos efforts à la reconstruction et la relance économiques. Trouver des solutions aux problèmes de la dette, de l'inflation, du prix des matières premières, de la stagnation économique, voilà ce qui est à l'ordre du jour. Si nous n'apportons pas de réponses à ces problèmes, nous ne sortirons pas du sous-développement, nous resterons des producteurs de matières premières. Il a été démontré que même les pays producteurs de pétrole, comme le Venezuela et le Mexique, n'arrivent pas à dépasser leurs difficultés sociales et économiques, la solution est dans l'exportation de produits industrialisés. (...)

En Amérique latine s'est ouverte une ère de réformes, de luttes parlementaires, électorales, syndicales. La lutte armée n'est pas à l'ordre du jour. Les formes, les méthodes de lutte changent. Les transformations révolutionnaires se sont déroulées jusque-là dans un contexte très tendu, belliciste, dans des régions militarisées. Ces situations absorbent des ressources humaines, financières, techniques et matérielles qui aggravent les problèmes économiques.



Nous entrons dans une période où les changements révolutionnaires peuvent surgir dans un climat de paix, de luttes civiques. Il faut donc adapter les stratégies et les tactiques à ces nouvelles réalités, sans perdre de vue le but essentiel, la perspective du socialisme, d'un socialisme pluraliste, sans collectivisation forcées, décentralisé. Nous ne prétendons pas l'atteindre avant que la société et son développement connaissent un niveau élevé. Il a été prouvé que l'on ne peut impunément sauter les étapes historiques, que l'on ne peut instaurer le socialisme par décret. Nous ne devons jamais perdre de vue la nécessité d'avancer de façon à ce que le peuple dans sa majorité soit favorisé. (...)

Il est clair que, à première vue, l'URSS est disposée à maintenir son aide "selon ses possibilités" aux pays sous-développés. Elle n'a pas les moyens d'accorder à des pays comme le nôtre toute l'aide dont il a besoin. Sa coopération, dans la plupart des cas, est limitée. Il faut prendre en compte un autre élément : l'URSS n'a jamais ou presque jamais récupéré l'aide accordée aux pays du Tiers-monde et de plus, cette aide a rarement été suivie de succès économiques dans les nations concernées. Selon la nouvelle conception des dirigeants soviétiques, l'aide doit être assortie de progrès économiques dans les pays qui la reçoivent. En accord avec les idées d'efficacité et de modernisation, les soviétiques considèrent que si eux-mêmes se proposent d'augmenter leur production et leur productivité, les pays qui bénéficient de leur coopération doivent en faire autant. En d'autres termes, l'aide doit être rentable.

Ce qui va être réduit, et dans certains cas supprimé, c'est l'aide militaire. C'est un accord avec les Etats-Unis, les pressions de Washington et les propres intérêts de l'URSS au désarmement, y compris de ses alliés, qui déterminent cette nouvelle réalité.

Elaborer de nouvelles stratégies

Dans cette nouvelle optique, le mouvement révolutionnaire et les partis marxistes-léninistes doivent faire un bilan de leur histoire, de leurs expériences, de leurs erreurs, de leurs réussites, durant ces 70 dernières années.

Mais il revient aux communistes soviétiques, en premier lieu, d'entreprendre ce travail, parce que ce sont eux qui ont dirigé ou inspiré l'action des partis communistes et de beaucoup de mouve-

ments anti-impérialistes. Il faut tout soumettre à la critique : les idées enracinées, les traditions sacrées, le marxisme, le léninisme et, comme cela a été fait, le stalinisme qui, petit à petit, est extirpé. Le marxisme est critique, rien ne l'arrête, c'est pour cela qu'il est révolutionnaire.

De plus, les soviétiques doivent une explication au mouvement révolutionnaire, non seulement parce qu'ils sont en grande partie responsables des erreurs de ce mouvement, mais également parce qu'il faut tirer les enseignements de tout cela, apprendre pour ne pas répéter les erreurs. (...)

L'Etat fort

Souvent, à l'extérieur, on qualifie le Nicaragua d'Etat fort, et même excessivement fort. Cela nous a été imposé, nous ne l'avons pas voulu ainsi. Quand un pays sous-développé fait une révolution, il doit se doter d'un Etat plus fort que la base socio-économique sur laquelle il s'appuie, ceci pour défendre les intérêts stratégiques des travailleurs.

Dans notre cas, il s'agit d'assurer l'avenir du projet sandiniste tel qu'il s'est dessiné en 1963, et tel que Sandino l'a pensé. Cela peut exiger la construction d'un Etat quasi au-dessus de la société

civile, un Etat fort comme il nous a été imposé ici ou à Cuba, en Angola et dans d'autres pays révolutionnaires du Tiers-monde. Il est nécessaire de structurer une force militaire pour contrer l'agression. Ce type d'Etat peut persister pendant des années, il est intrinsèquement lié aux pressions, aux agressions extérieures que subit la révolution.

Pour que le pouvoir de l'Etat diminue, il faut un climat de paix. Il faut être bien conscient des étapes à franchir pour pouvoir rendre à la société civile son rôle, pour qu'elle puisse se développer en harmonie avec la structure économique et sociale. (...)

Il y a déjà des analyses théoriques à ce sujet. Un Etat capitaliste s'organise en fonction de la défense des intérêts de la bourgeoisie, ceci sans avoir besoin de se mêler de la gestion des entreprises. On peut dire, par exemple, que le remplacement de Reagan par Bush ne va rien changer là-bas, l'organisation de l'Etat va rester globalement la même. (...)

Celui qui assume la présidence continue à défendre les mêmes intérêts de classe. Il dispose d'un instrument, l'armée, pour défendre ses intérêts à l'étranger et non à l'intérieur. L'Etat peut exister sans contrôler un seul secteur économique, il se maintient pour veiller sur la sécurité nationale et sur ses intérêts à l'étranger. (...) Au contraire, l'Etat socialiste, l'Etat d'un type nouveau qui œuvre pour la libération nationale, ne peut partager cette conception s'il veut réaliser son projet. L'expérience prouve qu'il doit alors exercer un contrôle sur tout. (...)

Managua,
2 Avril 1989

La crise en Amérique latine

NOUS PUBLIONS ci-dessous des extraits d'un discours prononcé par Daniel Ortega, Président de la république du Nicaragua et membre du Comité exécutif du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), lors de l'inauguration de la foire économique Hatofer 1989.

Daniel ORTEGA



IL NE FAUT PAS oublier la réalité de l'insertion du Nicaragua dans le continent latino-américain. Une situation très difficile, causée par la politique économique erronée qui a été menée jusqu'à maintenant, est en train de secouer tous les pays du continent. Nous

nous référons, évidemment, aux choix politiques des pays industrialisés et développés du Nord, mais aussi aux res-

ponsabilités de ceux qui ont géré l'économie de ce continent pendant de très longues années, à savoir les capitalistes latino-américains. Au Mexique, au Brésil, au Venezuela, en Argentine, dans toute l'Amérique latine, ils ont réalisé un développement important au prix d'un endettement extérieur qu'ils ont accepté et favorisé. (...) Les responsables de la situation actuelle ne sont pas les travailleurs, les ouvriers et les paysans, mais les entrepreneurs et les capitalistes. Et quel a été le résultat de cette politique ? A-t-il été positif ? Non, le résultat n'a pas été positif, et je ne suis pas le seul à l'affirmer.

Au Venezuela, le gouvernement a été assumé dans les derniers mois par le Président Carlos Andres Perez, qui jouit d'un très large appui national et international, incluant à la fois les pays latino-américains qui partagent le modèle économique vénézuélien, et les pays révolutionnaires comme Cuba et le Nicaragua. En l'espace de quelques jours, lorsqu'il a essayé d'appliquer un ensemble de mesures économiques qui sont un million de fois moins rigoureuses que celles réalisées dans notre pays, il s'est confronté à une explosion sociale.

La responsabilité des capitalistes

J'ai appelé par téléphone Carlos Andres pour lui transmettre ma solidarité, celle du peuple nicaraguayen et celle du Front sandiniste, mais aussi pour condamner les politiques internes et extérieures qui produisent de telles situations. Carlos Andres m'a répondu qu'il s'agissait effectivement d'une explosion sociale, provoquée par la situation économique et non pas par une force révolutionnaire organisée. C'était, comme lui-même l'a dit, la réaction des pauvres contre les riches, des opprimés contre les oppresseurs. Car nous ne pouvons nier la réalité, qui nous prouve que les capitalistes qui contrôlent le pouvoir économique en Amérique latine n'ont pas été capables d'apporter une réponse aux problèmes économiques des pays latino-américains. Cela a provoqué un malaise qui, finalement, s'est exprimé dans une explosion violente et tragique avec de centaines de morts, comme au Venezuela. (...)

Par conséquent, le problème du Nicaragua ne peut pas être résolu par les capitalistes. Si on donnait à nouveau la direction économique du pays aux capitalistes, alors nous serions obligés, encore une fois, de faire une révolution. Mais nous avons déjà fait cette expérience. (...)

Nous sommes acculés à un processus de concertation économique que, tant bien que mal, nous avons poursuivi jusqu'à maintenant. Il y a un secteur pri-

vé dans notre pays qui s'est maintenu et a continué son activité malgré les tensions économiques et sociales et en dépit de l'agression militaire. Il faut reconnaître la tenacité et la fermeté des producteurs qui, pendant toutes ces années et au milieu de telles difficultés, n'ont pas réduit les capitaux mais ont continué à produire. (...) Leur attitude a été celle d'assurer la production au delà des conflits idéologiques, puisque certains entrepreneurs sont pour et d'autres contre la révolution. Certains sont affiliés à des partis d'opposition, ce qui relève de leur droit, mais en tant que producteurs ils ont poursuivi leurs activités économiques dans les moments les plus difficiles, sous les balles de la *contra*. Ils sont restés, malgré le risque de voir leurs propriétés affectées par la réforme



agraire, mais il faut admettre aussi que — comme on l'a vu lors de la récente réunion des Présidents des pays centre-américains — la Loi de réforme agraire adoptée au Nicaragua est une des plus conservatrices de toute l'Amérique latine. En effet, dans d'autres pays latino-américains, y compris en Amérique centrale, des limitations à la propriété ont été fixées.

La révolution a créé plus de producteurs

Sur la base de cette réalité, nous nous sommes adressés aux producteurs, en toute responsabilité, leur disant : il faut continuer à produire, tout en sachant qu'il n'est pas facile de produire dans ce pays, comme dans n'importe quel autre pays latino-américain. Le producteur nicaraguayen qui veut se transférer dans un autre pays latino-américain se trouvera confronté à une situation tout aussi difficile. J'ai dit aux Présidents Cerezo, Arias et Azcona que chez nous, il existait une différence. Il est certain que notre réforme agraire a

affecté en partie le secteur privé, mais elle n'a pas frappé tous les propriétaires et, de plus, son but n'était pas de transformer l'Etat en propriétaire de la terre, mais plutôt de donner la terre aux paysans. Par conséquent, il y a aujourd'hui au Nicaragua beaucoup plus de producteurs privés qu'avant la révolution, et cela, grâce à la révolution elle-même qui a donné la terre aux paysans, soit sous forme de coopératives, soit sous forme de propriétés individuelles. (...)

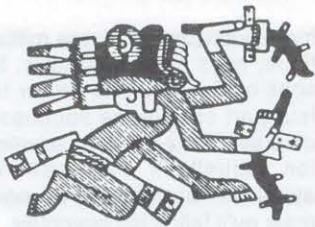
Une politique bancaire différente

J'ai dit également aux Présidents centre-américains que si, d'un côté nous ne fixons pas de limitations à la propriété privée de la terre au Nicaragua, de l'autre côté, nous ne permettons pas à une banque de s'emparer de la terre lorsqu'un producteur ne peut pas payer. Aux Etats-Unis et dans les autres pays latino-américains, ainsi que dans tous les autres pays capitalistes, un paysan qui ne peut pas payer est obligé d'engager sa propriété, au risque d'être exproprié en cas de non-paiement prolongé de sa dette. C'est la logique du système capitaliste le plus traditionnel. Nous avons une politique différente au Nicaragua. Nous disons aux producteurs endettés vis-à-vis des banques : ami producteur ou camarade producteur, si tu ne payes pas tes dettes, la banque ne pourra plus te faire de crédits. (...)

Nous avons discuté avec plusieurs spécialistes internationaux qui sont venus dans notre pays. Tous nous ont dit — et cela avant le soulèvement de Caracas — que, dans une telle situation économique, n'importe quel autre gouvernement latino-américain serait tombé. Aucun autre gouvernement latino-américain ne pourrait adopter les mesures économiques que nous sommes en train d'appliquer. Il est évident que les mesures pour sortir de la crise économique demandent des sacrifices aux travailleurs, et c'est encore plus difficile à supporter si, en même temps, on assiste à l'augmentation des prix des produits d'importation, un prix qui n'est pas fixé par nous, mais par le marché international. (...)

La décision prise par le Gouvernement est donc de renforcer le régime actuel d'économie mixte, pour montrer aux peuples d'Amérique latine, des Caraïbes et du Tiers-monde, qu'il est possible de réaliser une transformation révolutionnaire avec la participation de toutes les forces économiques et sociales, à travers une alliance capable de garantir une augmentation de la production et de faire face à la crise. (...)

Barricada
1er mars 1989



Le face à face

TROIS MOIS APRES la victoire de son candidat, Alfredo Cristiani, à l'élection présidentielle du 19 mars dernier (voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989), l'Alliance de rénovation nationale (ARENA, extrême droite) tient maintenant en main les différents leviers du pouvoir : armée, présidence, gouvernement, Assemblée nationale, Cour suprême de justice. Cependant, cela ne lui permet pas de contrôler totalement la situation dans le pays, d'autant plus que l'ARENA est confrontée à de fortes tensions internes.

Arnold BERTHU



L'ARENA EST DIVISÉE entre un courant "dur", critique à l'égard de la Guerre de basse intensité organisée par les stratèges américains et appliquée, jusqu'à maintenant, par le Parti démocrate chrétien (PDC, au pouvoir de 1984 à mai 1989) ; et un courant qui

est prêt à freiner les velléités de durcissement de la guerre, pour garder l'appui massif des Etats-Unis, et subsidiairement, réduire son isolement par rapport à la Communauté économique européenne (CEE). C'est ce dernier courant qui domine actuellement.

La lutte interne de l'ARENA s'est exprimée lors de la désignation du nouveau ministre de la Défense. Les "durs" proposant le Chef d'Etat major Ponce, alors que l'aile majoritaire avançait la candidature du commandant de la Force aérienne (soutenu par l'administration Bush). Une solution de compromis est finalement intervenue et un ministre de transition a été désigné, en la personne du général Larios. Mais il faut croire que les tensions ont été très fortes, puisque pendant quelques jours, la Force aérienne a refusé d'appuyer des opérations contre-insurrectionnelles des forces terrestres. Néanmoins, une division ouverte de l'ARENA n'est pas concevable, car les deux ailes savent parfaitement que cela pourrait remettre en cause l'aide massive des Etats-Unis.

Lors de son investiture, le 1er juin dernier, Cristiani a tenu un discours relativement modéré, proposant l'organisation d'un nouveau dialogue avec le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), sans mettre comme condition préalable son désarmement.

Mais les "durs" ont voulu saboter cette possibilité en faisant assassiner Ro-

driguez, ministre de la Présidence et conseiller de Cristiani, et ont attribué cet acte au FMLN. Ils ont également décidé de créer des "Comités de défense civile et patriotique" qui joueraient le rôle des fameux "escadrons de la mort", que ce secteur de l'ARENA dirige depuis 1980.

Nouvelle initiative du FMLN

Malgré leur crainte de voir la répression prendre la forme de massacres massifs, comme en 1980-1982, les organisations populaires maintiennent un degré élevé de mobilisation (20 000 manifestants le 1er mai).

De son côté, le FMLN a lancé une nouvelle offre de dialogue au régime. Le FMLN a posé comme conditions le jugement du Major d'Aubuisson (dirigeant de l'ARENA), pour son implication dans l'assassinat de Monseigneur Romero ; le démantèlement des escadrons de la mort et le renoncement à la création des comités de défense civile et patriotique ; la libération immédiate des prisonniers politiques et l'arrêt de l'escalade répressive ; le maintien des réformes de 1980 (réforme agraire, nationalisation de la banque et de l'exportation du café) ; une liberté totale d'information et l'évacuation des blessés du FMLN. En échange, le FMLN s'engagerait à ne pas assassiner de dirigeants du gouvernement, à suspendre les grèves du transport, à respecter les familles des militaires et le personnel américain.

Simultanément, le FMLN maintient un haut degré d'activité et de pression militaires, tant à la campagne, que dans les villes. La grève des transports qu'il a décrétée durant trois jours, du 31 mai au 2 juin, a paralysé 90% de tout le trafic dans le pays. Par ailleurs, le FMLN et son allié, la Convergence démocratique (CD) semblent avoir surmonté leur divergence tactique apparue lors de l'échéance électorale du 19 mars.

L'iceberg

DES DIVERGENCES tactiques étaient apparues entre le FMLN et la Convergence démocratique, CD (voir *Inprecor* numéro 270 du 18 juillet 1988) lors de l'élection présidentielle du 19 mars. Dans une récente interview, Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire (FDR) et ex-candidat de la CD, revient sur cette élection et s'explique sur ces divergences. Nous publions de larges extraits de cette interview parue dans *Alai*, la revue de l'Agence latino-américaine d'information.

ALAI : Comment interprétez-vous le résultat électoral et en particulier celui de la Convergence démocratique ?

Guillermo UNGO : Le résultat n'est pas très surprenant. Tout le monde reconnaissait que l'ARENA était la première force politique et avait un avantage appréciable sur la Démocratie chrétienne. La surprise vint du fait qu'elle remporta la victoire au premier tour. (...) En ce qui concerne la Convergence, (...) nous avions des objectifs multiples, modestes mais importants, le résultat électoral et le jour du vote n'étaient pas l'essentiel.

Nos objectifs étaient : en premier lieu, nous affirmer comme une alternative populaire et de paix au niveau national, et nous croyons y être parvenus ; en second lieu, jouer un rôle éducatif et nous pensons également y être parvenus, même s'il y a encore des faiblesses. Nous pensons avoir réussi, en termes politiques, à nous établir comme une force importante au niveau nationale. Nous fûmes une référence politique obligée. Notre présence fit que l'agenda politique se différencia de celui des précédentes élections.

Nous nous proposons aussi de créer les conditions d'une solution politique, et là encore nous pensons avoir réussi. Même sans la proposition du FMLN, nous

27 Juil 1989

avons réussi à faire en sorte que les thèmes de la paix et de la solution politique soient assumés par diverses formations. La proposition du FMLN a eu comme conséquence la tenue d'élections avec dialogue, discussion, négociation. Des élections qui commencent à se poser en termes de solution politique, et non pas comme un schéma de contre-insurrection. Nous pensons y avoir contribué, parce que la même proposition du FMLN n'aurait pas eu de signification sans la Convergence ; parce que c'est une proposition électorale conjoncturelle qui implique la Convergence. Ce qui suppose que la Convergence ait déjà une présence et un potentiel national.

Nous nous proposons aussi de nous organiser et de mieux mobiliser le pays. Là, notre succès est plus modeste, avec d'importantes insuffisances, du fait du contexte de répression et de peur. Nous avons réussi à vaincre la peur mais insuffisamment. Peut-être est-ce dans notre potentiel organisationnel au niveau national que nous avons connu l'échec le plus important. Néanmoins nous sommes parvenus à obtenir une capacité de mobilisation, toujours insuffisante mais appréciable, dans des endroits où le peuple n'était pas mobilisé au préalable, et avec une possibilité d'initiative propre au niveau national.

Nous sommes parvenus à mieux développer nos postulats communs avec le FMLN. Bien ou mal, l'identification entre nous et le FMLN continue à se faire. Mais nous avons affirmé notre propre identité, grâce à un processus de différenciation dans certains secteurs, ce qui a entraîné la création de notre propre base électorale. Tout ceci est insuffisant, mais n'avait pas été possible durant de nombreuses années.

Enfin, nous n'avons pas eu le nombre de voix prévu. Dans ce climat antidémocratique, répressif, et de peur, notre influence ne se mesure pas en voix, ni même peut-être en mobilisation (...). Nous avons remporté des milliers de voix, et des milliers d'autres nous furent volées. Mais même ainsi, le pourcentage reste bas. D'après nos calculs nous avons obtenu 6 à 7% et non pas 3,8%. (...)

■ Considérez-vous que la Convergence a été affectée par les actions militaires du FMLN, durant la consultation électorale ?

— Il est évident que nous avons été affectés par la grève des transports, le boycott, l'intensification de l'activité militaire qui avaient pour but de provoquer un taux important d'abstentions et le FMLN y est parvenu : il a réussi à démontrer qu'il est une force nationale, une

force politique, une force militaire et politique, mais surtout militaire. Nous pensons qu'il y a eu une erreur tactique de leur part et nous ne sommes pas d'accord avec eux sur leur appréciation, selon laquelle il s'agissait d'élections ayant un haut degré de participation, mais qu'il fallait les boycotter.

Il y a là, à notre avis, une contradiction : ils poursuivaient des objectifs corrects, mais aussi des objectifs qui n'étaient pas les nôtres, comme ce fut le cas, lorsqu'ils souhaitaient une forte victoire de l'ARENA. On peut dire que c'est seulement un demi million de voix, mais c'est beaucoup pour un premier tour (...). Nous croyons qu'en cela, le FMLN agit négativement et nous fit perdre des voix ; ce qui n'est pas le plus

pas encore les définir clairement. Nous sommes en train d'apprécier la perspective et le jeu des divers facteurs politiques et militaires.

■ Quels sont les perspectives de la Convergence ? Est-il possible par exemple, d'imaginer de nouvelles alliances ?

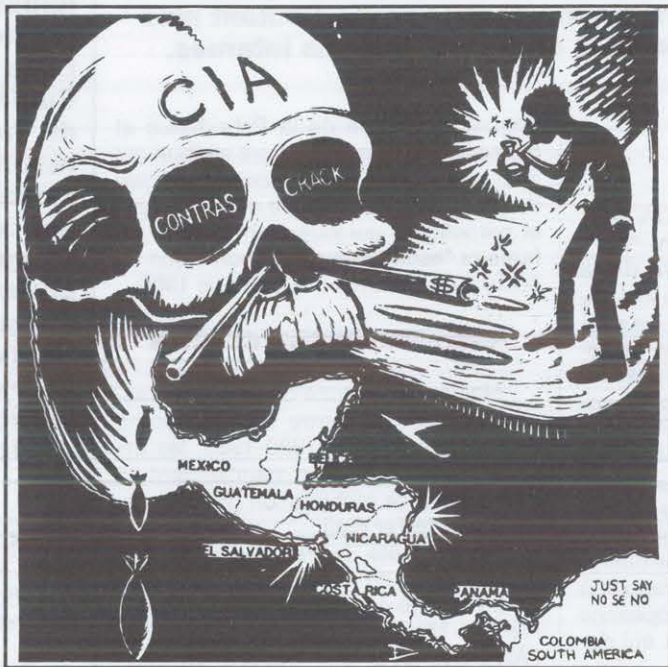
— Je crois qu'il y a des possibilités pour générer tout un consensus national. Pour sûr, je ne suis pas optimiste quant à certains types d'alliances. Mais il ne faut pas les exclure sous une forme tactique et temporaire. Par exemple, la DC (Démocratie chrétienne) va préférer continuer à être l'alliée de son principal patron, les Etats-Unis. Je ne lui accorde pas beaucoup de possibilités de s'autonomiser et de devenir indépendante, il y aura donc peu de possibilité d'établir des alliances fortes. Mais on peut le prendre en considération dans une certaine mesure.

En tant que Convergence, nous avons atteint d'importants objectifs qui nous permettent de nous affirmer comme une force de l'avenir, une troisième force. Pourquoi ? Premièrement, parce que nous avons démontré une capacité de mobilisation, y compris supérieure à celle de la DC. Ce n'est pas que nous ayons plus de gens, mais nous mobilisons plus sans avoir recours à l'alcool, à la musique, aux festivals, ni à l'argent, aux bus, ou aux camions. La DC a démontré qu'elle était en faillite politique, idéologique et morale.

Elle a perdu l'appareil d'Etat, c'était la seule chose qu'elle avait et dont elle a abusé. Il ne lui reste que 6 députés, ce qui n'est pas grand chose. En ce sens c'est une formation du passé.

Nous ne considérons pas l'ARENA comme un parti d'avenir. Elle est dans son meilleur présent, mais elle n'a pas de viabilité en tant que projet national. Les autres partis n'existent pratiquement pas. Alors, c'est nous qui sommes la force de l'avenir. Nous sommes un iceberg. Nous avons cru qu'une partie plus grande de l'iceberg sortirait, et ce n'est pas arrivé. Mais il faut observer ce qu'il y a sous l'eau. Il suffit simplement de créer les conditions pour le faire émerger.

(...) En ce sens, il est nécessaire que la Convergence tende à se convertir en une alternative populaire, ou en un pôle de l'alternative populaire vers laquelle convergeraient de nombreux secteurs.



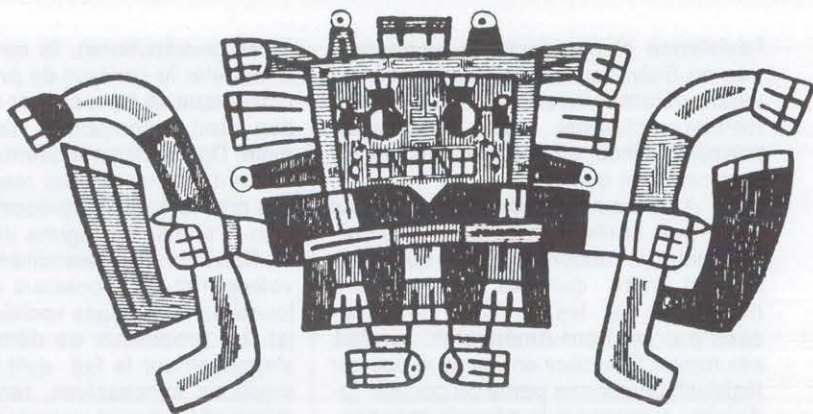
important. Mais c'est plus important en ce qui concerne la recomposition du pouvoir au premier tour.

■ Dans quelle mesure cela a-t-il affecté les relations entre le FMLN et le FDR ?

— En premier lieu, nous avons accepté de participer aux élections à partir d'une appréciation distincte de celle du FMLN. Là, il y a des différences. En second lieu, (...) même si nous n'accordons pas beaucoup d'importance aux votes, ils ont néanmoins plus d'importance à nos yeux qu'à ceux du FMLN. Là, il y a une autre différence. Il s'agissait aussi d'une situation conjoncturelle, et les conjonctures comptent moins pour le FMLN que pour nous. C'est aussi une différence. Que le cessez-le-feu soit proclamé, c'était plus important pour nous que pour le FMLN. Ce sont des différences, mais elles ne sont que conjoncturelles et temporaires. Et au fond, il faudrait voir autre chose : jusqu'où vont nos convergences et nos divergences. Je crois que nous ne pouvons

Alai
Avril 1989

Elections et insurrection



CET INTERVIEW de Joaquin Villalobos, l'un des cinq principaux dirigeants du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a été réalisée par Marta Harnecker (1), au moment où toutes les forces politiques et sociales salvadoriennes débattaient d'une proposition du FMLN, datant du 23 janvier 1989, annonçant qu'il était disposé à respecter le verdict électoral à condition que les élections soient retardées de six mois (voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1981) Villalobos y aborde à la fois la nature de la proposition du Front et de sa relation avec la perspective insurrectionnelle défendue par le FMLN

depuis plus d'un an. Il souligne le lien entre lutte armée, action des masses, lutte pour un débouché politique, guerre de basse intensité et processus électoraux, et présente un bilan nuancé de l'action des organisations révolutionnaires politico-militaires, d'une part, et du Parti communiste salvadorien, avant qu'il ne rejoigne le FMLN. Enfin, il présente une analyse du changement d'alliance qui s'est opéré dans le bloc dominant, avec la recomposition de l'alliance entre l'Alliance de rénovation nationale (ARENA), l'oligarchie et une importante fraction de l'armée.



Marta HARNECKER : Dans la récente déclaration publique du FMLN on note une nette évolution de sa manière d'aborder le problème des élections. Il semble que pour la première fois, le mouvement guérillero passe à l'offensive sur ce terrain. (...) Qu'est-ce qui vous a fait prendre une telle option, alors que vous vous étiez toujours efforcés de dénoncer le rôle des élections dans la stratégie contre-insurrectionnelle de l'impérialisme ? L'expérience électorale de la Convergence démocratique, ces derniers mois, a-t-elle quelque chose à voir avec cela ?

— Joaquin VILLALOBOS : Il faut tout d'abord préciser la conjoncture dans laquelle le FMLN a fait sa proposition. A partir de septembre, s'est engagée une offensive mettant l'accent sur le politique, qui est le terrain fondamental de la lutte. Pour modifier le rapport des forces, le FMLN a commencé à pénétrer dans les villes avec des opérations qui prenaient en compte la conjoncture politique. La tactique et le type d'armement se sont adaptés à des opérations faites sur la base des événements politiques que vivait le pays (...)

Nous avons appliqué les principes de la simultanéité au niveau national, et de la complémentarité, en cherchant à intégrer des forces nouvelles. Ces éléments

ont amené le FMLN à s'adapter à la situation, en donnant une plus grande vigueur politique à la guerre. Cette stratégie était destinée à montrer que la politique de l'administration Reagan n'a pas donné d'issue à la situation au Salvador.

Nous pensons avoir atteint cet objectif. (...) Le plan militaire a été défini sur cette base conjoncturelle et considère le domaine politique comme un terrain fondamental de la lutte. Ceci a permis au FMLN de commencer à voir les choses différemment.

■ Qu'entendait-il par domaine politique ?

— Un terrain spécifique, différent de celui de la guerre proprement dite, constitué par la lutte des masses et les pactes ou alliances qui peuvent résulter de la décomposition du bloc au pouvoir. D'une part, le mouvement de masse s'est constitué en forces politiques et comprend plusieurs secteurs. Ces forces doivent s'élargir et généraliser leur action. Cela passe par la réalisation d'actions politiques, par des proclamations programmatiques pouvant rassembler les intérêts de tous les secteurs populaires, par le problème de la paix et de la survie. D'autre part, la décomposition du bloc au pouvoir s'est accentuée à cause de la poursuite de la guerre et des problèmes économiques et sociaux des masses, du changement d'administration aux Etats-Unis, impliquant l'arrivée au gouvernement d'un secteur plus pragmatique qui pourrait créer de nouvelles conditions, après les 8 années

d'échec de la politique salvadorienne de la précédente administration, de la défaite de la Contra nicaraguayenne, les accords d'Esquipulas II qui créent des difficultés à l'administration nord-américaine pour mener sa politique régionale, l'existence d'une certaine fatigue de l'ensemble de la région devant l'ingérence constante de l'administration Reagan dans ses affaires.

Dans ce contexte, nous avons pensé qu'il fallait agir non seulement militairement mais aussi par des initiatives sur le terrain politique. Cela nous est apparu clairement, après 8 années de guerre marquées par une croissante intervention nord-américaine. Comme il ne s'agit pas d'en arriver à une confrontation avec la superpuissance des Etats-Unis, à l'évidence, il faut mener la bataille en essayant d'affaiblir l'appui des Etats-Unis au gouvernement d'El Salvador et à ses projets contre-insurrectionnels, en prouvant l'échec du modèle qu'ils prétendent imposer. A côté de cette argumentation conjoncturelle il y a une argumentation stratégique de fond, le FMLN considère que le rapport de forces est en train de changer et cela lui permet d'agir sur un autre terrain.

■ De quelle manière ce rapport de forces a-t-il changé ?

— Toute la stratégie nord-américaine s'est fondée sur une hypothèse :

1) Journaliste américaine, auteur de *Peuple en armes* (tr.fr. 1984), où elle avait regroupé des interviews de dirigeants de guérilla au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua.

l'existence d'un processus démocratique au Salvador. Et c'est ce qu'elle est venue défendre avec son modèle contre-insurrectionnel. Notre proposition permet de lancer un défi à ce concept, de le remettre en question.

(...) La nouvelle administration des Etats-Unis hérite d'un problème non résolu qui s'est encore aggravé qu'au début. La droite qui était prétendument neutralisée par les règles du jeu imposées par les nord-Américains, a refait ses forces. Elle tient en mains le pouvoir législatif, une bonne partie du pouvoir judiciaire, a conservé le pouvoir économique et a réussi à mettre en cause le processus de réformes et même à mettre en œuvre son renversement. La démocratie chrétienne elle-même a avalisé ce recul par rapport aux réformes (...). Celles-ci n'ont pas été appliquées au fond et n'ont pas réussi à créer une base sociale permettant de vaincre le FMLN. Il faut le dire en toute clarté, si les réformes avaient fonctionné, la base de soutien du FMLN se serait affaiblie et nous aurions perdu la guerre. S'il y avait eu une réforme agraire réelle, le FMLN n'aurait pas pu soutenir une guerre dont le théâtre d'opérations est surtout dans les campagnes. Quelle est la situation actuelle ? La droite a recomposé son pouvoir économique, elle possède le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et est sur le point de prendre le pouvoir exécutif. Elle a, de plus, recomposé sa situation à l'intérieur des forces armées qui sont fatiguées de la Démocratie chrétienne et cherchent de nouvelles alternatives et une certaine autonomie à droite par rapport aux Etats-Unis et à l'ingérence civile plus ou moins réformiste que la Démocratie chrétienne a essayé de représenter. Par conséquent, l'unité entre l'ancien pouvoir oligarchique et l'armée commence à se refaire. Les composantes de la dictature classique au Salvador commencent aussi à développer un processus de fusion dans de nouvelles conditions.

■ Sur quelles hypothèses se fonde la stratégie contre-insurrectionnelle des dirigeants de la bourgeoisie salvadorienne ?

— Sur la croyance qu'ils avaient désarticulé, isolé et pratiquement anéanti ce qui était le corps politique de la gauche, laissant le FMLN réduit à un appareil militaire, sans possibilités d'action politique dans les centres vitaux du pays. Sur la conviction aussi qu'ils étaient parvenus à neutraliser les capacités de conspiration de la droite dans l'armée, réussissant ainsi à établir un contrôle direct sur celle-ci. Et en même temps, sur la certitude de pouvoir construire un centre politique sous la direction de la Démocratie chrétienne (...)

Dans ces conditions de rapport des forces avec une gauche qu'ils parvinrent à isoler et à anéantir en grande partie (il suffit de rappeler les 60 000 morts et les 500 000 Salvadoriens en exil forcé suite

à ces persécutions), ils commencèrent à marteler le concept de processus démocratique et à proclamer que la situation était recomposée. Ils mirent en avant Duarte comme alternative en prétendant qu'il n'était pas responsable de ces crimes et qu'il représentait la possibilité d'établir un régime démocratique au Salvador. Ils prétendirent que se développerait un processus de réformes fournissant une base sociale à leur projet. Le processus de démocratisation s'appuyait sur le fait qu'il y aurait des élections successives, techniquement mieux réalisées et avec la participation de la droite, permettant ainsi une transition à des gouvernements civils. D'un autre côté, il y avait la question de la professionnalisation de l'armée.

Il faut reconnaître que durant toute une période, cela provoqua une certaine



confusion au sein même du FMLN, lequel, bien qu'ayant réussi à imposer une certaine dualité de pouvoir, ne voyait pas clairement quelle était la nature de l'ennemi qu'il affrontait : intervention nord-américaine indirecte, ou dictature non classique. Nous avons parlé de dictature de "type nouveau".

Cependant, nous devons reconnaître que le projet contre-insurrectionnel réussit à acquérir, dans une certaine mesure, une légitimité devant l'opinion publique internationale et auprès de quelques secteurs intérieurs pendant une période. Ce projet eut une certaine vigueur durant la période où la droite était neutralisée et la gauche isolée au moyen du génocide.

Mais huit années ont passé durant lesquelles le rapport de forces a changé.

Et la situation est maintenant totalement différente. (...) Nous n'avons pas le moindre doute, que dans les conditions établies par notre proposition électorale de la fin janvier, nous pouvons gagner les élections parce que nous sommes, de fait, la force majoritaire dans le pays (...)

■ Tu parles d'élections propres. Etes-vous sûrs de disposer de mécanismes qui puissent éviter une nouvelle fraude ? Dans quelles conditions seriez-vous en mesure d'affronter une situation de ce genre ?

— En premier lieu, il faut préciser que nous faisons cette proposition sans déposer les armes. Et les masses salvadoriennes qui se sont déjà soulevées contre les fraudes électorales antérieures, se soulèveraient avec d'autant plus de force qu'elles pourraient compter sur notre appui militaire percutant. Avec notre proposition nous lançons un défi à ceux qui soutiennent que le FMLN est minoritaire, que toute la gauche en armes est minoritaire (...)

■ As-tu la certitude absolue que les masses — qui ont subi un matraquage idéologique constant de la part des classes dominantes et de l'impérialisme durant toutes ces années, les désinformant sur le FMLN et vous montrant comme des terroristes, des guérilléristes, seront capables de discerner qui représente réellement leurs intérêts ? Comment croyez-vous contrecarrer ce travail idéologique de l'ennemi sur les masses ?

— Je crois que le travail qu'ils ont pu faire s'est brisé sur le rapport de forces issu de la guerre. Nous affirmons que nous sommes majoritaires huit ans après qu'il ait été prouvé de manière écrasante que les forces de la gauche révolutionnaire étaient majoritaires au Salvador. Il faut se rappeler que c'est en 1980 que s'est exprimé le plus important des courants politiques au Salvador, disposant d'une influence supérieure à celle de n'importe laquelle des organisations électorales des années 70. C'est, de fait, la terreur créée par le génocide qui a empêché, durant toutes ces années, que s'exprime plus nettement l'immense soutien des masses au mouvement révolutionnaire. Nous n'avons aucun doute sur le fait que dans d'autres conditions cet appui s'exprimerait de manière écrasante. Et précisément en jouant du facteur militaire en fonction de l'ouverture du champ politique, nous voulons ouvrir la voie aux masses pour qu'elles déploient la plénitude de leurs capacités et fassent sentir leur présence. En ce sens nous considérons qu'au Salvador la bataille idéologique est déjà gagnée. Si leurs campagnes idéologi-

ques avaient réellement eut du succès nous aurions subi un affaiblissement militaire plus grand. Au contraire, notre base sociale s'est accrue, nous l'avons recomposée. Nous sommes sortis d'une situation très difficile, la situation postérieure à 1980, quand la répression redoublait.



■ Certains arguments contre votre proposition soutiennent que l'on ne peut croire en un projet qui propose de légitimer les résultats de l'élection, et qui en même temps, propose une trêve de deux jours avant et après le scrutin, ce qui signifie que la guerre continuera quoi qu'il se passe et quel que soit le vainqueur. Comment faut-il le comprendre ?

— Ceux qui argumentent ainsi réduisent la proposition à un aspect tactique. La vérité est que l'élément central de la proposition du FMLN est la reconnaissance de la légitimité des résultats électoraux. Le problème des deux jours de trêve avant et après le scrutin est un point absolument secondaire. Ce qui est central c'est que l'idée de légitimer le résultat électoral s'oppose à une issue militaire pour les deux parties en présence. Si le résultat est non frauduleux, il ne reste pas d'autre alternative que de le reconnaître. Dans le cas des forces armées, de l'ARENA et de tous ceux-là, qu'est-ce que cela impliquerait ? Ils devront accepter un gouvernement de la Convergence démocratique, l'application de son programme et de la plateforme de la Convergence que nous appuyons, dans tous ses points. (...)

■ Vous êtes disposés à vous soumettre au programme de la Convergence ?

— Nous connaissons ce programme et sommes d'accord avec. C'est une façon d'avancer vers une solution négociée. (...)

■ Rétrospectivement, crois-tu qu'une proposition de ce type aurait pu porter ses fruits lors des précédentes conjonctures électorales ?

— Non. Il n'existait pas encore de rapport de forces adéquat pour une telle perspective. Passons sur les dernières élections de députés en 1988, et voyons les précédentes, les présidentielles de 1984, celles de 1982, à ce moment-là, la partie adverse elle-même disait qu'elle n'accepterait pas une force de gauche, même en situation de faiblesse. La bourgeoisie était en train de résoudre ses problèmes internes. Et bien qu'un espace politique eut pu exister, nous n'avions pas encore la force militaire nécessaire pour nous garantir une présence politique stable. Nous aurions

couru le risque de voir les cadres politiques de gauche assassinés les uns après les autres, comme cela se passe en Colombie. Maintenant, nous avons une dimension plus large qui va de la force armée jusqu'à l'option électorale, en passant par la lutte syndicale, avec un corps politique qui unit l'ensemble du mouvement révolutionnaire et, en même temps, une armée de guérilla puissante. Par conséquent les conditions objectives existent pour rendre notre proposition réalisable.

■ Et que dites-vous à vos troupes ? Vous préparez l'insurrection et brusquement arrive cette proposition. Que se passe-t-il pour ceux qui se préparaient à l'insurrection ? Comment arriver à ce que les combattants comprennent cette proposition ?

— En lançant la proposition, nous visions un objectif politique tout à fait nouveau qui représente un changement par rapport à ce que nous avions déclaré lors des précédentes propositions de négociation dans lesquelles le FMLN demandait des espaces de pouvoir. Maintenant, le FMLN lutte pour une revendication plus générale, pour une demande ressentie par toutes les forces populaires : la paix et la démocratie. Et cela nous amène à un changement de conception d'entretien du moral combatif de nos forces et de nos gens. Dans ce que nous pourrions appeler notre instrument de lutte politique antérieure, nous renforçons leur moral avec le principe suivant : proposition de négociation mais dans le cadre de notre propre position. Le FMLN demandait un espace, un pouvoir militaire, le partage du pouvoir politique, etc., une stratégie de solution négociée. Tous ces éléments étaient liés à une situation de dualité de pouvoir. La fermeté avec laquelle nous défendions cette option était l'élément renforçant le moral de nos combattants. Maintenant, le FMLN se fixe une nouvelle stratégie dans laquelle il cherche à élaborer un programme avec lequel s'identifie tout le peuple. (...) Le fait que ce soit le FMLN qui, aujourd'hui, défende avec le plus de force l'étendard de la paix et, qu'en même temps, il soit perçu comme la garantie de sa réalisation, amène les combattants entrant en contact avec les masses, à percevoir qu'ils ont beaucoup plus de soutien populaire et ceci leur donne le moral pour maintenir le soulèvement et rester en lutte pour ces propositions.

L'insurrection se maintient comme une seconde alternative. Le premier document que nous avons présenté avec la propo-

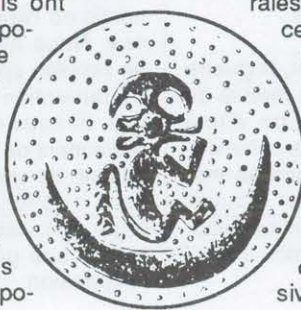
sition le disait clairement, nous faisons nos ultimes efforts pour éviter l'explosion sociale. Et ceci est clair pour nos combattants. Nous restons en guerre avec les plans que nous avons tracés, mais nous recherchons une issue, une alternative. Si notre démarche est rejetée, notre guerre n'en sera que plus légitime. Si elle est acceptée, nous sommes la garantie du déroulement correct de ce processus. Par conséquent, il n'y a rien qui atteigne le moral de nos gens. Au contraire, ils continuent à se préparer. La consigne de se préparer pour l'insurrection reste valide.

■ Jusqu'à maintenant, la gauche à regardé les élections comme il fallait les voir, comme un processus à l'intérieur de la chasse gardée de l'ennemi, avec les règles du jeu imposés par lui. Il était alors clair que participer aux élections dans un système démocratique bourgeois c'était se mettre à viser un espace à l'intérieur de la démocratie bourgeoise. Votre proposition prétend-elle changer les règles du jeu ou essayer de jouer sur le même terrain ?

— L'existence d'un nouveau rapport de forces permet de changer le caractère du terrain et des règles du jeu. Ce que le FMLN cherche ce sont des conditions d'égalité et d'honnêteté, justement ce dont manquent les élections dans le cadre démocratique-bourgeois. Nous envisageons des élections sans répression, pour cela, nous insistons pour que l'armée reste dans ses casernes ; nous considérons que les règles du jeu électoral doivent être fixées par consensus, qu'il y ait des garanties pour l'usage des moyens de communication (car avec les moyens financiers dont nous disposons nous pourrions faire une campagne d'envergure), que soit instaurée une commission de contrôle des élections dont le gouvernement et les partis qui y participent seraient exclus. Et nous avons une force armée qui est capable de défendre les résultats obtenus contre n'importe quelle tentative de fraude. (...)

■ Avec la maturité actuelle, comment appréciez-vous l'utilisation de l'espace électoral par le Parti communiste, avant la formation du FMLN ?

— La valeur politique de la participation du PC lors des conjonctures électorales précédentes est évidente en ce qui concerne l'éducation des masses et leur importante mobilisation lors de ces élections. On peut dire qu'une bonne partie de cette force politique a ensuite permis de développer la lutte armée. De ce point de vue, l'on ne peut nier que cette participation fut décisive. Mais si, parallèlement, il



n'y avait pas eu un développement des divers groupes se préparant à la lutte armée, dès 1970, rien de ce que fit le PC n'aurait servi (...). Il est encore prématuré, aujourd'hui, d'évaluer dans quelle mesure chacune des différentes parties avait raison (...). Je crois qu'une partie de l'avant garde essaya la voie électorale avec une composante réformiste assez profonde dans ses structures et dans ses bases (comme ils le reconnaissent eux-mêmes), et joua à fond l'alternative électorale. Mais il y avait également une composante militariste dans l'autre partie, et le nier serait une grave erreur.

■ Quand avez-vous découvert l'importance des espaces politiques ? N'avez-vous pas parlé, au début, sur une victoire militaire ?

— La situation objective détermine aussi, dans une certaine mesure, le schéma stratégique du mouvement révolutionnaire. Et si le FMLN a eu des schémas assez militaires, cela résulte des conditions objectives du moment, caractérisées par le peu d'espace politique et un grand renforcement militaire du FMLN. Mais il faut aussi reconnaître qu'en ce domaine, le FMLN remporta d'importants succès. (...) L'on ne peut poser en termes aussi absolus la question de l'espace politique. Il faut se rappeler que le FMLN est né dans une période d'intense utilisation de l'espace politique, en 1980-1981. Nous étions alors plus politiques que militaires. Nous étions un grand mouvement de masse : le FDR, la Coordination révolutionnaire des masses, l'alliance avec le FDR. Dans ce cadre, s'est développé un processus insurrectionnel, des dizaines de milliers de personnes participèrent à l'offensive générale du 10 janvier 1981, dont une bonne partie était armées. Ensuite, le FMLN commença à construire une armée populaire, à mener une guerre, à occuper des territoires, à anéantir de grandes unités de l'Armée, l'amenant presque à la débâcle. Parallèlement il se produisit une escalade dans la guerre de la part des Etats-Unis, ce qui bloqua la possibilité de victoire des forces révolutionnaires. Je crois que cette stratégie avec l'accent mis sur le militaire était correcte (...). Ensuite il y eut une recomposition, le FMLN changea de stratégie et commença à penser au champ d'action politique. (...)

■ Peut-on dire alors que la stratégie impérialiste de la guerre de basse intensité a échoué ?

— Dans le cas du Salvador, la guerre de basse intensité n'a pas été menée de façon préventive, en prévision d'une possible guerre populaire. Elle commença à entrer en application dans un moment de confrontation avec un mouvement révolutionnaire armé, très développé, et ceci la mit rapidement dans une situation désavantageuse. (...)

■ Vous dites que le pays est au bord d'une insurrection. Sur quels éléments objectifs fondez-vous cette appréciation ?

Je te demande cela, parce qu'il y a des gens qui estiment qu'il est difficile depuis la guérilla d'avoir une vision objective de ce qui se passe dans le pays et qu'il existe une tendance logique à projeter sur l'ensemble du territoire national la perception du rapport de forces dans les zones sous contrôle de la guérilla où il existe une importante combativité, un plus haut niveau de conscience, un exercice du pouvoir populaire, tout ce qui servirait de base à un optimisme excessif dans l'analyse du rapport des forces. Qu'en penses-tu ?

— Il n'est pas correct de considérer le FMLN comme une guérilla de montagne. Le FMLN n'est pas un corps isolé. Nos bases sont sur les flancs du volcan de San Salvador, à la périphérie de la capitale et nous avons des unités de guérilla urbaine dans toutes les villes du pays. (...) Le FMLN agit aussi bien dans le domaine politique que militaire, bien qu'il adopte des modalités différentes d'action dans les deux cas, et dispose d'instruments organisationnels différents. C'est pourquoi la direction du FMLN concentre la plus grande quantité d'informations et la meilleure perception politique de l'état d'esprit des masses. (...)

■ Votre prévision prend-elle en compte la dynamique du développement de l'état d'esprit des masses ?

— C'est cela. Le FMLN ne dit pas que les masses sont au bord de l'insurrection et disposées à se lancer à l'assaut du pouvoir. Il pronostique ce qui va se passer en se fondant sur l'analyse des conditions objectives et subjectives actuelles. Il existe des conditions objectives liées à la situation économique — comme tout le monde le reconnaît, nous sommes dans une crise qui, du point de vue quantitatif et qualitatif est la plus grave de toute l'histoire du pays — il y a un sentiment généralisé d'opposition, de refus, il y a une situation plus explosive encore que celle qui provoqua la guerre avec le Honduras. (...) C'est l'existence de ces conditions qui fonde la thèse de l'insurrection.

Nous commettrions une grave erreur en fondant notre stratégie sur le diagnostic de l'état d'esprit actuel des masses. Nous nous transformerions alors en simples spectateurs, sans possibilité d'intervention sur la conjoncture politique. Si nous n'avions pas prévu l'affaiblissement de la politique de Reagan, résultant du contexte mondial et régional, nous n'aurions disposé d'aucune stratégie possible. Nous n'aurions pas pu lancer une guerre d'usure, rechercher l'expansion de notre territoire, la réin-

sertion dans les villes et le développement du mouvement populaire. (...)

■ Qui constitue, pour vous, l'ennemi principal, en ce moment ?

— L'oligarchie traditionnelle et l'armée comme appendice, comme composante du pouvoir politique au Salvador, constituent l'ennemi principal. (...) En ce moment il se produit un changement de la stratégie nord-américaine. Les Etats-Unis recherchent des alliés plus adéquats à leurs propositions politiques, en tenant surtout compte du fait que, pour développer la stratégie de guerre de basse intensité au Salvador, il faut un protagoniste local acceptable pour les Etats-Unis. Et pour des raisons évidentes cela ne peut être directement ni l'oligarchie, ni l'armée. Aussi, la Démocratie chrétienne joua-t-elle ce rôle. (...) Marionnette de l'impérialisme, elle devint l'ennemi principal. Lorsque l'on nous demandait quel était le facteur qui entravait la possibilité d'une solution politique au Salvador, nous signalions toujours l'ingérence nord-américaine et sa composante intérieure : la démocratie chrétienne. Ce dernier facteur s'affaiblissant, les possibilités d'une solution politique deviennent réelles, parce que la confrontation interne met alors les deux camps directement face à face.

Maintenant, dans la mesure où, d'une part, la politique de l'administration Reagan s'est affaiblie et qu'est intervenu un changement d'administration aux Etats-Unis, et que, d'autre part, le pôle de la droite salvadorienne s'est recomposé intérieurement, l'ennemi principal change.

Avec notre proposition nous nous adressons au gouvernement nord-américain (...) Nous proposons d'entrer en contact direct avec lui pour parvenir à un accord politique. Il s'est alors produit un tournant interne : les opposants à l'éventualité d'un changement politique commencent à être l'armée et le parti ARENA, c'est-à-dire la droite oligarchique. (...) Il apparaît de plus en plus clairement que l'ennemi immédiat est le même que celui que nous avions en 1980.

Cette situation permet, non seulement de mieux définir l'ennemi immédiat, mais ouvre des possibilités nouvelles de pactes et d'alliances pour arriver à la démocratie réelle. Ces alliances peuvent inclure des secteurs de la Démocratie chrétienne et de l'entreprise privée, qui en seraient revenus d'une pseudo démocratisation qui n'amène que la dépendance, la guerre et la crise économique et sociale. La clé qui unit toutes ces forces c'est le programme pour la démocratie et la paix. ■



**Propos recueillis
par Marta Harnecker
Le 25 février 1989**



Les rapports soviéto-cubains

TRENTE ANS APRES la prise du pouvoir (voir *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989), l'inculpation de responsables militaires de haut rang impliqués, semble-t-il, dans le trafic de drogue, témoigne de l'ampleur de la crise au sein de l'appareil du Parti communiste cubain.

Les accords conclus avec l'Union soviétique, au lendemain de la visite de Gorbatchev, en avril dernier, mettent en évidence les difficultés économiques et l'impasse politique dans laquelle se trouve la direction castriste.

Janette HABEL



LES TRAVAUX des chercheurs spécialisés dans l'étude des échanges cubano-soviétiques (1) et les informations que la Banque nationale de Cuba doit obligatoirement fournir au Club de Paris dans le cadre de la renégociation de sa dette, permettent de faire le

bilan de 30 ans d'aide soviétique et de l'intégration de Cuba au Comecon (2). Ces études permettent également d'apprécier la diminution de l'aide depuis le début des années 80 et le prix payé pour l'adaptation imposée de l'économie cubaine aux besoins de "l'intégration socialiste", intégration qui s'est traduite par l'accent mis sur la production sucrière, les agrumes, l'exploitation du nickel et la pêche.

— en 1987, Cuba a payé (3) pour le pétrole le même prix qu'en 1986, alors que pour la même année, la Pologne et la Bulgarie ont bénéficié respectivement d'une baisse de 10,6 % et de 13,2 % pour la même année (Brezinski).

— en 1986, le prix du sucre payé par l'URSS a diminué de 10,9%.

— en ce qui concerne le nickel, les Cubains subissent de lourdes pertes liées à l'existence de contrats à long terme : la valeur des exportations n'a pas changé, bien que les prix du nickel sur le marché mondial aient considérablement augmenté ; Cuba avait déjà perdu, en 1979 et 1980, entre 32 et 37 millions de dollars sur ses ventes de nickel à l'URSS.

— en 1986, Cuba a payé 113% de plus pour le ciment que la Mongolie (en 1978, l'URSS avait déjà vendu des voitures à Cuba 32% plus cher qu'aux autres pays du Comecon, et le ciment 21% plus cher pour les mêmes années).

Comme le souligne Brezinski, "ces exemples montrent la difficulté d'estimer précisément la valeur des subventions soviétiques" ; il estime cependant à 1 628 millions de pesos le déficit commercial avec l'URSS en 1987, selon lui, déficit jamais atteint jusqu'alors. Quant au pétrole, dont les réexportations ont représenté entre 1983 et 1985, 500 millions en devises, ses revenus n'étaient que de 248 millions en 1986, et de 370 millions en 1987.

"Poubelle du sucre" et marchés contingentés

Le dernier accord signé entre les Soviétiques et les Cubains pour la période 1986-1990 est moins avantageux que les précédents. Le sucre est payé à 850 roubles la tonne, au lieu de 915 pendant les cinq premières années de la décennie : rappelons que les comparaisons ne doivent pas être faites avec le prix du marché mondial (la "poubelle" du sucre, selon l'expression de Fidel Castro), mais avec les prix payés dans le cadre des marchés contingentés qui représentent une part importante des transactions.

En dehors des pays de l'Est, ces marchés concernent les exportations de sucre des pays ACP (4) vers la Communauté économique européenne (CEE) et ceux des pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique vers les Etats-Unis. Les prix préférentiels accordés sont plus élevés que ceux du marché mondial, souvent égaux voire supérieurs à ceux payés par l'URSS à Cuba, mais les modalités de leur fixation ne sont jamais garanties, et surtout, les quotas d'importation accordés par les Etats-Unis ont baissé de façon importante ces dernières années, provoquant une baisse de ressources souvent dramatique pour les pays exportateurs, alors que Cuba bénéficie des garanties offertes par les

accords à long terme avec l'URSS. Enfin, les taux d'intérêt des crédits accordés sont plus élevés que par le passé. De la part des autres pays du Comecon, le bilan est beaucoup plus négatif. La Hongrie a supprimé ses crédits, ainsi que la Pologne et la Roumanie. La coopération la plus importante s'effectue aujourd'hui avec la République démocratique allemande (RDA), la Tchécoslovaquie, et la Bulgarie.

Depuis 1976, Cuba est partie prenante de la coordination des plans quinquennaux et de l'application des plans à long terme du Comecon. Dans ce cadre, sa spécialisation dans l'agriculture et la production de matières premières est maintenue : l'objectif prévu pour la récolte sucrière est de 12 millions de tonnes en 1990, et la production d'agrumes devraient atteindre 2,6 millions en 1990 (1,4 million de tonnes en 1985) (5). La production de nickel est stimulée mais les deux tiers de la production additionnelle devront être exportés vers les pays du Comecon qui ont aidé à la construction de nouvelles usines, en remboursement des prêts (les ventes au bloc soviétique auraient représenté 90% de la production ces dernières années, selon le *Financial Times* du 17 février 1989). Ce qui confirme que Cuba ne pourra pleinement profiter de l'importante augmentation des prix du nickel sur le marché mondial depuis 1987.

1) voir Turits, Brezinski, P.Gey, Mesa-Lago, etc.

2) Comecon ou CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle, créé en janvier 1949, dont sont membres l'URSS, la RDA, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, le Vietnam, la Mongolie et Cuba qui y a adhéré en 1972. D'autres pays, comme la Yougoslavie, le Nicaragua, le Yémen, l'Afghanistan, la Finlande, etc., y sont associés sous diverses formes, sans en être membres.

3) En réalité, il s'agit d'une estimation faite à partir des échanges entre produits importés et exportés dans le cadre des accords de compensation.

4) Pays ACP : 66 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique associés à la CEE par la Convention de Lomé.

5) Des crédits, dont certains en devises, ont été accordés pour effectuer les investissements nécessaires.



Il est vrai que, dans le cadre des accords à long terme, Cuba participe à certains plans de développement scientifiques et technologiques dans l'informatique, l'électronique, et la bio-technologie. Certaines réalisations sont impressionnantes (*Financial Times* du 17 février 1989), dans le domaine de la Santé où le développement d'un secteur bio-médical avancé donne la possibilité d'exporter des produits chimiques et pharmaceutiques, en particulier en Amérique latine, où Cuba cherche à occuper une place d'avant garde en matière de prévention sanitaire et d'interventions chirurgicales de haut niveau.

Mais si l'on examine le plan de développement technologique du Comecon jusqu'en l'an 2 000, qui englobe 93 ensembles et 930 sous-ensembles, Cuba ne participe qu'à 52 sous-ensembles dans l'énergie nucléaire, l'électronique (claviers d'ordinateurs) et la bio-technologie : Brezinski estime que la participation de Cuba est extrêmement limitée, en dépit des affirmations officielles selon lesquelles Cuba, comme les autres pays moins développés du Comecon, bénéficierait d'un traitement privilégié. La 44e session du Comecon, en juin 1988, et la conférence de Prague, en avril de la même année, ont indiqué que jusqu'à la fin de la période présente de cinq ans, Cuba pourrait bénéficier de tarifs préférentiels. Cependant, les économistes soviétiques se sont prononcés contre des "subsides" à Cuba dans les années 90, dans la mesure où ils ne permettraient pas "l'amélioration des performances de l'économie cubaine" (Brezinski). Dans tous les cas, un premier constat s'impose : Cuba reste largement cantonné dans son rôle de producteur/exportateur de matières premières et ce, sur le long terme.

Indépendamment des aléas de l'aide et des difficultés à évaluer son ampleur exacte, une deuxième remarque est nécessaire : l'URSS est le premier fournisseur de Cuba, mais outre le fait que les conditions financières de certaines importations ne sont pas toujours avantageuses, la qualité des biens d'équipements et des produits en provenance

de l'URSS est souvent mise en cause, et il n'est pas rare d'entendre des responsables cubains émettre l'idée que Cuba "bénéficierait" des plus mauvais produits soviétiques. En tout état de cause, il est indéniable que le gouvernement cubain préfère payer en devises et acheter aux pays à économie de marché, chaque fois qu'il a la possibilité financière de choisir ses fournisseurs (Mesa-Lago/Gil, *Documentation française*, décembre 1988), en dépit des limites des crédits occidentaux. Bien qu'il ne soit jamais officiel, et pour cause, le jugement est sévère à l'égard de l'aide soviétique qui, outre son caractère conditionnel, est considérée comme inadaptée à son développement économique. Les critiques cubaines peuvent être résumées ainsi :

Les critiques cubaines

— Les livraisons ne se font pas en fonction des besoins cubains, mais dépendent des priorités soviétiques.

— Les équipements et les machines sont souvent obsolètes et livrés avec un retard considérable : les énormes difficultés rencontrées dans les transports, à l'automne 1988, sont ainsi imputées au retard dans la livraison de pièces de rechange pour l'entretien des autobus de la part d'usines d'Europe de l'Est (*Le Monde diplomatique*, avril 1989).

Il est de notoriété publique que le fait que l'URSS n'ait pas tenu ses engagements a entraîné un arrêt de la production de nickel et un retard évalué à dix ans (*Financial Times*, Robert Graham, 17 février 1989).

— Certains équipements promis n'ont jamais été livrés : en 1979, les Soviétiques n'ont pas livré 40% des 500 000 tonnes de bois prévues ; en revanche, certains produits sont remplacés par d'autres qui sont inutilisables ; des engagements sont annulés sans avertissement préalable, ce qui oblige à des achats de dernière minute en devises, au coût le plus élevé.

— Au regard de leur efficacité, le coût de certains services est élevé ; il est particulièrement choquant que les techniciens soviétiques aient un salaire payé à 80% en devises fortes, sans compter la gratuité du logement, des transports, des soins médicaux et l'accès aux magasins spéciaux.

Le coût de l'aide doit intégrer tous ces facteurs. Quant aux données chiffrées, il est impossible de les établir avec exactitude : les Soviétiques déclarent aider à hauteur de 2,7 milliards de dollars par an, mais les estimations occidentales font état d'un montant de 4 milliards de dollars, et la dernière estimation du Département d'Etat américain, pour 1986, est de 6,8 milliards de dollars, dont 4,7 milliards sous forme de subsides aux achats de sucre et de nickel en échange de pétrole, 600 millions de dollars destinés à des projets spécifiques, et 1,5 milliards de dollars destinés à l'aide militaire (traditionnellement gratuite de la part de l'URSS).

Enfin s'ajoute un dernier élément, indépendant de la volonté des partenaires : l'importance des distances entre l'URSS et Cuba aboutit à des coûts de transport exorbitants. Le trajet des pétroliers soviétiques (un tous les deux jours au moins) est de 12 000 kilomètres environ, et représente 7% du coût total des importations de pétrole soviétique (Mesa-Lago décembre 1988). Des accords de livraison ont été conclus avec le Venezuela, mais ils ne portent que sur des quantités limitées. Lors d'une visite à Cuba, des producteurs de céréales américains considéraient que les Etats-Unis pourraient livrer des céréales à un prix inférieur de 30% à celui pratiqué par l'URSS.

Ces dernières indications posent évidemment le problème de l'embargo américain et de l'intérêt que représenterait pour Cuba sa suppression : c'est là un des éléments avancés par Gorbatchev lors de sa visite, et qui fait partie des négociations au sommet et des marchandages éventuels sur l'Amérique Centrale.

Les relations avec l'URSS : la carotte ou le bâton ?

La signature d'un Traité d'amitié et de coopération entre Cuba et l'URSS pour 25 ans, lors de la visite de Gorbatchev en avril 1989, est avant tout symbolique : face aux spéculations sur l'éventualité d'une rupture, il s'agissait de réaffirmer le maintien de rapports privilégiés entre les deux pays. Mais, bien que le Traité réaffirme la nécessité de "restructurer les relations économiques internationales sur des bases justes et démocratiques, afin d'éliminer l'échange inégal, et toutes les pratiques discriminatoires dans le commerce mondial" (...) "d'exclure des relations entre Etats la coercition économique à des fins politiques", et de "régler le grave problème de la dette extérieure qui accable l'écrasante majorité des pays du Tiers-monde" (*Granma* 16 avril 1989), la dette cubaine envers l'URSS n'a pas été annulée.

C'est un premier élément, d'autant plus significatif qu'il pouvait être l'occasion d'une annonce publicitaire à peu de frais, alors que son remboursement est quasiment exclu, et que cette décision aurait été un élément de prestige pour la diplomatie soviétique qui recherche un rapprochement économique avec l'Amérique latine. La probabilité d'une telle décision donna même lieu à un titre en première page de l'*Unità* (le quotidien du Parti communiste italien), le 4 avril 1989, prenant à la lettre le discours prononcé par Gorbatchev à l'ONU, le 7 décembre 1988, dans lequel il annonçait que l'URSS était "prête à instaurer un long moratoire, pouvant aller jusqu'à cent ans, sur le service de la dette des pays les moins développés, et dans certains cas, à l'annuler purement et simplement" (*Documentation française, Problèmes politiques et sociaux*, 31 mars 1989). Nul doute que la décision de non annulation

n'ait été mûrement réfléchi, elle résulte probablement de deux considérants : d'une part, la relativisation du Tiers-monde dans la politique extérieure soviétique, et la nécessité de ne pas déstabiliser ou gêner les gouvernements occidentaux dans la renégociation de la dette ; d'autre part, l'utilité d'un moyen de pression à l'égard de Cuba pour imposer en douceur des changements dans la politique économique ou, à tout le moins, "la recherche des formes les plus efficaces dans le cadre de l'interaction bilatérale" de la collaboration économique et commerciale et de "l'intégration économique et socialiste en accord avec les résolutions du CAEM" (Traité d'amitié, articles 2 et 4).

La pression soviétique

Tout ceci va de pair avec le fait que les accords préférentiels favorisant les pays en voie de développement, réclamés par le groupe des 77, et le "nouvel ordre économique international" préconisé par Fidel Castro aient été rejetés par le gouvernement soviétique au profit d'un engagement à supprimer les barrières commerciales, et qu'il ait refusé de consacrer 0,7% de son budget aux pays en voie de développement qui le lui demandaient (Mesa-Lago, *Courrier*, décembre 1988, p.70).

Le protocole d'échange commercial entre Cuba et l'URSS, pour l'année 1989, signé le 26 mars à Moscou (*Granma*, 2 avril 1989), prévoit la livraison par l'URSS à Cuba de combustible, de matières premières, de machines et d'équipements divers ; et la livraison par Cuba à l'URSS de plus de 4 millions de tonnes de sucre, d'agrumes frais ou en conserves, de nickel et de certains équipements nouveaux pour l'industrie électronique qui correspondent à la spécialisation récente de Cuba dans le CAEM : ces investissements sont prévus pour la fabrication de claviers d'ordinateurs et de circuits électroniques. Mais bien qu'une augmentation des échanges entre les deux partenaires soit prévue, les responsables soviétiques ont fait comprendre que l'aide actuelle et ses modalités ne pourraient continuer comme par le passé. Comme l'indique le commentaire elliptique du correspondant de *Granma* en URSS, "les négociations du protocole d'accord se sont déroulées dans le contexte du processus de restructuration et de réorganisation des organismes centraux de l'administration de l'Etat et des entreprises en URSS, ce qui a demandé beaucoup de travail, des efforts opiniâtres et beaucoup de flexibilité" (*Granma*, 2 avril 1989).

Tout indique que la pression soviétique va s'opérer de manière indirecte en utilisant les possibilités que lui offrent les nouvelles règles du jeu économique. Il faut prendre en considération que, depuis le 1er avril 1989, les entreprises soviétiques ont le droit de planifier et d'organiser leurs relations extérieures comme elles l'entendent, de coopérer libre-

ment avec d'autres entreprises et pays étrangers. Cette mesure "va modifier radicalement le commerce extérieur soviétique" comme l'a déclaré Alexandre Kachanov, vice-ministre soviétique des Relations commerciales (*El Pais*, 3 avril 1989). Comment n'affecterait-elle pas Cuba ? Le même fonctionnaire a d'ailleurs précisé que la coopération avec Cuba devrait s'adapter à cette nouvelle réalité : "Il faut changer les formes de la collaboration pour augmenter son efficacité" (*idem*).

Apparemment la 19e session de la Commission intergouvernementale soviéto-cubaine pour la collaboration scientifique et technique a été consacrée à la restructuration intégrale des mécanismes économiques de la collaboration. Présidée par Carlos Rafael Rodríguez, Vice-président du Conseil des ministres cubain, et Wladimir Kamentsev Vice-président du gouvernement soviétique, la Commission a adopté des mesures destinées à garantir la réalisation des accords conclus pour l'échange réciproque de marchandises et l'efficacité accrue des projets économiques réalisés avec l'aide de l'URSS. Selon Carlos

té et d'efficacité économiques, elle n'aura qu'à en assumer les conséquences : l'isolement et des difficultés sans commune mesure avec ce qu'elle a connu jusqu'alors. La "force irrésistible de la *perestroïka*", dont a parlé Gorbatchev, ne souffrira pas d'exceptions. Voilà pour le cadre général.

En ce qui concerne les échanges, en particulier pour le sucre, Kachanov a précisé que les livraisons actuelles de 4 millions de tonnes de sucre annuel, "représentaient un niveau optimum qui ne connaîtra peut-être qu'une légère augmentation dans l'avenir" (*Financial Times*, 12 avril 1989). Il s'agit d'une affirmation un peu sibylline, dont on ne sait si elle remet en cause les perspectives envisagées par le CAEM, ou si elle est liée à la volonté des Soviétiques de diversifier leurs importations, y compris avec d'autres producteurs latino-américains, comme ils ont commencé à le faire avec le Honduras ou avec la République Dominicaine en signant des contrats où le prix du sucre est inférieur à celui payé à Cuba (*The Economist*, 27 août 1988).

Les "maquiladoras"

Parmi les nouvelles formes de coopération préconisées par l'URSS, il en est une dont l'inspiration provient de l'expérience mexicaine/américaine : il s'agit des usines d'assemblage (les "maquiladoras") qui fleurissent le long de la frontière entre les deux pays. Avec ce nouveau système, les Soviétiques enverraient des matières premières pré-traitées à Cuba, pour qu'y soient fabriqués des vêtements et des chaussures qui seraient ensuite réexpédiés pour être vendus aux consommateurs soviétiques (*Miami Herald*, 23 avril 1989/*Latin American Monitor* mai 1989). Le but étant de stimuler les rapports directs avec les entreprises cubaines, désormais directement dépendantes de leurs homologues en URSS, afin d'améliorer leur rentabilité tout en utilisant une main-d'œuvre moins chère, et en améliorant la distribution des biens de consommation, perturbée par la crise qui sévit en URSS dans les entreprises soumises aux premières applications de la réforme.

Il est clair que ce type de collaboration rendra le fonctionnement des entreprises cubaines étroitement dépendant de la gestion soviétique, et qu'il restreindra la marge de manœuvre de la direction castriste pour s'opposer à la *perestroïka* : c'est, en tout cas, le souhait exprimé discrètement par les responsables soviétiques qui accompagnaient Gorbatchev lors de son dernier voyage (*Miami Herald*, 23 avril 1989).

La politique soviétique poursuit aussi un autre objectif : se servir de Cuba comme d'une porte d'entrée pour l'extension des échanges avec l'Amérique latine (un enjeu important pour la diplomatie de Gorbatchev), en utilisant Cuba pour pénétrer sur le marché latino-américain, y diffuser certains produits soviétiques en brisant les barrières lin-



Rafael, cette restructuration résulte de la *perestroïka* et du processus de rectification en cours à Cuba (*Granma* 28 mai 1989). Mais il semble acquis que les livraisons de pétrole — vitales pour Cuba, qui ne peut être à la merci des intérêts des entreprises soviétiques — feront l'objet d'accords particuliers et de garanties étatiques. Pour le reste, les Cubains ont commencé à faire l'expérience du nouveau système : selon un document cité par le *Miami Herald* (corroboré par les informations données par le déserteur Perez Cott, ex responsable du Comité d'Etat pour la technologie), les entreprises soviétiques donnent déjà la préférence aux livraisons destinées à des clients occidentaux qui payent en devises, au détriment de Cuba et ce malgré les accords conclus entre Etats.

Le message est assez clair : Cuba est bien entendu "libre" de décider de sa politique économique. Mais si elle n'embraye pas sur les exigences de rentabili-

guistiques et culturelles qui freinent les échanges avec le continent (Tim Coone, *Financial Times*, 12 avril 1989). Cette approche économique non idéologique, implique un tournant diplomatique — largement amorcé — de la politique cubaine, afin de favoriser cette entreprise : sur ce plan, il y a accord entre Castro et Gorbatchev. La spécialisation dans l'électronique, la bio-technologie, les secteurs de pointe dans la Santé, s'inscrivent dans ce cadre.

Des obstacles essentiels

Mais ce nouveau rôle dévolu à Cuba suppose des changements importants. Des obstacles essentiels s'y opposent : comme le souligne Brezinski, les prix des produits agricoles et des matières premières restent soumis à de nombreuses fluctuations et *"n'augmenteront pas aussi vite que les prix des produits industriels"*. Or, dans la mesure où *"la structure économique cubaine reste dépendante de la technologie soviétique, un changement vers la technologie occidentale reste extrêmement difficile sinon impossible"*. C'est une fois de plus le problème du blocus américain qui est posé. Cependant, tout confirme que Bush ne normalisera ses rapports avec Cuba qu'en échange d'un arrêt complet de l'aide en Amérique centrale, de son soutien au Nicaragua et au Salvador, et de l'isolement de la révolution : un prix très élevé pour la direction castriste.

Quant à Mesa-Lago et F.Gil, ils estiment que *"le faible niveau des prix mondiaux du sucre et du pétrole ne va certainement pas favoriser la croissance des exportations, tandis que les restrictions imposées à l'importation pour certains produits peuvent créer des goulots d'étranglement et entraîner une baisse de la production"*. Les résultats de l'année 1987 vont dans ce sens. Alors, si la politique actuelle de réduction des importations, d'augmentation des exportations, et d'amélioration de la productivité ne donne pas les résultats escomptés, les pressions sur l'économie cubaine risquent d'être considérables. Or les récents accords conclus avec Moscou n'inversent pas les tendances précédentes. C'est tout le bilan du développement économique cubain (et de son intégration économique au Comecon) qui est ainsi posé.

Pour développer une infrastructure industrielle, Cuba a pu — à la faveur des prix élevés du sucre au début des années 70 — importer des produits occidentaux et en utiliser la technologie. Les réexportations de pétrole soviétique ont ensuite pris la relève. Après la baisse des prix du sucre et la diminution des revenus pétroliers, le gouvernement a tenté de maintenir le même niveau d'importations grâce aux prêts occidentaux. Aujourd'hui, toutes ces ressources ont considérablement diminué (les négociations avec le Club de Paris, en mai 1989, n'ont donné aucun résultat), et le remboursement de la dette aspire les de-

vises disponibles : de juin 1987 à juin 1988, la dette envers les pays impérialistes a augmenté de 15,5%, elle est aujourd'hui de 6,4 milliards de dollars (*Financial Times*, 17 février 1989).

Malgré ces contraintes, les années 70 ont permis une certaine industrialisation, même si les bilans qui en sont tirés sont très différents. A. Zimbalist souligne les progrès très importants accomplis dans la mécanisation de la récolte sucrière, dont la coupe et le ramassage sont mécanisés aux deux tiers, ainsi que les progrès réalisés dans le traitement des dérivés du sucre. Selon le même auteur, Cuba a transformé sa base industrielle depuis les années 60 : les importations de produits manufacturés sont passées de 58,9%, en 1970, à 44,7%, en 1983. La construction d'une centrale nucléaire (dont la mise en service est prévue pour 1995) devrait réduire les importations de pétrole dans la prochaine décennie (mais Cuba continuera à dépendre de l'URSS pour les livraisons d'uranium enrichi). Il met également en valeur les progrès technologiques réalisés dans la Santé et la possibilité d'exporter des produits pharmaceutiques sophistiqués.

Brezinski, en revanche, souligne que malgré ces progrès en matière d'industrialisation, le sucre représentait encore 77,2% des exportations, en 1986, et il met en cause *"une stratégie fondée sur une croissance basée sur l'exportation de produits traditionnels de l'économie, alors que la substitution des importations n'a pas atteint les succès escomptés"*. Il note qu'en 1988, le commerce extérieur est encore caractérisé *"par le modèle typique des échanges entre pays industrialisés et pays en voie de développement"* et cette structure du commerce extérieur est encore aggravée par le manque de disponibilités financières en devises qui permettraient à Cuba d'importer davantage de l'Occident. Enfin, il estime que la compétitivité internationale de Cuba *"a diminué depuis son intégration au CAEM"*. Ces jugements recoupent ceux émis par Mesa-Lago et F.Gil, qui jugent que l'aide soviétique a contribué à entretenir des déséquilibres dans l'économie et des distorsions à long terme.

La fiabilité de Cuba

Si le développement de certains secteurs de pointe est reconnu, des doutes sont émis d'une part, quant à la fiabilité de Cuba comme fournisseur, *"alors que les ouvriers qui sont censés produire ces biens de qualité doivent passer une grande partie de leur temps à attendre l'autobus ou à faire la queue pour acheter des tomates"*, d'autre part, sur les perspectives d'exportation : car *"une chose est de produire des interférons, autre chose est de les vendre au reste du monde"* (*Financial Times*, Tim Coone, 17 février 1989).

En résumé, le développement économique autonome de Cuba apparaît

ainsi entravé par la dépendance extérieure, le désordre qui règne dans les entreprises et l'organisation de la production, les effets de la division du travail au sein du CAEM, et surtout les incertitudes qui pèsent sur le développement futur des relations économiques avec l'URSS, compte tenu des réformes en cours : contrairement à certaines analyses superficielles, ni la visite de Gorbatchev, ni les accords signés, n'ont dissipé les inquiétudes qui pèsent sur le devenir économique cubain.

La perestroïka derrière la porte ?

Trois ans après, les objectifs initiaux de la rectification proclamée par Fidel Castro semblent s'estomper. La direction cherche d'abord à gagner du temps.

La visite de Gorbatchev fut l'occasion pour Castro d'occuper le devant de la scène et de réaffirmer, au nom du principe de non ingérence, *"le droit de chaque pays à appliquer ses propres formules dans la construction du socialisme"*, en lançant un pavé dans la mare de son hôte : *"Si un pays socialiste veut construire le capitalisme, nous ne pouvons pas intervenir, de la même manière que nous exigeons que personne ne s'immisce dans la décision souveraine de n'importe quel pays capitaliste ou semi-capitaliste du monde développé ou du monde sous-développé de construire le socialisme"* (*Granma*, 16 avril 1989).

Au-delà des formules rhétoriques, les deux orateurs exprimèrent des conceptions différentes sur la paix, la dette, la défense, la construction du socialisme. Mais les discours de Fidel Castro contre *"les méthodes du capitalisme"* cèdent le pas aux dures réalités des accords avec les entreprises européennes ou japonaises (dans le cadre d'entreprises mixtes, non seulement pour le tourisme, mais également pour le textile, l'industrie alimentaire, les dérivés de la canne) qui disposent dans certains cas du contrôle de l'embauche, du droit de licencier, de fixer le niveau des salaires, parfois de rapatrier leurs profits (*Herald Tribune*, 12 janvier 1989).

Selon le mot d'un chroniqueur : *"La perestroïka est derrière la porte, mais personne n'ose le dire"*. Pour s'adapter à l'idiosyncrasie nationale, le Président de la Chambre de commerce cubaine, Julio G. Oliveras, appelle cela *"le socialisme du cha-cha-cha"* (*Newsweek*, 5 juin 1989), métaphore d'un rythme tropical où le socialisme se danse à deux... On s'oriente donc vers la coexistence de secteurs économiques gérés de façon très différente, ce qui était précisément dénoncé par Fidel Castro, au début du processus de rectification, comme source de divisions et d'inégalités.

Ce pragmatisme résulte en partie des contraintes qui échappent au contrôle de la direction fidéliste. Mais il témoigne aussi de l'absence de conception d'ensemble des rapports entre démocratie économique et sociale et démocratie po-

litique dans une économie de transition dans un pays sous-développé. Le contraste entre la gabegie profonde qui affecte l'organisation générale de l'économie, et le développement de certains secteurs de pointe, reflète bien l'incohérence et le caractère chaotique des politiques menées. "L'incapacité de la structure politique de répondre de manière adéquate face aux sévères contraintes économiques et aux échecs de la planification" (T.Coone, *Financial Times*, 17 février 1989) est au centre des dysfonctionnements économiques.

La combinaison du contrôle décisif exercé sur les grands choix économiques par Fidel Castro et ses hommes-lige, et du monopole du pouvoir détenu par le Parti communiste, ont pour effet de dissimuler les responsabilités, de masquer l'incompétence et la corruption, de favoriser les complicités bureaucratiques, ce que les cubains appellent le "socialismo" : le socialisme des "socios", des copains. Les ressorts politico-organisationnels susceptibles de corriger les dysfonctionnements sont inexistant, les mécanismes de contrôle sont dépourvus de tout pouvoir : les organisations de masse ne sont que des caisses de résonance et le poids politique des organes de pouvoir populaire, qui avaient suscité bien des espoirs, est nul, bien que leur activité gestionnaire soit réelle.

La "ratification des horreurs"

L'idée selon laquelle la paralysie bureaucratique pourrait être combattue par le volontarisme — et encore, par un volontarisme limité à quelques-uns — est de plus en plus battue en brèche, même si, à la différence de l'URSS, le régime peut encore compter sur le désintéressement et le dévouement de certains secteurs. Seule la confrontation des idées, des politiques, la transparence des responsabilités et des décisions, la mise en place de mécanismes de contrôle et la liberté de critique pourraient être efficaces contre l'opacité du système. A la différence de Castro, Gorbatchev a bien compris la place de la *glasnost* dans la restructuration économique.

D'ores et déjà, il est clair que la "rectification des erreurs" n'a pu corriger les tares du système. Le peuple cubain manifeste son scepticisme ironique à l'égard de ce qu'il a surnommé le processus de "ratification des horreurs". Les effets d'un discours combinant un radicalisme verbal, et les appels à l'effort — "il faut travailler dur, il faut travailler beaucoup" répète Castro (26 juillet 1988) — peuvent accroître le cynisme si rien d'autre ne change. Déjà une partie de la jeunesse concentre ses aspirations sur une promotion sociale aléatoire, car les débouchés ne correspondent pas toujours à la qualification acquise, et les postes de responsabilité dans tous les domaines sont encore occupés, dans le meilleur des cas, par les vétérans de la

guerre révolutionnaire, ou par des ralliés de la vingt-cinquième heure qui n'apportent pas toujours investis d'une authentique légitimité, ou encore, dans le pire des cas, par des gens qui sont impliqués dans des affaires de corruption voire dans le trafic de drogue, comme c'est le cas d'un des plus éminents responsables militaires en Angola : Arnaldo Ochoa, autrefois symbole de l'internationalisme (*Le Monde*, 19 juin 1989).

Le devenir idéologique et le maintien de la capacité de mobilisation de la nouvelle génération, ainsi que son adhésion au castrisme, sont vitaux pour l'avenir de la révolution. Pourtant, force est de constater que pour une partie de la jeunesse la motivation révolutionnaire est hésitante : cette démobilisation se nourrit du contraste entre la situation intérieure, où le manque de débat et de démocratie politique, ajouté aux gâchis économiques, ne correspondent pas à ses exigences, et le discours anti-impérialiste qui n'est plus aussi crédible, dans la mesure où l'ouverture diplomatique en Amérique latine en limite la portée. Cette politique est elle-même source de contradictions : elle renforce la nécessité d'une ouverture politique qui, malgré quelques concessions récentes, ne se manifeste toujours pas, alors que les échanges culturels avec le sous-continent se développent. Elle se heurte déjà, sur le plan de l'information, à l'existence d'une radio émise depuis Miami qui donne aux Cubains toutes les informations que leur presse ne fournit pas — par exemple, les événements de Chine furent à peine mentionnés pendant les premières semaines (6) — et bientôt, semble-t-il, à une chaîne de télévision qui émettrait aussi depuis la Floride.

Ouverture diplomatique

Sur le plan diplomatique et commercial, la recherche d'appuis en Amérique latine risque de compromettre l'appui traditionnel des organisations révolutionnaires au castrisme, comme le montrent les remous suscités par les récentes visites de Castro au Mexique ou au Venezuela. Comme l'a déclaré Lazaro Cardenas, l'un des principaux dirigeants de l'opposition mexicaine : "Ils [Fidel Castro et Daniel Ortega] ont leurs raisons pour participer [à la cérémonie d'investiture de Salinas de Gortari (7)]. Mais il y aura un prix à payer" (*Nacra*, mars 1989). Or, après les émeutes vénézuéliennes et argentines, le développement d'échanges commerciaux stables est aléatoire. En somme, Castro risque de cumuler les contradictions et de perdre sur plusieurs tableaux : sur le plan intérieur, en ne prenant pas l'initiative d'une *glasnost* inévitable ; sur le plan extérieur, en perdant des appuis précieux sans véritable contre-partie. Les effets néfastes de la confusion des rôles entre Parti et Etat, et de leur symbiose en un seul dirigeant sont ainsi mis en évidence. Là aussi la transparence est à l'ordre du jour.



"Conflits régionaux" et coexistence pacifique

La nouvelle donne soviétique va stimuler en Amérique latine, comme ailleurs, une redistribution des cartes tant sur le plan diplomatique, que dans les rangs de la gauche traditionnelle et des mouvements révolutionnaires, dont on ne peut encore prévoir les effets. Pour les pays du Tiers-monde, les premiers règlements des "conflits régionaux" ne peuvent que susciter l'inquiétude : les accords intervenus en Afrique Australe pour le retrait des troupes cubaines d'Angola, en vue de permettre l'accession à l'indépendance de la Namibie, n'impliquent nullement l'arrêt de l'aide américaine à l'Unita de Savimbi (8). Les conditions dans lesquelles des guérilleros de la SWAPO (9) ont été massacrés lors de leur retour à la frontière de leur pays, par des troupes sud-africaines qui ont pu agir dans l'impunité, laisse mal augurer des conditions dans lesquelles devrait se réaliser l'indépendance et la tenue d'élections censées se dérouler de façon "libre et démocratique".

Selon les accords de Cahama (Angola), signés le 19 mai 1989, par les Sud-Africains, les Angolais et les Cubains, "les éléments armés de la SWAPO étaient confinés dans leurs bases au nord du 16^e parallèle", ce à quoi l'Angola et Cuba sont chargés de veiller. Toujours selon ces accords, "conformément à la résolution 435 de l'ONU, la police namibienne continuera d'assumer son rôle primordial qui est d'assurer le maintien de l'ordre" et de s'efforcer "de mettre à jour les caches d'armes laissées en Na-

6) L'année dernière, le commerce entre la Chine et Cuba a augmenté de 400 millions de dollars. Il s'agit presque exclusivement d'exportations de Cuba vers la Chine, de sucre, de nickel et d'autres produits. En janvier 1989, le renforcement des liens entre les pays a été confirmé par la visite du ministre chinois du Commerce extérieur, Hu Ping, à La Havane et la visite en Chine du ministre cubain des Affaires étrangères, Isidoro Malmierca.

7) Salinas de Gortari a été élu Président de la république du Mexique, en juillet 1988, grâce à une fraude massive (voir *Inprecor* numéro 271 du 5 septembre 1988).

8) Voir dans *Inprecor* numéro 282, du 20 février 1989, "Angola : l'accord tripartite".

L'UNITA, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, mouvement fondé, en 1964, par Jonas Savimbi. Il combat le gouvernement angolais avec le soutien de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis.

9) SWAPO, South West Africa People's Organisation (Organisation du peuple d'Afrique du Sud-Ouest), fondé en 1960, par Sam Nujoma, organisation de guérilla nationaliste qui se bat pour l'indépendance de la Namibie.

mibie" par les maquisards de la SWAPO refoulés vers l'Angola (*Le Monde*, 21/22 mai 1989). Ainsi, voici un pays qui accède — après 74 ans d'occupation par l'Afrique du Sud — à l'indépendance, mais dont les combattants qui ont lutté pour leur libération nationale doivent rentrer désarmés dans leur pays, et doivent se soumettre aux diktats de la puissance coloniale. Cet exemple de règlement de conflit régional et de "réconciliation nationale" va sans doute faire réfléchir les mouvements révolutionnaires engagés dans une lutte de libération.

C'est sans doute pourquoi, bien que signataire des accords, le gouvernement cubain a fortement critiqué les décisions prises par les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU (dont l'URSS), de diminuer — dans une proportion de 40% — les troupes des Nations-Unies qui doivent garantir l'application de la résolution 435 et l'accession de la Namibie à la souveraineté. La presse cubaine met en évidence le rôle joué par l'armée et la police de Pretoria, ainsi que les craintes de la SWAPO d'une répression massive afin d'empêcher que ce mouvement n'obtienne, lors des élections, les deux tiers des suffrages nécessaires à l'abolition des lois discriminatoires, héritage de la domination coloniale sud-africaine.

La colère de Castro

Fidel Castro ne peut se leurrer : malgré la victoire militaire remportée par les troupes cubaines sur l'armée sud-africaine à Cuito Carnavale, les accords politiques intervenus en Afrique ne constituent pas un succès. Le dirigeant cubain avait, dans le passé, lié le départ des troupes cubaines à la fin de l'apartheid : ses griefs expliquent sans doute pourquoi il avait mis en cause de façon très violente, en février 1989, les membres du Conseil de sécurité (dont l'URSS) "qui ont agi dans l'union la plus étroite, groupe qui jouit du privilège du droit de veto" et en rappelant aux membres permanents "la grande responsabilité qui leur incomberait si les racistes pouvaient réussir à empêcher l'auto-détermination et le libre choix du peuple namibien" (*Granma*, 12 février 1989).

Ces avertissements devaient être renouvelés lors de la visite de Gorbatchev en Avril : alors que ce dernier allait se prononcer dans le discours qui allait suivre, "contre toute théorie ou doctrine tendant à justifier l'exportation de la révolution ou de la contre-révolution et contre toutes les formes d'ingérence étrangères dans les affaires des Etats" (*Granma*, 16 avril 1989) — la référence à l'exportation de la révolution ne pouvant qu'exaspérer ses interlocuteurs, sur un continent où la contre-révolution exportée n'a cessé d'écraser les révolutions autochtones — Fidel Castro prit les devants pour contre-attaquer, provoquant la sortie du représentant américain de l'Assemblée nationale populaire. Citant l'exemple de l'Afghanistan où "les Etats-

Unis se réservent le droit de continuer à fournir des armes aux forces afghanes de l'opposition et de la contre-révolution" malgré le retrait des troupes soviétiques, celui du Sud Ouest africain "où les Etats-Unis se réservent le droit de fournir des armes à l'Unita"; celui du Nicaragua, où les Etats-Unis "se réservent le droit d'entretenir la contre-révolution organisée en territoire hondurien en tant qu'instrument de pression sur le gouvernement et le peuple du Nicaragua" (*Granma*, 16 avril 1989), il devait répondre à la lettre à la fausse symétrie établie par le discours de Gorbatchev entre révolution et contre-révolution et "exiger l'annulation de cette théorie et de cette doctrine — termes exacts employés par le leader soviétique — en vertu de laquelle les Etats-Unis s'arrogent le droit d'aider les forces irrégulières contre les gouvernements constitués en leur fournissant des armes" : un éclairage tout à fait différent du règlement des "conflits régionaux".

On comprend dans ces conditions, que le parallèle établi par l'Ambassadeur soviétique entre le règlement négocié en Afrique australe et celui auquel il faudrait parvenir en Amérique centrale, soit très inquiétant. Iouri Petrov avait en effet déclaré : "Pour résoudre le conflit en Amérique centrale, il faut recourir à la même approche qu'en Afrique australe. De la même manière que nous avons collaboré avec les Etats-Unis dans le cas de l'Angola et de la Namibie, il faut que des pays tiers jouent le rôle de médiateurs dans le cas du Nicaragua et du Salvador" (*Le Monde*, 7 avril 1989). Or, non seulement la nature des Etats, mais également celle des organisations concernées diffèrent profondément (comment mettre sur le même plan le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et la SWAPO d'une part, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) d'autre part ?), mais les rapports de forces sur le terrain ne sont pas comparables. D'où l'indignation que cette comparaison aberrante a pu susciter.

Les diktats américains

Les conditions d'une solution de la crise centro-américaine ont été clairement définies par le gouvernement américain : la région ne présentant pas, selon lui, d'intérêt stratégique pour l'URSS — à la différence des Etats-Unis — cette dernière se doit de respecter les zones d'influence autrefois définies par la doctrine Monroe. Il ne saurait donc être question d'un arrêt bilatéral des interventions militaires comme Gorbatchev l'avait proposé, mais d'un arrêt unilatéral : l'interruption par l'URSS de ses livraisons d'armes au Nicaragua "n'est donc pas suffisante". Comme l'a déclaré, à Washington, Oscar Arias, Président du Costa Rica, en répercutant les déclarations maintes fois répétées de James Baker, il s'agit d'arrêter les livrai-

sons d'armes de Cuba au Salvador (*El País*, 6 avril 1989), voire même de faire pression sur l'URSS pour qu'elle diminue son aide à Cuba (*Newsweek*, 5 décembre 1988).

Pour Cuba, "la paix est une monnaie à deux faces complémentaires : la réduction de la menace nucléaire globale et le règlement juste des conflits régionaux" (Rafael Hernandez, *Granma*, 26 février 1989). Outre leurs différences d'approche de la coexistence pacifique, l'URSS et Cuba ont, en ce qui concerne l'Amérique centrale, des intérêts d'Etat très divergents. Ce qui n'est pour l'URSS qu'un problème de deuxième ordre, représente un enjeu majeur pour la révolution cubaine qui traverse une passe très dangereuse. Dans un contexte de crise économique et politique, dont témoignent les accusations de corruption au plus haut de la hiérarchie et les limogeages dans l'appareil, des pressions s'exercent de tous bords : de la part de l'URSS ; des Etats-Unis qui conditionnent l'abandon du blocus économique à un changement de cap dans la région ; de la part des bourgeoisies latino-américaines ; des bourgeoisies européennes qui, pour renégocier la dette dans le cadre du Club de Paris, exigent des contre-parties économiques et politiques. Dans cette partie de bras de fer, les rapports de forces régionaux sont décisifs ; l'issue des conflits en Amérique centrale aura une influence capitale sur l'évolution de la situation intérieure à Cuba.

Relever le défi

L'offensive de Gorbatchev a mis la direction castriste sur la défensive et favorisé la défiance du mouvement ouvrier international envers Cuba. L'ambiguïté plane sur les liens possibles de Castro avec Ligatchev et les conservateurs des différents partis communistes : la présence simultanée à La Havane, des représentants des PC tchèque, est-allemand, portugais et français a pu y faire penser. Toutefois, il ne semble pas qu'un tel rapprochement puisse se cristalliser (sauf renversement des rapports de forces en URSS même), car Castro a trop besoin de l'aide soviétique.

Par ailleurs, la défense du marxisme-léninisme que Fidel Castro voudrait incarner, ne peut être efficace et crédible qu'en relevant le gant lancé par Gorbatchev. La dénonciation des méfaits des réformes marchandes ou d'une conception de paix qui se ferait sur le dos des peuples opprimés y gagnerait en popularité. Le "non à la *perestroïka*, oui à la *glasnost*" est la seule réponse à ceux qui, dans le mouvement ouvrier international et à Cuba, ne voient de salut démocratique que dans les réformes marchandes. Ce serait aussi l'ossature d'une offensive véritablement internationaliste qui populariserait l'influence de la révolution cubaine. ■

26 Juin 1989

La politique centro-américaine de Bush

LE CONGRES DES ETATS-UNIS a approuvé, le 13 avril, un renouvellement de l'aide "humanitaire" pour la Contra, pour un montant de 66,6 millions de dollars.

Paradoxalement, avec ce vote se clos un chapitre de la politique extérieure nord-américaine qui a duré pendant les huit longues années de l'administration Reagan. L'objectif était la défaite de la révolution sandiniste à travers la pression militaire de la Contra et l'isolement diplomatique international, tandis qu'on essayait de créer les conditions nécessaires, aux Etats-Unis mêmes, à une éventuelle intervention militaire directe, en dépassant le "syndrome vietnamien".

La nouvelle administration de Bush cherche maintenant à recouvrer son hégémonie politique et militaire dans la région, à briser le régime sandiniste et à retourner la situation en sa faveur par la "contre-révolution démocratique". C'est cela, et pas autre chose, qui se cache derrière son appui au plan de paix centro-américain. Parce que même la vieille politique "de la carotte et du bâton", rebaptisée par la formule plus subtile de "stimulants et pénalisations", continue à considérer l'Amérique centrale comme un mulet qui ne doit pas changer de maître.

G. BUSTER



Depuis la défaite de Somoza, en juillet 1979, par la révolution sandiniste, l'axe de la politique de l'administration Reagan pour l'Amérique centrale, région qui mérite moins de 2% des investissements et du commerce extérieur nord-américain, a été de définir le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et ensuite, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) comme une menace stratégique pour la sécurité des Etats-Unis. Cette menace stratégique se concrétise dans les processus révolutionnaires qui bafouent l'hégémonie nord-américaine dans leur "arrière-cour" et dans la possibilité que cela ne crée une présence militaire soviétique qui, comme dans le cas de la crise des missiles en 1962, pourrait avoir des conséquences sur l'équilibre militaire nucléaire.

Au début de la campagne électorale qui allait conduire à la seconde victoire de Reagan, seuls 37% des nord-Américains savaient quelque chose du Nicaragua, et seulement 17% d'entre eux soutenaient l'aide à la Contra. Presque les trois quarts des personnes interrogées craignaient que cette politique ne conduise à une intervention militaire directe des Etats-Unis dans cette zone.

L'écueil de la Contragate

Minoritaire dans le pays, la politique centro-américaine de l'administration Reagan dut se faire clandestine, et créer, pour pouvoir être appliquée, toute une structure parallèle qui fut révélée par le scandale du Contragate et le jugement contre Oliver North. Trompé et effrayé, le Congrès continua à voter de nouvelles "aides humanitaires" pour la Contra, soumis au chantage de l'administration Reagan selon laquelle les dangers stratégiques inconnus du sandinisme menacent la sécurité des Etats-Unis, avec comme preuves manifestes, selon ce schéma, le voyage d'Ortega à Moscou, en juin 1985.

La vérité c'est que huit ans après, le bilan de cette politique ne pourrait être plus décourageant : la Contra n'est jamais parvenue à représenter un danger militaire réel pour le Nicaragua ; le scandale du Contragate a achevé la crédibili-

té qui restait à l'administration Reagan, et a ajouté un nouveau syndrome à celui bien connu concernant le Vietnam, avec fois avec une virulence toute spéciale. Ce bilan a surtout convaincu les oligarchies centro-américaines que les Etats-Unis n'étaient pas capables d'en finir directement avec le danger de la révolution, comme dans un passé proche. Ils ont alors été obligés de gérer la crise en accord avec leurs intérêts, en recherchant un accommodement avec le sandinisme, leur permettant d'éviter le danger de la régionalisation et de mener une politique de contre-insurrection locale sous la façade d'une "contre-révolution démocratique". C'est dans le vide laissé par l'échec de la politique Reagan que se sont développées les formes successives du Plan de paix centro-américain.

Bush dans le labyrinthe

La campagne électorale de 1988 a de nouveau gelé la capacité d'initiative politique nord-américaine en Amérique latine. Comme lors de celle de 1983, les deux candidats, conseillés par leurs équipes respectives, ont sans cesse fait obstacle à ce que ce thème soit abordé. Et cela pour des motifs différents. Bush, ainsi que tout le monde le savait, avait été mêlé jusqu'au cou dans l'affaire Contragate. Les communiqués, au cours de sa campagne, se sont limités à défendre la recherche de la paix, "mais pas à n'importe quel prix", à lancer un appel à la collaboration avec les démocraties latino-américaines, à dénoncer le sandinisme comme une nouvelle incarnation du marxisme-léninisme et à exprimer la solidarité avec la Contra, sans écarter la nécessité d'une aide militaire. Dukakis, candidat démocrate à la présidence, a promis, pour sa part, d'en finir avec l'aide à la Contra, d'appuyer les accords d'Esquipulas II (1) et d'initier une nouvelle étape des relations avec l'Amérique latine, en convoquant une "conférence hémisphérique". Mais la dernière partie de sa campagne fut une fuite en avant, face aux accusations de libéralisme que lui avait lancées Bush.

Conscients de l'échec total de la politique Reagan, d'une part, et de l'autre, du vide impliqué par la transition entre administrations aux Etats-Unis, aggravé aujourd'hui par la nécessité de négocier une base bi-partiste pour la nouvelle politique, les cinq présidents centro-américains ont décidé de profiter de la situation pour ressusciter Esquipulas II. La marge d'autonomie apparue leur a permis de concrétiser un plan de paix sur base de ces accords d'août 1987, qui,

1) Accords d'Esquipulas II : signés les 7-8 août 1987 par les cinq présidents d'Amérique centrale (Nicaragua, El Salvador, Honduras, Guatemala, Costa Rica), ces accords posaient le principe de la légitimité des gouvernements actuels et l'illégitimité des forces irrégulières. Ils prévoyaient, dans tous les pays concernés, un arrêt de l'aide militaire aux forces insurgées un processus de réconciliation nationale et le rétablissement du pluralisme et d'une totale liberté d'expression. L'ensemble étant indissociable, avec des échéances précises, et des procédures de vérification. Voir *Inprecor* numéro 250 du 5 octobre 1987, et voir la déclaration du FMLN sur Esquipulas II, dans *Inprecor* 249 du 21 septembre 1987.

dans le pire des cas, pourraient servir à renégocier, à partir d'une position de force, leur place dans la politique de Washington. Ne pas le faire, impliquait le danger que les élections prévues au Salvador, au Guatemala et au Honduras, en 1989 et en 1990, ne désarticulent le réseau de relations personnelles entre les présidents (établi au cours du complexe processus de négociation d'Esquipulas) et que l'on passe à une étape de pressions bilatérales des Etats-Unis sur chacun de ces pays, ce qui radicaliserait la situation interne et obligerait les oligarchies locales à assurer, avant toutes choses, leur rapport de forces national. De plus, le problème des réfugiés et des restes de la Contra pouvait faire peser de nouvelles charges économiques et multiplier les foyers de déstabilisation.

L'occasion se présenta à la fin novembre de l'an dernier, au moment de l'accession au pouvoir du nouveau président du Mexique, Salinas de Gortari. Un mois auparavant, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, Lopez Contreras, ministre des Affaires étrangères du Honduras, avait proposé la création d'une force de paix internationale qui désarmerait et rapatrierait ou redéploierait la Contra, hors de son pays. L'initiative, venant du pays de la région le plus compromis avec la politique de Reagan, était un signe de la peur des oligarchies locales. Le 30 novembre, avec l'accord général des cinq présidents, les ministres des Affaires étrangères centro-américains ont envoyé une lettre au Secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, pour lui demander de coordonner la création d'un mécanisme de vérification des points liés à la sécurité et à la non-ingérence, requis à Esquipulas.

Les accords de Playa del Tesoro

Le troisième front fut celui de la convocation même du sommet des présidents latino-américains, soumettant chacun d'entre eux à des pressions internes de tout genre, et l'ensemble à celles des Etats-Unis. Finalement elle eut lieu les 13 et 14 février 1989, à Playa del Tesoro, au Salvador, avec un message de soutien de la Communauté économique européenne (CEE) et grâce aux actions de médiation du Groupe des huit à Caracas (2), à l'occasion de l'accession au pouvoir de Carlos Andres Perez, le nouveau président vénézuélien.

Les Accords de Playa del Tesoro constituent la base politique réclamée par Perez de Cuellar. D'une part, ils conservent les compromis politiques de démocratisation interne des accords d'Esquipulas II (en général interprétés de façon unilatérale comme s'ils ne concernaient que le Nicaragua) qui prévoient la tenue d'élections en février 1990 et l'ouverture de négociations avec l'opposition civile pour réformer la loi électorale, alors que Duarte, au Salvador, avait imposé comme condition de son appui à ce sommet qu'il ne soit pas publiquement

fait mention de la proposition du FMLN (voir page 15, l'interview de Villalobos) ; et d'autre part, un délai de 90 jours était fixé pour qu'une commission technique élabore un plan de fonctionnement de la Commission de vérification, de démobilisation et de déplacement de la Contra stationnée au Honduras.

L'amplitude et la profondeur atteintes par les accords surprisent l'administration Bush. Mais la poussée diplomatique du moment fut maintenue avec le soutien de la CEE et du Groupe des huit, lors de la réunion de San Pedro de Sula, le 27 février. Appui qui s'est chiffré par une injection financière d'une valeur de 420 millions de dollars en nourriture, développement du réseau de commerce interrégional et recapitalisation de la Banque centro-américaine.

Le sort de la Contra

La première réaction nord-américaine aux accords de Playa del Tesoro, après des semaines d'accusations quotidiennes de la presse, soulignant la passivité et les tergiversations, s'exprima selon trois courants d'opinion. Le premier pensait qu'il fallait faire pression sur le Honduras pour qu'en aucun cas il ne démobilise la Contra et qu'il la maintienne dans ses bases. Toute installation massive des éléments de la Contra aux Etats-Unis mêmes étant écartée, parfois avec des arguments racistes, les graves difficultés rencontrées pour la déplacer dans d'autres pays de la région ne laissaient pas à Washington d'autre alternative que le rapatriement au Nicaragua (il s'agit, naturellement, de la base paysanne de la Contra, pas de ses dirigeants qui jouissent déjà, depuis un certain temps, des bienfaits du climat de Miami). Malgré la vente des armes au marché noir (qui profite au FMLN et dans une moindre mesure au trafic de drogue) et du danger social que la Contra représente pour le Honduras, les envoyés de Baker (Busby et Kimmitt) se précipitèrent à Tegucigalpa pour imposer au Président Azcona le maintien de la Contra, alléguant que c'était le seul moyen de pression effectif qu'on puisse exercer sur le FSLN pour qu'il tienne sa promesse d'élections en février 1990.

La deuxième idée fut de mettre en doute l'efficacité de la Commission de vérification qui veille au respect des accords, sous prétexte que selon le plan technique, elle manquait des moyens suffisants pour surveiller toutes les frontières et qu'elle ne servait que de couverture diplomatique pour l'aide nicaraguayenne au FMLN qui était en train de se réarmer — aux dires de la CIA — avec tout un arsenal de AK47 soviétiques (et non chinois comme ceux que les Etats-Unis fournissent à la Contra). Washington exigeait d'être au courant des négociations du plan technique, que soient élargis les effectifs assignés et qu'ils assurent non seulement le contrôle du Golfe de Fonseca, mais aussi celui des eaux territoriales d'El Salvador.

Le troisième courant pensait qu'il fallait réitérer l'idée qu'il n'y avait pas de négociations directes des Etats-Unis avec le Nicaragua à travers les accords. Qu'en revanche, Managua devait négocier non seulement avec l'opposition civile, mais avec la Contra. Cuba était également écarté du chemin, et son rôle dans cette zone devait être directement négocié avec l'URSS, dans le calendrier du règlement des conflits régionaux.

Conservant quelques-uns de ces éléments, la première réaction ouvrit cependant la voie à une redéfinition globale urgente de la politique nord-américaine en Amérique centrale, qui passa en ordre de priorité devant les négociations stratégiques avec l'Union soviétique. Le moment était venu de négocier avec le Congrès des Etats-Unis l'accord bi-partite qui avait été offert à Bush, trois jours après sa victoire électorale, par le leader du parti démocrate Jim Wright.

Pendant tout le mois de mars, Baker et Aronson ont eu des entretiens avec tous les sénateurs et représentants qui pouvaient s'intéresser de près ou de loin à l'Amérique centrale. La dernière de ces réunions a eu lieu le 24 mars, à la Maison Blanche, entre le président Bush et les dirigeants démocrates et républicains du Congrès et l'accord a été annoncé au cours de la même matinée. Les points essentiels sont les suivants :

L'accord bi-partite

1 — Les Etats-Unis appuient les efforts de paix et de démocratisation d'Esquipulas II ;

2 — En ce qui concerne le Nicaragua, les Etats-Unis feront pression sur le gouvernement sandiniste, avec des moyens diplomatiques et économiques, mais non militaires, pour qu'il tienne ses promesses de démocratisation et mette fin à son aide au FMLN (Baker s'est engagé par écrit, devant le Congrès, à ce que la Contra n'engage aucune opération militaire jusqu'à février 1990) ;

3 — La Contra recevra une aide humanitaire d'une valeur de 66,6 millions de dollars (le double de la somme antérieure) jusqu'en février 1990, mais sa prolongation après le 30 novembre serait soumise à l'appréciation unanime des leaders du Congrès ;

4 — Le rapatriement ou le déplacement de la Contra doit être volontaire, une fois qu'existeront des conditions de sécurité et de démocratie, bien que soit laissée ouverte la possibilité que les fonds d'aide soient utilisés pour financer le retour au Nicaragua des *contras* qui feraient ce choix à titre individuel ;

5 — La responsabilité de l'application de cette politique et de la définition des intérêts nationaux incombe à l'exécutif qui doit établir un calendrier de l'accom-

2) Le groupe des huit : D'une part le Mexique, la Colombie, le Venezuela, et le Panama, dont les dirigeants ont présenté, en septembre 1984, l'Acte de Contadora, qui est le premier plan pour une solution globale de la crise centro-américaine ; et d'autre part, le Brésil, l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay, qui composent le Groupe d'appui de Lima, qui soutient l'Acte de Contadora.

plissement des engagements pris par les sandinistes qui, après évaluation par Washington, donnera lieu à récompense ou à châtement, pieusement dénommés "stimulation et dissuasion".

Ce mécanisme de pressions et de harcèlement permanents à l'encontre de Managua, pour lequel on réclame la collaboration des alliés latino-américains et européens, est rapidement apparu comme n'étant pas une ouverture vers la politique défendue par les démocrates libéraux du Congrès, mais comme la limite des concessions que l'exécutif républicain est prêt à faire. La première "preuve" serait donnée le 25 avril, date à laquelle coïncident la réévaluation présidentielle du décret de blocus contre le Nicaragua, l'annonce de l'approbation de la nouvelle loi électorale nicaraguayenne et le début prévu de la visite d'Ortega en Europe, à la recherche d'un appui politique et économique. Pour "passer" l'épreuve, le FSLN devait négocier la loi électorale avec l'opposition civile.

Une mauvaise foi évidente

C'est ainsi qu'a débuté tout un enchaînement de petits mouvements tactiques d'usure de la part des nord-Américains qui, à prolonger leur logique en une formule stratégique cohérente, pourraient finir par remettre en question la promesse de l'administration Bush de respecter les accords d'Esquipulas II. Parce que, pour Washington, les élections de février 1990 n'ont de sens que si les sandinistes les perdent, ou, moindre mal, si elles servent au moins à les affaiblir suffisamment pour que leur hégémonie politique soit remise en question au Nicaragua.

L'opposition civile nicaraguayenne, le "Groupe des 14" entreprit une campagne de pétitions pour modifier le projet de loi électorale, élevant la barre à chaque nouvelle concession des sandinistes. Mais le 22 avril, deux jours avant que ne soit approuvée la loi électorale la plus démocratique d'Amérique centrale, Bush, prétextant que les sandinistes ne cédaient pas assez, à son gré, aux exigences de l'opposition civile, réinstaura le blocus.

Il faut en expliciter les raisons pour souligner une fois de plus la partialité de l'impérialisme :

a) *"Le conseil électoral serait sous le contrôle sandiniste"*. Ortega s'est chargé d'expliquer, avant de partir pour l'Europe, que sa composition serait de deux sandinistes, deux représentants de l'opposition et un "homme de bonne volonté" choisi au consensus. Lors des élections "démocratiques" du Salvador, seule l'ARENA était représentée au conseil électoral, ce qui, apparemment, est passé inaperçu de Washington.

b) *"Les "exilés" ne pourraient pas voter en dehors du Nicaragua"*. Aucune

loi électorale centro-américaine ne le permet et, en tout cas la tradition la plus libérale, requise à Esquipulas, a été d'accorder l'amnistie avant le processus électoral.

c) *"Le financement étranger"*. Finalement, le FSLN a accepté que l'impérialisme puisse financer ses représentants, mais en réservant 50% des sommes allouées pour qu'elles soient équitablement redistribuées par le conseil électoral. Apparemment, cela diminue la démocratie électorale, mais seulement au Nicaragua, car aux Etats-Unis mêmes, la loi sur le financement des partis interdit de façon formelle tout apport étranger.

d) *"Manque de liberté de la presse"*. Ortega a aussi expliqué que les canaux de télévision nationaux réserveraient

nales, sous forme de soutien économique qui s'est chiffré, cette année, à 250 millions de dollars (contre 66,6 à la Contra), est indispensable pour amortir le coût social de la politique d'austérité, et reconstruire les bases économiques du pays après la guerre. C'est pourquoi, le gouvernement social-démocrate de Suède a convoqué une conférence à Stockholm, pour coordonner l'aide, ce qui sera décisif pour l'avenir du Nicaragua. Pour l'opposition civile, seul le financement et le leadership politique de Washington peuvent l'aider dans sa tâche d'essayer de se créer une base sociale à partir du mécontentement de secteurs populaires, à cause de la misère créée par le blocus et la guerre, offrant les "carottes" de l'impérialisme.

Si les "stimulants" que peut offrir Washington apparaissent comme des fruits empoisonnés, et seront toujours subordonnés à l'affaiblissement du FSLN (levée partielle du blocus, normalisation du fonctionnement des ambassades respectives, etc.), les "pénalisations" paraissent ne posséder qu'une efficacité douteuse, une fois que s'est révélé pratiquement impossible la résurrection militaire de la Contra. Elles pourraient se concrétiser uniquement par l'isolement international du Nicaragua, mais après la visite d'Ortega en Europe, Washington doit faire face au manque de crédibilité de sa politique centro-américaine aux yeux de ses propres alliés occidentaux. Et cela diminue ses moyens de pression en Amérique latine sur le Venezuela et le Mexique.

Négocier avec l'URSS

Bush est arrivé à la Maison Blanche avec une politique extérieure nord-américaine débordée par les initiatives de paix soviétiques. Avec lui est revenu, dans une bonne mesure, l'équipe de stratèges formés du temps de Kissinger (Scowcroft, Eagleburger), qui sont convaincus de la nécessité de renégocier globalement avec l'Union soviétique les zones d'influence respectives. Mais pour ce faire, le premier pas a été d'amoindrir l'impact de l'offensive diplomatique de Gorbatchev, et donc, sa crédibilité en Europe. C'est la raison, en dernier ressort, de la large "révision" stratégique nord-américaine.

Mais en même temps, l'expérience faite par Washington c'est qu'au cours des dernières années, le rapport de forces lui a été plus favorable dans la négociation des conflits régionaux, comme dans le cas de l'Afghanistan et de l'Angola. Il a donc prétendu, à partir de ces éléments, établir une série de "maillons" renforçant sa position dans les négociations stratégiques. Au moment de la crise totale de la politique de Reagan en Amérique centrale, ce bilan s'est traduit



quotidiennement 30 minutes à chaque parti, et que ces derniers pourraient acheter des espaces supplémentaires.

La précampagne électorale commença le 25 avril. Ortega partit pour l'Europe, recueillant le soutien explicite de Mitterrand, Felipe Gonzalez et de l'ensemble de la social-démocratie européenne pour le programme économique et politique du FSLN. L'opposition civile s'en fut à Washington pour défendre, à l'ombre de l'administration Bush, son projet de "reconstruction nationale" qui ne possède même pas de programme ni de candidat commun et qui menace de se transformer en un instrument encore plus inutile pour la politique impérialiste que les capacités militaires de la Contra.

Pour le FSLN, la solidarité internatio-

par la recherche d'une pression indirecte sur Cuba et le Nicaragua, en expliquant que la crise régionale était le produit de la "subversion", venue d'URSS.

Dans ce cadre, le voyage de Gorbatchev à Cuba servit au lancement d'une campagne de propagande qui eut un énorme écho, avec comme objectif unique celui d'amoindrir la capacité de séduction soviétique en Amérique latine. Fidel Castro sut tirer profit de cette campagne, qui lui permettait de faire dévier toute la tension intérieure suscitée à Cuba par la visite de Gorbatchev (la *perestroïka* étant devenue un espoir pour des secteurs des cadres et de la population en général, mécontents des solutions apportées à la crise économique et sociale par la Campagne de rectification des erreurs) vers le terrain de l'indépendance et du caractère national de la révolution : Washington devait comprendre que les sujets qui affectent Cuba se négocient directement avec La Havane et personne d'autre. Réaffirmation d'autant plus importante après les négociations sur l'Angola et la Namibie, et qui représente un espoir de mettre à profit la conjoncture internationale pour tenter de réouvrir le dialogue diplomatique entre les Etats-Unis et Cuba.

L'exemple afghan

L'Amérique centrale n'est pas prioritaire aux yeux de l'URSS, c'est un conflit régional. A de nombreuses reprises, Moscou a conseillé au FSLN et au FMLN une "modération" incompatible avec leur projet révolutionnaire, allant jusqu'à suggérer l'utilité du modèle de solution afghan (appels du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) à un gouvernement de réconciliation nationale avec les moudjahidins). Mais l'autonomie des révolutionnaires centro-américains conditionne les capacités mêmes de concession des Soviétiques. De plus, Moscou ne trouve pas d'encouragement dans l'attitude nord-américaine, il maintient donc ses initiatives sur le plan des négociations stratégiques. En dernière instance, il peut se révéler plus profitable de faire une déclaration unilatérale se limitant à appuyer les déclarations d'Ortega, selon lesquelles le Nicaragua, une fois disparu le danger de la Contra, n'aura besoin que de maintenir ses potentialités de défense actuelle, et même de les réduire éventuellement, et d'y mesurer l'aide soviétique.

L'exigence nord-américaine est fondamentalement idéologique et elle se concrétise par la formule : "fin de l'aide militaire nord-américaine à la Contra et fin de l'aide militaire soviétique au FSLN". En ce sens, il transforme le FSLN de parti gouvernant un pays, en une fraction belligérante dans une guerre civile, ce qui, évidemment, est inacceptable. Dans cette situation, la solidarité internationale a donc de nouveau une importance décisive pour désamorcer les pressions de l'administration Bush.

3 mai 1989

EN BREF...



AFRIQUE DU SUD

Mobilisation pour les 26 d'Uppington !

14 DES 26 D'UPINGTON ont été condamnés à mort. Ils ont été reconnus coupables sur la base du critère de "l'objectif commun" qui avait déjà été utilisé contre les 6 de Sharpeville (voir *Inprecor*, numéro 258 du 1 février 1988). Cela signifie que des personnes peuvent être condamnées et exécutées pour un meurtre, même s'ils ne l'ont pas perpétré.

La quasi totalité des accusés a été considéré comme coupable du meurtre d'un policier municipal du township de Paballelo, près de Uppington, une ville située à la frontière avec la Namibie. La seule preuve avancée contre eux réside dans leur participation à la manifestation au cours de laquelle la foule a lynché ce policier.

Les condamnés à mort sont Kenneth Kumalo, Tros Gubala, David Lekhanyane, Myner Gudlani Bovu, Zuko Xabandlini, Andrew Lekhanyane, Justice Bekebeke, Zonga Mokgatle, Wellington Masiwa, Booï Japhta, Evelina De Bruin, Gideon Madlongolwane, Xoxile Yona et Albert Twilli. Elisha Matshoba a été condamnée à huit ans de prison ; Ronnie Masiwa, Abel Kutu, Jeffrey Sekiya et Sarel Jacobs à six ans ; Barry Bekebeke, Xoliswa Dube, Elizabeth Bostander, Neville Witbooi, Roy Swartbooi et Ivan Kazi à cinq ans de travaux "d'utilité publique".

En Afrique du Sud, les associations contre l'apartheid ont lancé une campagne internationale pour le retrait des condamnations à mort. Le Conseil sud-africain des Eglises a qualifié ce verdict d'"outrage que seul le système de l'apartheid pouvait produire".

Maintenant, la défense est en train de se pourvoir en appel contre cette sentence. Le procès aura lieu dans 12 à 18 mois. Ceux qui ont été condamnés à la peine capitale attendront l'issue du procès dans les cellules des condamnés à mort. Tous les accusés sont en prison depuis avril 1988 et ont besoin d'un soutien financier.

En Grande-Bretagne, s'est mis en place un comité, "Friends of Uppington 26", pour la prise en charge concrète de cette solidarité. En même temps, le Mou-

vement anti-apartheid britannique a accepté d'appuyer cette campagne. Un piquet s'est déjà tenu devant l'Ambassade sud-africaine à Londres, et la défense des 26 d'Uppington faisait également partie des slogans d'un rassemblement devant Downing Street (résidence du Premier ministre), le 16 juin, à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de Soweto. Aux Pays-Bas, l'organisation des Femmes pour la paix s'est associée à la campagne en faisant circuler une pétition qui a déjà recueilli plus de 3 000 signatures. En France, un piquet s'est tenu devant l'Ambassade sud-africaine à l'initiative des Jeunesses communistes révolutionnaires et les contacts ont été pris pour élargir la solidarité. En Suède et en Belgique, la campagne commence à se développer. Pour tout lien avec les structures de soutien en Afrique du Sud même, s'adresser à :

Uppington 26, c/o The Rural Worker, SACHED, 5 Church Street, Mowbray 7700, Afrique du Sud.

LES NOTRES

C.L.R. JAMES (1901-1989)

AU COURS des trois derniers mois, deux pionniers du trotskysme en Grande-Bretagne nous ont quittés : Harry Wicks en avril et maintenant C.L.R. James. Harry demeura un trotskyste convaincu pendant toute sa vie ; James, en revanche, développa des conceptions politiques et philosophiques qui l'éloignèrent de notre mouvement.

Né à Trinidad en 1901, James s'intéressa d'abord au cricket, un sport considéré depuis toujours comme typiquement anglais mais très largement répandu aussi dans les Caraïbes. Dans l'atmosphère de radicalisation politique au lendemain de la Première Guerre mondiale, James développa une attitude critique à l'égard du colonialisme et adhéra au mouvement populaire dirigé par André Cipriani, le maire de Port of Spain. Un de ses premiers écrits politiques fut une biographie de Cipriani, republiée par la suite sous le titre *Les cas d'auto-gestion dans les Indes Occidentales*.

En 1932, James arriva en Angleterre et s'installa d'abord à Nelson, dans le Lancashire, ville de forte tradition radi-

cale, dont les conflits industriels de l'époque marquèrent profondément l'esprit. Comme il l'avoua plus tard, les ouvriers du Lancashire, l'initièrent à la lutte de classe. Dans cette région, il découvrit les écrits de Trotsky, et notamment l'*Histoire de la révolution russe*, qui l'amena à étudier Marx, Engels et Lénine. Depuis cette période, James s'identifia toujours avec la révolution socialiste. En 1934, il adhéra au Parti travailliste indépendant (ILP) et s'engagea activement au sein du Groupe marxiste trotskyste, dont il devint le principal polémiste.

Ceux qui l'ont connu dans cette période, se rappellent sans doute sa personnalité marquante et ses dénonciations impitoyables du stalinisme. Le Parti communiste n'eut le courage d'engager un débat public avec lui qu'une seule fois. A la bibliothèque Islington, dans Holloway Road, il s'imposa au porte-parole du PC, Pat Sloan, qui, pourtant, était loin d'être un piètre orateur.

James mit en lumière ses grandes qualités d'agitateur et de propagandiste surtout après l'invasion de l'Ethiopie par Mussolini. Ses articles écrits pour la revue de l'ILP, *New Leader*, demeurent parmi ses contributions les plus réussies. Avec un flair prophétique, il mit en garde contre toute illusion à l'égard de la Société des nations. Lors de la conférence annuelle de l'ILP à Keighly, il fit adopter des résolutions qui demandaient le boycott ouvrier de la guerre coloniale et qui repoussaient le pacifisme du groupe parlementaire de l'ILP.

Rupture avec Trotsky

En 1936, il publia *Révolution mondiale 1917-1934*. Il s'agit de la première analyse d'ensemble de la montée de l'Internationale communiste sous la direction de Lénine et de sa dégénérescence sous Staline. Trotsky porta un jugement favorable sur ce livre, tout en critiquant son incompréhension de la dialectique. Cela amena James à étudier de manière approfondie la méthode de Hegel. Le résultat en fut son ouvrage *Notes sur la dialectique*, où il retournait cette critique contre Trotsky, en réaffirmant sa propre interprétation de la dialectique historique.

Avec Harry Wicks, Reg Groves, Henry Sara et d'autres camarades, James joua un rôle important dans le Comité de défense de Trotsky, sur lequel s'était abattue une avalanche de calomnies lors des procès de Moscou. Malgré son engagement dans les cercles trotskystes, il poursuivit son activité littéraire et de recherche. Il publia, en 1936, un roman sur la misère de la vie quotidienne aux Caraïbes, *Minty Alley*, et travailla à son grand ouvrage sur la révolte de Saint-Domingue, le premier soulèvement victorieux des esclaves dans l'histoire : *Les Jacobins noirs* est considéré aujourd'hui comme une étude classique sur ces événements. En 1938, il publia *Une histoire de la révolte noire*.

PARUTION D'AL MITRAQA



Le numéro 6 (avril 1989) d'*Al-Mitraqa* est paru. Ce nouveau numéro de la revue théorique en arabe que publient conjointement les groupes affiliés à la IVe Internationale au Liban, en Tunisie et dans l'Etat d'Israël, est axé autour du thème de l'*intifada*.

Il comprend trois dossiers :

- Palestine : de la résistance à l'*intifada*
- Etat d'Israël : les effets de l'*intifada*
- Algérie : l'autre *intifada*

Prix du numéro : 15 FF. Les commandes peuvent être adressées à **Inprecor 2 rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France.**

Après l'unification de la plupart des groupes trotskystes en 1938, James fut l'un des délégués au congrès de fondation de la Quatrième Internationale, où il fut élu au Comité exécutif. En cette même année, il quitta la Grande-Bretagne pour les Etats-Unis, où il s'intégra à l'activité du Parti ouvrier socialiste (SWP) et en dirigea l'intervention parmi les Noirs.

Il séjourna pendant quelques semaines au Mexique, auprès de Trotsky, avec lequel il discuta des problèmes concernant le mouvement noir. Au sein du SWP, il lutta pour imposer un tournant en direction des Noirs qu'il considérait comme un secteur décisif du mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis.

Après l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, qui produisit une scission à l'intérieur du SWP au sujet de la position à adopter à l'égard de l'Union soviétique, James commença à s'éloigner de Trotsky.

A son avis, le pacte soviéto-germanique était la preuve que l'URSS avait cessé d'être un Etat ouvrier et que, par conséquent, il ne fallait plus la défendre. Il créa avec Raya Dunayevskaya la Tendance Johnson-Forrest, marquée par une élaboration théorique de plus en plus éloignée des positions de Trotsky et de la IVe Internationale. Ils soutenaient notamment que les Partis communistes en dehors de l'URSS n'étaient plus des "instruments du Kremlin", mais plutôt "un produit organique du mode de production capitaliste à notre époque".

A son avis, l'URSS était un Etat capitaliste. Sa rupture avec Trotsky était désormais totale.

James joua aussi un rôle important dans le soutien à la lutte contre la domination coloniale. Dans l'espoir de développer un combat pour une Afrique socialiste, il appuya Kwame Nkrumah, mais n'hésita pas à le critiquer lorsqu'il s'aperçut du chemin qu'il avait emprunté.

Dans ses dernières années, CLR — comme tout le monde l'appelait — était presque devenu une légende vivante. Son petit appartement, à Brixton, s'était transformé en un lieu de pèlerinage pour les jeunes révolutionnaires noirs de toute la planète. Il avait l'esprit ouvert à divers intérêts, cosmopolite. Il demeura un révolutionnaire engagé dans la politique, tout en cultivant sa passion pour le cricket et son amour pour Shakespeare et Beethoven.

Il fut optimiste pendant toute sa vie. A l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, il déclara à ses jeunes auditeurs de Chicago : "Je vivrai encore suffisamment longtemps pour voir la révolution en Afrique du Sud. Je ne pense pas pouvoir assister à la révolution américaine, mais lorsque vous ferez votre révolution, je trouverai certainement le moyen de me joindre à vous".

Cet optimisme révolutionnaire, cette foi inébranlable dans l'avenir de l'humanité, était la caractéristique qui synthétise le mieux la personnalité de James : penseur, écrivain et révolutionnaire. ■

Charlie VAN GELDEREN

Elections européennes

LES ELECTIONS pour les 518 sièges de députés que compte le Parlement européen de Strasbourg, ont eu lieu le 18 juin dernier. Un certain nombre de sections de la IVe Internationale ont présenté des listes lors de ces élections.

En Belgique, le Parti ouvrier socialiste, POS (Socialistische Arbeiders Partij, SAP en Flandres) obtient 10 116 voix en Wallonie (contre 10 471 en 1984), tandis qu'en Flandres, la liste unitaire Regenboog (alliance progressiste réunissant le SAP, le Parti communiste belge (KPB), Doorbraak — une aile du mouvement ouvrier chrétien — et une série de personnalités des milieux culturels, intellectuels et syndicaux récolte 26 471 voix. La dynamique unitaire de Regenboog (qui n'était pas présente aux dernières élections, en 1984) n'a pas encore été capable de s'affirmer sur le plan électoral comme une force alternative de gauche, même si des résultats significatifs ont été obtenus, notamment à Anvers (1,4%) et à Gand (1,1%). La liste Regenboog a pu néanmoins démontrer qu'elle représentait une réelle perspective à gauche du Parti socialiste. L'autre force d'extrême gauche, le Parti des travailleurs belges (PTB, d'origine maoïste) qui a refusé l'unité dans Regenboog, recule, quant à lui, dans tout le pays.

En Italie, la liste de Democrazia proletaria (DP) sur laquelle figurait des camarades de la Ligue communiste révolutionnaire italienne, LCR (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989) obtient 1,3% des voix, reculant à Rome et à Milan, au profit de la liste des Verts, "Arc-en-ciel" (liste constituée avec une partie des dirigeants de DP, voir *Inprecor* numéro 288 du 15 mai 1989), qui obtient, elle, 2,4%.

En Grèce, l'Organisation communiste internationaliste de Grèce (OKDE-Spartakos) obtient 7 500 voix, soit 0,1%. Au Portugal, les camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) obtiennent 32 000 voix, soit 0,8%. Ils enregistrent ainsi une hausse de près de 4 000 voix, avec des résultats importants à Porto (4 000 voix) et à Lisbonne (8 000 voix), où la progression du PSR s'est faite au détriment de l'Union démocratique et populaire (UDP, d'origine maoïste) qui passe de 80 000 (en 1984), à 44 000 voix.

Au Luxembourg, enfin, le Parti socialiste révolutionnaire (RSP) double pratiquement ses voix, avec 0,61% des suffrages.

ERRATUM :

La députée provinciale du MAS argentin, que nous avions interviewé dans notre numéro 290 du 12 juin, s'appelle Silvia DIAZ, et non pas Silvia Dia, comme nous l'avons écrit suite à une erreur de transcription. Nous prions nos lecteurs et Silvia Diaz de bien vouloir nous en excuser.

**La glasnost
et ses
limites...**



Le droit de grève légalisé... et limité

TRUD, le quotidien des syndicats soviétiques, publie dans son numéro du 29 avril 1989 un projet de loi légalisant l'organisation de grèves par les syndicats en Union Soviétique. Le terme "grève" n'est d'ailleurs pas utilisé. On emploie celui d'"arrêt de travail". Cette légalisation est manifestement une conséquence de la multiplication effective des grèves, et de l'écho de sympathie qu'elles ont rencontré dans l'opinion publique et les médias.

Mais, en même temps, cette légalisation comporte aussi une réglementation, c'est-à-dire une limitation du droit de grève, encore renforcée par d'autres décrets parallèles. Ainsi, selon *Les Nouvelles de Moscou* du 14 mai 1989, un décret qui vient d'entrer en vigueur (après débat à la Cour suprême, au cours duquel un seul juge a voté contre), assimile les piquets de grève aux "manifestations sur la place publique" et les déclare donc illégaux, s'ils ne sont pas préalablement autorisés par les autorités municipales.

Réhabilitation partielle de Trotsky dans les médias

LA PRAVDA du 21 avril 1989, publie de longs extraits des souvenirs d'un témoin américain des premières années du pouvoir soviétique, Raymond Robins, qui avait bien connu Lénine (le 22 avril est l'anniversaire de la naissance de Lénine). Ces extraits comportent notamment la formule : "Lénine et Trotsky sont arrivés au pouvoir sur la base de cinq mots : Tout le pouvoir aux soviets".

Le 20 avril 1989, la *Revue des livres* publiait la présentation d'un livre-disque sur la révolution de 1917, contenant des discours de Trotsky, qualifié de "brillant orateur", de "tribun de notre révolution", dont les écrits permettent de "comprendre la logique léniniste". La même semaine, l'hebdomadaire *Ogoniok* publia 3 textes de "Souvenirs sur Lénine" : l'un

de Karl Radek, le second de Grigori Zinoviev, le troisième de Léon Trotsky.

La revue *Argumenty y Fauty*, hebdomadaire destiné à la formation des cadres du PCUS, publie la même semaine, face à face, deux bustes de Lénine et de Trotsky, réalisés au début des années 20 par une artiste britannique. Elle cite les paroles de cette artiste, selon laquelle "Trotsky était adoré de l'Armée Rouge".

Selon un sondage d'opinion effectué à Moscou par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* et reproduit dans le quotidien socialiste flamand *De Morgen* du 7 juin 1989, 20% des Moscovites ont une opinion positive sur Trotsky et 23% une opinion négative. Sur Staline, les opinions positives ne sont que 13%, les positions négatives 66%. Sur Boukharine, les opinions positives s'élèvent à 50%, les positions négatives à 9%.

Etant donné que Boukharine a été officiellement réhabilité et entouré d'un véritable culte dans les médias, tandis que Trotsky continue à y être fortement critiqué, ce résultat doit être considéré comme imprévu et même spectaculaire.

Les crimes de Staline

NEWS FROM THE UKRAINE, l'hebdomadaire de l'Association pour les relations culturelles avec les Ukrainiens à l'étranger, publie dans son numéro 21 (mai 1989) un article intitulé "Faisons un serment solennel", concernant une manifestation de masse qui a eu lieu dans la forêt de Bykivnya, près de Kiev. On y a découvert un énorme charnier de victimes du NKVD (la police secrète). Jusqu'à maintenant, les restes de 7 000 cadavres ont été déterrés.

Le co-président de l'Association Memorial d'Ukraine, Les Tanyuk, affirma au cours de ce meeting : "La crème du peuple de Kiev et d'Ukraine est enterrée ici. Des commissaires du peuple, des chefs militaires, des officiers tchékistes, des intellectuels, le dirigeant du Parti Panyas Lyoubchenko et sa femme, l'écrivain Ivan Mykytenko, l'académicien A. Krymsky, l'écrivain Ludmilla Starytska-Tcherniakhivska. Ce cimetière peut être qualifié à juste titre de lieu de

martyr de la culture ukrainienne". Un des orateurs qui prit la parole au meeting déclara : "Le fait que nous venions d'apprendre seulement maintenant la vérité sur Bykivnya signifie que l'année 1937 ne fait pas partie d'un passé éloigné. Le stalinisme est toujours vivant. Il freine les progrès de la glasnost et attaque son propre peuple avec des pelles, comme ce fut le cas, le 9 avril 1989, lors de la dispersion d'un meeting à Tbilissi".

Une lettre envoyée par Andreï Sakharov fut lue lors du meeting. Il y écrit notamment : "Faisons le serment solennel, aujourd'hui, que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce pays ne puisse plus jamais s'approcher, même de loin, de l'état d'hypocrisie, de mensonge, de falsification, de cruauté et de fanatisme dans lequel il a si longtemps vécu, et duquel nous commençons graduellement à nous libérer". ■



dire des institutions d'Etat). De ce fait, le délit d'opinion a été officiellement institué en URSS. Depuis longtemps, des intellectuels libéraux et une partie des "gorbatchéviens de pointe" ont mené une vigoureuse campagne pour la suppression de cet article 70. Ils viennent d'avoir partiellement gain de cause. Un décret du 8

avril 1989 du Présidium du Soviet suprême révisé en effet le Code pénal en matière de "crimes contre l'Etat".

Cependant, tout en supprimant les aspects les plus outranciers de l'article 70, ce décret continue de punir "les appels à modifier le régime politique et social soviétique contredisant la Constitution", et "la diffamation ou le discrédit jetés sur les organes d'Etat ou les organisations sociales". Les rédactions des journaux, la radio et la télévision, ont reçu un grand nombre de lettres critiquant ces dispositions, signalant notamment leurs contradictions avec la politique de glasnost et de perestroïka.

Ainsi, dans *Les Nouvelles de Moscou* du 21 mai 1989, la juriste Nina Beljiaeva écrit-elle : "Comment devrait-on entendre, par exemple, les 'appels... à modifier le régime social et étatique' ? En procédant à une profonde réforme politique et économique, avec de nouveaux

rapports de propriété, avec la séparation des pouvoirs, avec l'introduction de nouvelles institutions démocratiques, ne modifions-nous pas déjà, notablement, le régime social et politique" ? ■

Comment assainir l'approvisionnement en médicaments ?

SELON *Les Nouvelles de Moscou* du 4 juin 1989, l'industrie pharmaceutique d'URSS satisfait moins de 50% des besoins en médicaments. 30% des médicaments distribués sont importés. Les besoins de personnes souffrant de diabète, de tuberculose, d'asthme, de maladies cardio-vasculaires, ne sont pourvus en médicaments qu'à 75-80%.

Ces conditions de pénurie, l'inégalité sociale aidant, aboutissent de plus en plus à un double régime de soins de santé : l'un pour la masse du peuple, de plus en plus coupée de l'accès aux médicaments, l'autre pour les bureaucrates et les "nouveaux riches", qui peuvent se procurer tous les médicaments qu'ils désirent, soit par "connexions" et "échange de services mutuels" (marché "gris"), soit simplement contre paiement de prix élevés.

Pour sortir de cette situation insupportable, la création d'un réseau privé de production, d'importation et de commercialisation de médicaments n'est cependant qu'une solution de facilité qui ne fait que légaliser le marché "gris" et noir, et étendre l'inégalité et l'injustice sociales.

Une véritable solution, serait une modification de la politique d'investissement, c'est-à-dire une dotation plus élevée en devises étrangères pour l'importation de médicaments, et une augmentation des fonds pour développer la recherche scientifique et la production de médicaments en URSS.

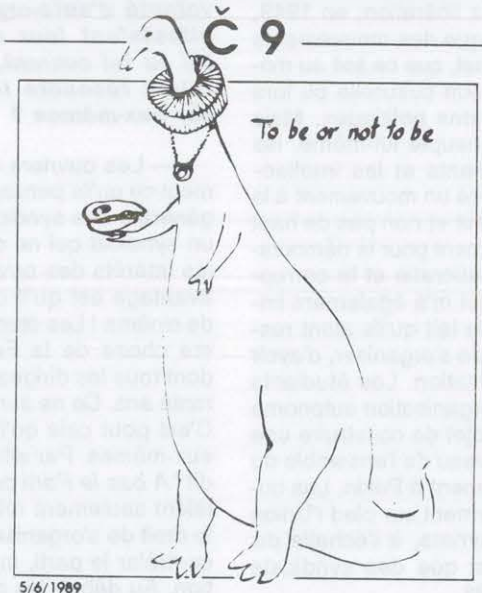
Or, il s'agit de sommes très réduites dans l'ensemble des ressources en devises et des investissements productifs de l'URSS. Le besoin en devises supplémentaires est estimé, par l'article des *Nouvelles de Moscou*, à 100 millions de roubles. Pas une seule entreprise nouvelle de cette branche industrielle n'a été construite au cours des 15 dernières années. Sa modernisation exigerait un milliard de roubles.

Quand on sait que 30 milliards sont prévus pour le seul complexe pétro-gazier gigantesque de Tioumen — dont les économistes et les écologistes pensent qu'il serait ruineux pour le pays — on voit bien qu'il s'agit de choix prioritaires d'emploi des ressources disponibles, et non pas de manque de ressources que "l'économie de marché" aiderait à réduire. Qu'on laisse donc le peuple voter sur la question : qu'est-ce qui est plus important ? Des médicaments gratuits, efficaces et suffisants pour tous, ou des projets issus d'une gigantomanie irresponsable, comme celle de Tioumen ? ■

"L'Etat de droit" et ses contradictions

LA BASE LEGALE de l'arrestation et de la condamnation de nombreux oppositionnels en URSS a été le tristement célèbre article 70 du Code pénal, qui condamne non seulement des actions, mais aussi des écrits coupables d'"agitation anti-soviétique" ou de "calomnie des institutions soviétiques" (c'est-à-

PARUTION D'INPREKOR TCHEQUE



Inprekor Numéro 9 du 5 juin 1989

Au sommaire :
— Editorial,

"Les trotskystes sont-ils les derniers dinosaures ?"

— **Projet de résolution du CEI sur l'URSS**

— **Petr Uhl, critique du manifeste du HOS**

Pour toutes les commandes, s'adresser à :

Inprekor, 2 rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil

Réactions internationales

ALORS que Gorbatchev choisissait la "neutralité" face au massacre de Tiananmen et la répression qui l'a suivi, Boris Eltsine, lui, déclarait : *"Ce qui se passe en Chine est un acte criminel contre le peuple, (...) c'est un crime contre ses propres citoyens, exactement comme à Tbilissi [en Géorgie, où la milice a tiré sur la foule]".* L'ancien dirigeant du Parti communiste de Moscou, en compagnie de plusieurs personnalités de l'opposition, a également appelé à une manifestation qui a réuni plus de 15 000 personnes dans les rues de Moscou, le 9 juin.

De son côté, le Président du Nicaragua, Daniel Ortega, a condamné fermement le bain de sang de Pékin : *"On ne peut pas appliquer de double morale dans ces cas de violence. Il faut les condamner, indépendamment du régime politique ou du pays affecté. Nous ne pouvons pas applaudir la violence en Chine, de même que nous ne pouvons pas applaudir la violence au Venezuela",* a-t-il déclaré.

Fidel Castro, en revanche, dans une déclaration publiée dans les journaux mexicains, estime que cet événement est certes regrettable, mais que les informations font défaut pour pouvoir exprimer un jugement complet et qu'il s'agit de toute façon d'une "affaire interne" de la Chine. Cette déclaration de Castro a été sévèrement critiquée par l'ensemble de la gauche mexicaine, qui a condamné la répression et appuyé les étudiants.

Au Pérou, le Parti d'unité maristéguiste (PUM) a également condamné le massacre et annoncé son soutien aux étudiants chinois. Au Brésil, le Parti des travailleurs (PT) a condamné la répression comme étant contraire au socialisme. Il a rompu tout lien avec le PC chinois, dirigé une manifestation contre la répression en Chine, et dédié son congrès du 16 juin aux étudiants chinois.

Des manifestations de protestation ont également rassemblé plusieurs milliers de personnes en Pologne et en Hongrie, ainsi que dans différentes capitales européennes. En Allemagne de l'Est, un rassemblement en faveur des étudiants chinois a été dispersé.

En Norvège, l'un des deux derniers partis maoïstes d'Europe, l'AKP (m-l), a rompu avec Pékin, en dénonçant la *"terreur fasciste"* ; en revanche, le Parti du travail de Belgique (PTB) a décidé de soutenir le PC chinois contre la *"montée de la contre-révolution"*, même s'il rejette *"les méthodes militaires disproportionnées"* qui ont été utilisées par leurs "camarades" chinois...

La résistance ouvrière

LE MOUVEMENT OUVRIER et les étudiants de Hong-Kong ont largement soutenu les étudiants de Tiananmen, leur fournissant tentes, vivres, matériel.

Lee Cheuk Yan, secrétaire général de l'organisation ouvrière, Christian Industrial Committee, est une figure importante de ce mouvement de solidarité. Lee a été témoin du massacre de la nuit du 3 juin. Il était allé personnellement à Pékin, pour apporter aux étudiants la somme de 2 millions de dollars de Hong-Kong, fruit de collectes du mouvement de solidarité. Cet argent lui a été confisqué par la police et il a été détenu pendant trois jours. Militant chrétien radical, Lee a côtoyé pendant plusieurs jours les militants de l'Union autonome des ouvriers de Pékin.

Notre envoyé spécial, Laurent Carasso, l'a rencontré à Hong-Kong.



INPRECOR : Qu'est-ce qui t'as le plus frappé dans le mouvement ?

LEE CHEUK YAN :

C'est l'indépendance du mouvement. Il n'y avait jamais eu dans l'histoire de la Chine — depuis sa libération, en 1949, jusqu'à ce jour — que des mouvements dirigés par le sommet, que ce soit au moment de la révolution culturelle ou lors d'autres mobilisations politiques. Mais cette fois c'est le peuple lui-même, les ouvriers, les étudiants et les intellectuels qui ont organisé un mouvement à la base, de bas en haut et non pas de haut en bas. Un mouvement pour la démocratie, contre la bureaucratie et la corruption du parti. Ce qui m'a également impressionné, c'est le fait qu'ils aient senti la nécessité de s'organiser, d'avoir leur propre organisation. Les étudiants ont construit leur organisation autonome et ils avaient le projet de construire une organisation au niveau de l'ensemble du pays, et pas seulement à Pékin. Les ouvriers mirent également sur pied l'Union autonome des ouvriers, à l'échelle de tout le pays, ainsi que des syndicats dans plusieurs villes.

Ces deux mouvements avaient franchi une première étape dans ce processus d'organisation autonome. Ce qui est tragique, c'est qu'ils n'avaient commencé que depuis un mois, et cet embryon de démocratie, d'organisation a été écrasé par l'armée, les tanks et les balles. Après le massacre, commence une période de terreur blanche, d'arrestations, de condamnations à mort, on encourage la délation. C'est un peu la répé-

tition de ce à quoi on a assisté pendant la révolution culturelle. On distille la peur dans la population, et aussi la falsification des faits, c'est une atmosphère très tendue.

■ Penses-tu qu'à travers cette volonté d'auto-organisation, ils manifestaient leur refus de soutenir tel ou tel courant, et qu'ils ne pourraient résoudre leur problème que par eux-mêmes ?

— Les ouvriers m'ont dit très clairement ce qu'ils pensaient de la Fédération générale des syndicats. Pour eux, c'est un syndicat qui ne défend pas vraiment les intérêts des ouvriers et dont le seul avantage est qu'il distribue des tickets de cinéma ! Les étudiants pensent la même chose de la Fédération étudiante dont tous les dirigeants ont plus de quarante ans. Ce ne sont pas des étudiants ! C'est pour cela qu'ils voulaient agir par eux-mêmes. Par ailleurs, ils n'ont jamais dit *"A bas le Parti communiste"*, ils voulaient seulement réformer le parti, avoir le droit de s'organiser librement, pouvoir contrôler le parti, mettre fin à la corruption. Au début, les porte-parole du Parti se disaient d'accord avec ces revendications.

Mais le Parti ne pouvait accepter que l'on donne de lui cette image, ni que tous ses vices soient ainsi exposés au peuple chinois. Il a été défié par les étudiants et les ouvriers. Le Parti ne pouvait accepter que la fonction du pouvoir lui soit contesté par la base. Tant que les questions sont soulevées par le sommet, pas de problème. Mais si la base

remet en cause les décisions, exige la démocratie, veut avoir son mot à dire sur ce qui va ou ne va pas, défie la direction, alors il faut écraser toute opposition.

■ Tu as rencontré les militants de l'Union ouvrière, ils n'en étaient qu'à leur début...

— Oui, ce n'était pas encore une grande organisation à Pékin. Ils étaient venus spontanément pour soutenir les étudiants. D'abord, ils servirent de protection aux étudiants, les entourant de lignes de service d'ordre. Ensuite, ils annoncèrent qu'ils formaient l'Union autonome des ouvriers de Pékin. Leur déclaration officielle date de la mi-mai. Ils n'ont eu droit qu'à 2 ou 3 semaines d'existence.

Ce qu'ils m'ont dit de leurs revendications a fait apparaître une similitude avec celles des étudiants : contre la corruption des bureaucrates, pour la démocratie, pour une participation réelle aux décisions dans les entreprises. Ils avaient déjà rédigé des statuts, étaient en train de mettre sur pied une direction, de faire des adhésions. Je pense qu'ils avaient une centaine de membres, pas plus. Ils avaient prévu de faire le tour des usines pour expliquer aux ouvriers le besoin de s'organiser, de se former politiquement, et donc de se faire enregistrer officiellement et d'exiger des droits légaux pour le syndicat. En même temps, ils étaient très courageux, ils disaient que si jamais il ne restait plus qu'un seul d'entre eux à l'issue du combat, il continuerait à brandir le drapeau de l'Union autonome des ouvriers, pour que tout le monde le voit.

Aujourd'hui, même s'ils ont été écrasés, l'importance de cette Union des ouvriers ne pourra pas être ignorée, car elle représente un espace pour les travailleurs en Chine. Je pense que dans l'esprit des ouvriers il restera gravé. Le moment venu ressurgira le drapeau de l'Union autonome des ouvriers. Evidemment, maintenant, la situation est très critique, des travailleurs sont recherchés, certains arrêtés et condamnés. Mais l'heure viendra où les travailleurs chinois s'organiseront de nouveau.

■ Avalent-ils eu le temps d'élaborer une charte revendicative ?

— En fait ils n'avaient pas de revendications particulières, comme des augmentations de salaires ou d'autres exigences économiques, à la différence de mouvements dans d'autres parties du monde. Ils étaient porteurs d'aspirations plus fondamentales, les mêmes que les étudiants : "A bas les bureaucrates ! A bas la corruption !" Et ils disaient clairement que si les travailleurs sont pauvres, c'est que les bureaucrates tirent profit du peuple. Ils voulaient bénéficier du fruit de leur labeur. En fait s'ils ne demandaient pas précisément le blocage des prix ou des augmentations de sa-

中國



lares, c'est que leur exigence était idéologique, fondamentale, pour leurs intérêts à long terme.

■ Avalent-ils eu le temps de se structurer dans les entreprises ?

— Ils étaient surtout dans Tiananmen, mais ils avaient des appuis dans plusieurs entreprises, qu'ils espéraient organiser. Et il est très significatif que deux jours avant le massacre, les journaux de Pékin aient annoncé que 40 entreprises avaient dénoncé l'Union autonome des ouvriers de Pékin comme illégale. Si 40 entreprises prenaient au sérieux l'Union, c'est qu'elle y avait des sympathisants dans au moins 40 entreprises. Et l'une de ces entreprises est une très grande usine de 220 000 ouvriers, l'Acierie de la capitale. C'est une usine aussi symbolique pour la classe ouvrière chinoise, que les chantiers navals de Gdansk, en Pologne. Et j'ai appris que pour empêcher les ouvriers de venir soutenir les étudiants, l'armée avait encerclé l'aciérie.

■ Visiblement, dans un premier temps, la police s'est acharnée tout particulièrement sur les ouvriers...

— Oui, il y a au moins cinq villes où a été annoncée l'arrestation de militants d'Unions autonomes des ouvriers. Ces organisations existaient au moins dans ces villes et évidemment ce sont les principales villes industrielles.

Ainsi, en un laps de temps très court, le mouvement s'était étendu à plusieurs villes. Les militants m'avaient dit, à Pékin, que des travailleurs étaient venus d'autres villes pour les rencontrer. Un réseau national commençait à s'organiser. Cela prouve bien le mécontentement général vis-à-vis du parti et la volonté d'avoir des organisations en propre.

■ Que représente ton organisa-

tion, le Christian Industrial Committee ?

— Au départ, nous sommes liés à l'Eglise. Mais nous sommes fondamentalement présents dans le mouvement ouvrier à Hong-Kong. Nous soutenons surtout les mouvements indépendants. A Hong-Kong le mouvement est scindé entre les organisations liées à Pékin, celles qui sont liées à Taïwan et les indépendantes. Nous pensons que les syndicats doivent être indépendants de tout régime politique. Nous voulons défendre des objectifs politiques, mais nous pensons d'abord que les travailleurs doivent s'organiser eux-mêmes et diriger les syndicats. C'est exactement ce qu'ont voulu faire les travailleurs à Pékin et nous essayons de le faire dans un contexte différent. Nous faisons un énorme travail pour promouvoir la formation syndicale, pour donner des armes aux travailleurs dans le combat quotidien. Le Christian Industrial Committee appartient au mouvement syndical indépendant et notre but est d'arriver à construire une puissante fédération indépendante à Hong-Kong.

■ Quelle est la situation des travailleurs à Hong-Kong ?

— Les travailleurs d'Hong-Kong sont les victimes d'une économie ultra-libérale. Nous n'avons pas de sécurité sociale, pas de prise en charge médicale. S'il y a le moindre accident, les travailleurs sont abandonnés à eux-mêmes. Il y a aussi une grande précarité des revenus. Un grand nombre de travailleurs, en particulier les ouvriers, sont payés à la journée ou à la tâche. Pas de travail, pas de salaire ! En cas de baisse d'activité les travailleurs ne sont pas rémunérés. Pas de sécurité sociale, pas d'assurance chômage, rien ! C'est une politique capitaliste ultra-libérale typique.

Les travailleurs n'ont aucune voix au chapitre. Le gouvernement à Hong-Kong n'est pas élu. C'est un Conseil formé de représentants socio-professionnels qui choisit le gouvernement. Les syndicats ont deux sièges à ce Conseil. Cela veut dire qu'à Hong-Kong, les travailleurs n'ont même pas le droit de vote. Aussi, lorsque l'on critique le manque de démocratie en Chine, il faut aussi critiquer le gouvernement britannique qui dénie, ici, les droits démocratiques élémentaires aux travailleurs. La manière dont est désigné le Conseil rappelle le fonctionnement qui existait en Europe au XIIIe ou au XIXe siècle, lorsque les aristocrates avaient tout le pouvoir. Ici les capitalistes ont tous les sièges et ne laissent au Conseil que quelques strapontins pour les travailleurs. On nous promet cependant, qu'en 1991, 10% du Conseil sera directement élu !

22 Juin 1989
Propos recueillis
par Laurent Carasso

OCTOBER REVIEW,
publié à Hong-Kong
par des sympathisants de
la IV^e Internationale,
a préparé un numéro spécial
sur les mouvement
démocratique en Chine.
Pour toutes commandes,
s'adresser à :
October Review,
GPO Box 10 144 Hong-Kong

Camarades ouvriers de la capitale de Canton et des environs

DEMOCRATIE et dictature sont entrés dans la phase de lutte décisive. Le gouvernement Li Peng s'est engagé dans la voie de la réaction frontale, et s'est dressé publiquement sous la bannière anti-peuple et anti-démocratie. A l'heure actuelle, il est en train d'opérer une grande concentration de troupes pour entrer dans Pékin pour faire avorter ce tumultueux mouvement démocratique.

Aujourd'hui à l'aube, les 300 000 étudiants de la place Tiananmen ont proclamé une grève générale de la faim, mais la plupart des étudiants sont confrontés à la menace d'une répression violente et brutale. Seule la classe ouvrière de la capitale est capable de sauver ce vaste mouvement démocratique. Nous appelons de toute urgence les ouvriers et citoyens de toute la ville à se mettre immédiatement en mouvement.

Premièrement, il faut stopper l'entrée dans l'agglomération des troupes par tout moyen non violent, faire de la propagande en direction des soldats sur la vérité du mouvement patriotique démocratique de la capitale et sa grande signification historique, et obtenir le soutien de l'armée au peuple.

Deuxièmement, il faut organiser immédiatement des équipes d'inspection ouvrière, pour préserver l'ordre dans la capitale, empêcher tout comportement susceptible d'apparaître comme les bagarres, dégradations, pillages, incendies, garantir que la lutte de la grève de la faim des étudiants puisse continuer de l'avant. ■

3 Juin 1989

**Comité de soutien de l'Institut
du mouvement ouvrier de Chine
au mouvement étudiant
Quartier général provisoire
des équipes d'inspection ouvrière
de la capitale
Traduit du chinois
d'October Review**

La difficulté de rompre

**LA FEDERATION
des syndicats (FTU),
de Hong-Kong revendique
180 000 adhérents et est liée
au Comité de travail
de Hong-Kong Macao,
branche officielle du Parti
communiste chinois (PCC)
dans ces territoires.**

**L'ensemble
de ce mouvement s'est
cependant opposé
à la répression sanglante de
Pékin et a participé à la grève
générale de protestation,
le 7 juin dernier.**

**Laurent Carasso a rencontré,
à Hong-Kong, le secrétaire
général de la FTU,
Leung Hon Noi.**



**INPRECOR : Votre syndi-
cat est généralement
qualifié de pro-Pékin.
Qu'en est-il ?**

LEUNG HON NOI : Notre syndicat a été créé en 1948, un an avant la victoire du PCC. Pendant longtemps, nous avons soutenu activement le gouvernement chinois, même durant la Révolution culturelle. A cette époque, nous soutenions Mao Zedong et la "Bande des quatre". Lorsque Deng avoua que c'était la mauvaise voie, beaucoup de nos membres, le tiers environ, nous quittèrent. Cela a eu un grand impact sur notre Fédération.

Après la révolution chinoise, beaucoup de travailleurs de Hong-Kong admiraient la Chine, y voyaient un avenir positif pour eux, et Mao avait un grand prestige. Mais nous avons aussi constaté que c'était toujours les mêmes qui étaient au pouvoir, durant très longtemps, sans que le peuple puisse réellement influencer la politique. Alors, nous avons décidé de soutenir les bonnes choses, et de nous opposer aux mauvaises. Par exemple, durant les 10 dernières années, avec la politique d'ouverture, la corruption en Chine s'est développée. C'est très mauvais.

Ainsi, notre président M. Tan Hutan, qui est aussi élu à l'Assemblée populaire

nationale (il y a 16 ressortissants de Hong-Kong à l'APN), a critiqué le gouvernement, la corruption qui sévissait parmi les dirigeants chinois, expliquant que cela menait le pays sur une très mauvaise voie. Il a dit cela en particulier à la dernière session de mars de l'APN. Nous tenons à garder une certaine distance avec le gouvernement, le condamner s'il le faut, être indépendants.

■ Vous avez soutenu le mouvement démocratique dès le début, pensiez-vous aussi que c'était important pour les conditions de vie des ouvriers chinois ?

— Oui, car nous savons que les ouvriers ne disposent que d'un seul syndicat, la Fédération générale des syndicats de Chine, qui n'est ni indépendante ni démocratique. Des ouvriers ont essayé de mettre sur pied un syndicat indépendant, à Pékin, qui vient d'être déclaré illégal et dont les dirigeants ont été arrêtés.

Mais les ouvriers dans le mouvement étaient préoccupés de la situation économique au moins autant que de la démocratie, et ils se sont largement mobilisés en soutien au mouvement étudiant notamment dans les centres industriels.

■ Dans plusieurs villes, des travailleurs ont essayé de mettre sur pied des syndicats autonomes, à Pékin, Shanghai...

— Le problème est qu'ils étaient très petits. En Pologne, Solidarité organisait un très grand nombre d'ouvriers. Je pense que si beaucoup d'ouvriers avaient les droits démocratiques qu'ils doivent encore conquérir, ils pourraient former un syndicat démocratique et écarter les dirigeants actuels. Par exemple, pourquoi avons-nous, à Hong-Kong, condamné le gouvernement ? Parce que beaucoup d'adhérents ont poussé la Fédération, exprimé leurs opinions. Ils ont lu les journaux, ils ont vu ce qui se passait à Tiananmen. En Chine territoriale, les reportages qui ont été fait par le gouvernement ne font pas connaître la vérité aux ouvriers. Si c'était le cas, les ouvriers remettraient en cause leurs dirigeants. Je pense que Zhao Ziyang est plus attentif aux revendications des étudiants, et que beaucoup de membres du parti l'approuvent.

■ Vous pensez que la voie est plutôt d'essayer de changer le parti et le syndicat, plutôt que d'essayer de créer de nouveaux instruments ?

— C'est vrai, beaucoup de travailleurs voudraient créer de nouveaux syndicats. Mais ce n'est pas facile. Je pense que si les travailleurs veulent plus de démocratie, il faut qu'ils transforment la Fédération des syndicats.

■ Quel bilan tirez-vous de la po-



— La réforme a été essentiellement bénéfique pour les ouvriers dans la Chine du Sud, dans le Guangdong (province de Canton), notamment à Shanghai. C'est là qu'il y a eu le plus d'ouverture aux investissements étrangers. Beaucoup de nouvelles entreprises ont été ouvertes dans ces provinces et les ouvriers ont pu gagner plus d'argent. Mais ailleurs, dans la Chine de l'Ouest, les gens sont toujours très pauvres et la réforme n'y est pas bénéfique pour les ouvriers.

Il faut savoir que la crise économique est terrible en Chine, l'inflation est très haute, des usines sont au bord de la faillite. Ces problèmes vont être encore aggravés après la répression, des entreprises vont fermer, des travailleurs seront licenciés. Je ne sais pas com-

Déclaration de l'Union autonome des ouvriers de Canton

DANS LE MOUVEMENT démocratique et patriotique à l'échelle nationale, l'Union autonome des ouvriers de Canton est devenue un parfait organisme patriotique — nous déclarons, aujourd'hui son établissement. L'Union autonome des ouvriers de Canton est un organisme propre aux ouvriers de Canton, il accepte le contrôle du peuple de Canton, il doit être responsable devant le peuple de Canton. Notre objectif est de grouper toutes les forces possibles pour la liberté, pour la démocratie et la richesse du peuple chinois en difficulté, et pour pousser la procédure de démocratisation complète de la Chine. Maintenant, Pékin a ouvert le feu. Le sang du peuple coule.

C'est le moment culminant de la vie ou de la mort du peuple chinois.

Il ne faut pas éluder le fait qu'une responsabilité historique repose en ce moment sur les épaules des ouvriers chinois : contre la violence, il n'y a pas d'autre alternative que de soutenir les étudiants et de développer la démocratie et la science. La Chine est dans le noir et la confusion, sans dessus dessous. La bureaucratie sévit. La politique et l'économie sont corrompues. Que le pays prospère ou meurt, il s'agit là du sort de chaque ouvrier. Les ouvriers de Canton sont à bout de patience. Notre Union autonome des ouvriers de Canton déclare, avec urgence, à toutes les classes sociales qu'il faut soutenir et participer à ce mouvement démocratique et patriotique à l'échelle nationale. ■

**Union autonome
des ouvriers de Canton
4 juin 1989
Traduit du chinois
d'October Review**

ment le gouvernement va régler ce problème. La crise économique est encore plus grave que la crise politique.

Dans des cas semblables en Europe, il y a des grèves, des actions ouvrières, des manifestations, mais les dirigeants chinois veulent empêcher cela, et c'est ce qu'ils ont fait à Tiananmen. Dans son discours du 8 juin, Deng a dit qu'il voulait amplifier la politique des réformes. Il connaît la profondeur de la crise économique, il veut sauver leur pouvoir. Certains disent que Zhao veut le rétablissement du marché, du capitalisme...

■ Qu'en pensez-vous ?

— Je pense que le rétablissement du marché peut-être une bonne chose pour l'économie, que cela peut remotiver les travailleurs.

■ Mais ne pensez-vous pas que cela aura les mêmes conséquences que dans les pays capitalistes, avec le chômage, les pertes de salaires ?

— En Chine, durant la Révolution culturelle, Mao a voulu promouvoir une société réellement socialiste et cela a été un échec. Le niveau industriel du pays est très bas, beaucoup sont encore des ruraux. Comment développer le pays ? La Chine ne peut pas éviter une phase qui serait en partie capitaliste. Nous pouvons faire mieux que les pays capitalistes, éviter des crises comme celles de l'Ouest, par l'expérience même de ces politiques en faire une meilleure pour éviter ces problèmes.

■ Quelles étaient pour vous, les principales aspirations des ouvriers, durant ce mouvement ?

— L'essentiel était la même chose que pour tout le mouvement populaire : pouvoir critiquer, exprimer ses idées, avoir le contrôle du pouvoir, diriger le pays. La Chine a une très longue histoire, de très vieilles traditions. Ainsi, dans la famille, qui domine, qui dirige ? les parents, le grand-père. Le fils doit obéir au père et au grand-père. Cet exemple peut s'appliquer au système politique. Ce sont des vieillards de 80 ans et plus qui dominent la Chine. Les plus jeunes peuvent avoir des responsabilités, on peut leur demander leur avis, mais qui a la décision finale ? C'est Deng... Ce n'est pas bon pour notre pays, mais ce n'est pas facile de chan-

■ Et vous pensez qu'il est possible de réformer ce système en changeant le fonctionnement du Parti ?

— Certains pensent qu'il faut un système pluripartiste, mais en Chine, je ne

Avis d'alerte de l'Union autonome des ouvriers de Pékin

L'UNION autonome des ouvriers de Pékin est une organisation transitoire que les ouvriers de la capitale ont spontanément produite de façon tout à fait temporaire, ses buts sont : combattre pour la démocratie, s'opposer à la dictature, soutenir en actes et en paroles et protéger les étudiants grévistes de la faim et les autres étudiants, et faire que chaque couche sociale, dans tout le pays, entreprenne dans son ensemble le processus de démocratisation de l'Etat, l'Union autonome appelle :

- 1) toutes les organisations de travailleurs dans chaque entreprise de la ville de Pékin à faire la grève générale le 20 mai à 12 heures (y compris l'électricité, l'eau, le gaz, les postes, les informations) jusqu'à ce que toutes les troupes aient quitté Pékin ;**
- 2) à stopper résolument l'entrée des troupes armées dans la ville, à défendre ce mouvement démocratique qui a déjà remporté des succès, à préserver l'ordre public sur la place Tiananmen, à utiliser tous les véhicules de chaque danwei (unité de production, de travail, de quartier, etc.) aux issues des principales artères et aux bouches de métro, à assurer le fonctionnement régulier des chaînes de télévision et de radiodiffusion centrales ;**
- 3) à se coordonner dans toute la ville pour que chacun fasse connaître les images réelles des événements aux troupes en garnison à Pékin.**

**Le 20 mai 1989
Traduit du chinois
d'October Review**

vois pas comment le faire sans réformer le Parti.

■ Comment voyez-vous l'avenir ?

— J'espère que Zhao Ziyang pourra revenir à l'avant-scène. Mais surtout, qu'il y ait un parti démocratique, tenant compte de l'avis des divers courants, et non pas une direction qui exclut ses opposants. ■

**Hong-Kong, 22 juin 1989
propos recueillis
par Laurent Carasso**



L'ARBITRAIRE et la cupidité des fonctionnaires corrompus et des mandarins ont atteint des sommets !

Dans toute la Chine, il n'y a plus une parcelle de vérité ! Aucune puissance réactionnaire ne peut plus empêcher les flots de fureur de tout le peuple, le peuple ne peut plus croire les fielleuses paroles des autorités qui dupent les gens, aussi notre bannière est : science, démocratie, liberté, Droits de l'homme, système légal (1) !

Le 21 avril 1989 à Pékin, nous avons officiellement fondé l'Union des ouvriers de la ville de Pékin afin de protéger les intérêts des ouvriers et avons sorti le même jour deux documents : "Lettre au peuple citadin" et "10 questions". L'éditorial du *Quotidien du peuple* en date du 26 avril 1989 nous traite néanmoins de réactionnaires. Mais dites nous donc : puisque vous n'osez pas répondre publiquement à nos dix questions dans votre journal, publiez donc nos deux documents. N'avez-vous pas avancé durant quarante ans, le slogan "faire confiance aux larges masses" ? Nous exigeons la réfutation radicale de l'éditorial du 26 avril, et la punition sévère du responsable de cet article et de sa clique en coulisse.

Lire le Capital

Nous avons soigneusement vérifié les comptes d'exploitation des ouvriers. La méthode d'exploitation est analysée grâce à la méthode que Karl Marx nous a enseignée dans le *Capital*. Nous retranchons de la valeur de la production les salaires des ouvriers, primes et avantages ainsi que l'accumulation sociale nécessaire et les équipements sociaux diminués des dépenses pour la reproduction élargie du capital, et nous avons découverts, stupéfaits que les "entreprises publiques du peuple" s'approprient la totalité de la plus-value extraite de la sueur et du sang du peuple ! Le montant de l'exploitation est inouï ! Atroce ! Cela relève des "particularités de la Chine" ! Dans tout le pays, les "entreprises publiques du peuple" construisent, avec no-tre sueur et notre sang, de somptueuses villas (qui sont protégées par l'armée, sous prétexte qu'il s'agirait de zones militaires interdites) ; de majestueuses limousines ; organisent des voyages d'agrément (sous prétexte de visites d'inspection, les fonctionnaires étant accompagnés de leurs enfants et même de leurs nurses !) ; les fonctionnaires féminins se font une beauté, les fonctionnaires masculins se tapent des beautés : l'énumération de leurs vilénies, voire leurs crimes, serait trop longue.

Partant des intérêts du peuple et de la nation, le camarade Fang Lizhi a expri-



"Il n'y a plus une parcelle de vérité dans toute la Chine"

LES DOCUMENTS des organisations étudiantes et ouvrières du Mai 89 chinois commencent, petit à petit, à être connus et traduits.

A l'instar du texte ci-dessous, de l'Union ouvrière de Pékin (rédigé avant le massacre de Tiananmen), ils révèlent toute la richesse, le radicalisme, et le haut niveau de conscience de ce mouvement.

UNION OUVRIERE DE PEKIN

mé un point de vue correct sur la question "à quoi ça sert d'attirer les capitaux étrangers ?". Nous le soutenons et l'approuvons, parce que, comme par le passé, ces "capitaux étrangers" se transformeront légalement en fortunes individuelles pour des fonctionnaires en déclin. C'est la nation qui en pâtit, mais c'est une "petite poignée" qui en profite, et ce sont les larges masses populaires qui payent les dettes. Ils doivent rendre des comptes !

Nous nous opposons à la poursuite des activités sauvages de violation des Droits de l'homme, de vente forcée des bons du Trésor. Nous exigeons que soit rendues publiques la situation des entrées et des sorties des bons du Trésor de ces dernières années (et celle de leur emploi) ; que soit restituée la valeur originelle de la totalité des bons du Trésor actuellement en circulation auprès de la population, et en même temps, que soient fermés le marché des bons du Trésor : c'est le grand marché des mandarins, c'est la grande source financière des bureaucrates en déclin ! Nous réaffirmons : pour élever les salaires en stoppant l'inflation, il faut que les deux, voire les trois générations, aient des niveaux de salaires analogues. Nous réclamons l'ouverture d'enquêtes sur les chefs d'Etat et de gouvernement, sur la Commission militaire du Comité central (CC), sur chaque Commission du Conseil d'Etat (gouvernement, ndlr), du Comité central et sur le secrétaire du CC du Parti communiste chinois (PCC).

Le premier paquet de personnalités à soumettre à enquêtes pour détourne-

ment de fonds et de propriétés sont : Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Li Peng, Chen Yun, Li Xiannian, Yang Shangkun, Xi Zhen, Wan Li, Jiang Zemin, Ye Xuanping ainsi que leurs familles. Il faut enquêter immédiatement sur la totalité de leurs fortunes, inspecter les registres nationaux de comptabilité, jusqu'à ce que l'on en rende compte publiquement à la population.

Les étudiants ont mûri ! Devant Tiananmen, quelques millions de gens soutiennent le bon ordre révolutionnaire, c'est évident ! Le peuple a pris conscience ! Ils en sont arrivés à comprendre qu'en quelque société, à quelque époque que ce soit, il n'y a que deux classes, la classe dominante et la classe dominée. Les classes, partis, organisations de masses et individus qui suivent le courant de l'histoire sont progressistes et révolutionnaires ; y résister est rétrograde et réactionnaire.

Là est la raison fondamentale qui fait que, de la "société civile" de Qin Shi Huangdi (2), à nos jours, le peuple chinois choie les "fonctionnaires intègres", en a besoin, les loue et les commémore (...).

Pas d'usurpation

Actuellement nous devons être particulièrement vigilants vis-à-vis des arrivistes politiques secrétés par le PCC, pour qu'ils ne profitent pas de ce mouvement démocratique pour atteindre leur objectif d'usurpation autocratique du pouvoir suprême. Deng Xiaoping a justement utilisé le mouvement populaire du "5 avril" (3) et la répression, pour se dévoiler au grand jour après être monté sur le trône. Les "succès de la réforme" qu'ils mettent en avant sont faux et superficiels, la réalité est une baisse du niveau de vie de la grande majorité du peuple, tandis que les emprunts augmentent dans l'attente que le peuple les rembourse !

Camarades ouvriers des larges masses, il faut de toute urgence, s'unir autour des unions ouvrières, sous la direction des unions ouvrières des villes et pousser l'actuel mouvement démocratique vers un nouveau sommet. Notre Union appelle à une grande manifestation ouvrière, de toute la ville, pour soutenir le mouvement étudiant et lancer une pétition pacifique (...). Le mot d'ordre de la manifestation est : "Dans toute la Chine, il n'y a plus une parcelle de vérité !" ■

**Le 17 mai 1989
Traduit du chinois
d'October Review**

1) Système légal : Par le poids de la tradition et les effets d'un pseudomarxisme, il y a très peu de lois écrites en Chine, d'où la revendication insistante de système légal avec des lois écrites.

2) Nom du premier empereur chinois, au pouvoir de 221 à 208, avant notre ère. Il était connu pour être particulièrement cruel, tyrannique et sanguinaire.

3) 5 avril 1976 : émeute contre la "Bande des quatre", après la mort de Zhou En Lai.